

LES
SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE
AU XVIII^E SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Février 1908, à 1 heure.

PAR

E. LABICHE

Président : M. SOUCHON, professeur:
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur-adjoint
 { HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE
AU XVIII^E SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Jeudi 13 Février 1908, à 1 heure.

PAR

E. LABICHE



Président : M. SOUCHON, professeur.
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur-adjoint
 HITIER, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1908

INTRODUCTION

La question des sociétés d'agriculture n'a pas encore été étudiée dans son ensemble, malgré l'intérêt qu'elle présente tant au point de vue de l'histoire des idées au XVIII^e siècle qu'au point de vue de leurs applications pratiques. Quelques-unes seulement ont été l'objet d'études particulières : celles de Paris et de Limoges notamment (1).

Quant au reste, les seuls renseignements que nous ayons eus se trouvent aux *Archives Nationales* : documents officiels, tels que arrêts du conseil, lettres patentes, correspondance du contrôleur général des Finances avec les sociétés, registres des sociétés et listes des membres ; documents particuliers, tels que Mémoires sur divers travaux agricoles, lettres de demandes d'exemption d'impôts, d'audience, etc., etc. ; soit en tout vingt et un cartons relatifs à l'histoire des sociétés d'agriculture en France.

1. Mauguin. *Histoire de l'agriculture*. René Lafarge. *L'agriculture en Limousin au XVIII^e siècle et l'Intendance de Turgot* (1902). Certains textes ont été publiés au sujet des sociétés d'agriculture. V. en particulier les procès-verbaux du bureau de Limoges, par Alfred Leroux. *Choix de documents historiques sur le Limousin*, t. IV. Limoges, 1891. V. aussi les procès-verbaux des séances du bureau de Brive. *La société d'agriculture de Brive*, par René Lafarge. Brive, 1905.

Nous ne voudrions pas dans cette étude, donner une histoire complète ou même résumée de toutes les sociétés d'agriculture du royaume, mais montrer ce qu'est ce mouvement dans l'histoire générale du XVIII^e siècle, quelle a été la nature de cette institution et ce qu'ont été ses résultats immédiats pour l'agriculture.

C'est donc une étude synthétique que nous nous proposons ici, et au cours de laquelle nous citerons, suivant les besoins, telle ou telle société.

Ce qui est intéressant surtout, c'est de rattacher cette institution à l'époque qui l'a produite, et de voir ce que les hommes de cette époque, pénétrés de l'importance très grande de l'agriculture, ont pu faire pour sa prospérité (1).

1. Voir *Archives Nationales* :

Cartons H. 1500 à 1511 (3 cartons 1510 : 1510¹, 1510², 1510³).

1514

1516

1522

1624 à 1627.

Pour les chapitres d'ordre général nous avons consulté des histoires générales ou des monographies dont on trouvera la référence en notes, tels que les études de MM. Vuitry, de Babeau, Chénon, etc.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire des sociétés d'agriculture.

CHAPITRE PREMIER

LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE ET LE MOUVEMENT DES IDÉES AU XVIII^e SIÈCLE

Le mouvement que nous nous proposons d'étudier n'est pas fortuit. Il n'est pas non plus une réforme administrative ou une innovation isolée : il correspond à un mouvement profond d'idées, qui eut sa répercussion dans toutes les conceptions de l'activité économique, le mouvement physiocratique.

Le xviii^e siècle a été pour la pensée philosophique une époque d'hésitation et de critique, comme l'avait été le xvi^e. C'est le moment où, sortant d'une écrasante domination qui avait pesé sur eux pendant tout un siècle, les hommes éprouvèrent un besoin instinctif et presque reflexe, de liberté, d'aisance, d'individualisme.

Après le règne long et plein de contrainte de

Louis XIV, après surtout les dernières années de ce règne, marquées par une dévotion étroite et factice, qui, pendant plus de vingt ans, obligea à feindre, une détente au point de vue social se produisit : Ce fut le libertinage de la régence et du règne de Louis XV.

Après l'étroitesse philosophique du grand siècle, où la foi était devenue le criterium du vrai, où l'on avait affirmé la nature mauvaise et pervertie de l'homme que seul un mystère avait pu racheter, une détente religieuse se produisit : ce fut le libertinage religieux.

Enfin, après avoir vu partout la persécution, l'intolérance, l'arbitraire sous toutes ses formes, on aspira au libéralisme.

Dans la philosophie pure, l'existence de Dieu fut contestée, ou du moins, lorsqu'on la reconnut, on lui chercha des preuves dans la nature.

Dans la morale, on prit comme criterium l'intérêt, non la vie future, comme sanction, la conscience et non l'Enfer.

Enfin, en Economie politique, on combattit encore ce même esprit d'autorité qui avait amené la centralisation administrative et la réglementation à outrance de l'industrie et du commerce.

La notion de la richesse se transforma. Tandis qu'autrefois, on considérait comme un gage de richesse l'amas du numéraire dans un pays, au contraire au début du XVIII^e siècle, on commence à considérer qu'être riche, c'est avoir de quoi se procurer du bien-être. Or le bien-être ne s'acquiert que lorsqu'on a, au meilleur marché possible, le plus grand nombre de choses nécessaires à

la vie. Pour cela, il faut autoriser la concurrence, laisser entrer en France ce que l'industrie étrangère peut nous donner à meilleur compte que l'industrie nationale.

La devise : « laissez faire, laissez passer », qui est tout justement l'opposé du régime alors pratiqué et régnant, était la condamnation formelle de toute la réglementation et de toutes les lois restrictives qui avaient marqué l'ancien régime.

Il est impossible, disait la nouvelle école, de créer des lois en économie politique. Ce qu'il faut, et ce que le gouvernement doit seulement chercher à faire, c'est reconnaître l'existence des lois naturelles et les étudier.

Ce sont les physiocrates qui professaient ces idées nouvelles ; et c'est à eux que les sociétés d'agriculture doivent d'avoir existé.

Les sociétés d'agriculture, en effet, devaient étudier les lois, les plus naturelles de toutes, celles qui s'appliquent à la culture et au rendement des terres.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de donner un exposé complet de la doctrine physiocratique, et nous voulons ici montrer seulement un état d'esprit qui conduisit naturellement à l'objet de notre étude.

Cet exposé succinct expliquera comment, par la suite, le travail des sociétés d'agriculture a été, en somme, d'essayer de réaliser un certain nombre des idées physiocratiques.

Au point de vue de la richesse nationale, les physiocrates considéraient la terre comme la première et la seule source de richesse, et le revenu net du propriétaire foncier comme le seul capital disponible.

C'était là le fond de la théorie physiocratique. Il n'y avait d'ailleurs pas dans ce mouvement que des idées neuves. Les physiocrates et en particulier le fondateur de la doctrine, Quesnay, ont réuni et systématisé des idées qui depuis longtemps avaient une existence réelle. Depuis plus d'un siècle en effet, des idées n'avaient pas cessé d'être répandues en faveur du travail de la terre et de l'agriculture.

Vauban et Boisguillebert avaient déjà à la fin du siècle précédent ébauché une partie de cette doctrine, et il ressortait de leurs études, que l'intérêt de l'agriculture devait passer avant tous les autres intérêts. C'était là une doctrine empirique, car malgré la prospérité de l'industrie et des manufactures, du jour où l'agriculture dépérissait, on s'était aperçu que tout déclinait, que même avec de l'argent, on souffrait de la disette.

Ce qu'on appellera plus tard le Colbertisme, n'avait en réalité amené aucun progrès du bien-être. C'était sur d'autres bases qu'il fallait se fonder.

Toute la fin du xvii^e siècle, toute la première partie du xviii^e avaient vu éclore des réfutations du système mercantiliste. Les enseignements étaient surtout venus d'Angleterre. C'était Locke qui faisait la théorie du droit naturel et de la liberté du commerce; Hume réfutait les idées mercantilistes de la balance du commerce, enfin en 1755 encore, en France, Cantillon développait ses idées sur le libre commerce et la libre culture du sol.

Toutes les théories industrielles et commerciales des physiocrates découlent de la nécessité de développer la première et la seule source de richesse : le sol. C'est pour

transporter la richesse produite par la terre, que le commerce doit être libéré de ses entraves ; c'est pour transformer les matières premières fournies par la culture ou l'élevage qu'il faut développer l'industrie. Enfin c'est pour libérer ce même sol, unique source de production, qu'il faut modifier le système des impôts, qui retombent dans l'état actuel d'alors sur le petit cultivateur.

Ces idées, très mêlées, souvent même assez peu nettes, forment cependant un corps de doctrine très homogène que nous verrons soutenues par les sociétés d'agriculture de la fin du siècle.

Une autre raison explique mieux encore comment les sociétés d'agriculture sont directement issues du mouvement physiocratique. Cette raison se trouve dans les causes extérieures mêmes qui ont favorisé l'éclosion de ces doctrines.

Une de ces causes, la plus profonde, est la suivante :

Depuis 50 ans, on pâtissait cruellement des vices du système mercantiliste, et des entraves de toutes sortes mises à toutes les branches de l'activité humaine. Mais c'est surtout la production agricole qui souffrait de cet état de choses. Chaque jour, l'agriculture dépérissait.

Le tiers du territoire de la France est en friches, et, cependant que le sol demeure inculte, des milliers d'hommes se nourrissent de pain de fougère ou de paille hachée.

Sans doute le confort manque. Mais ce qu'on sent avant tout, c'est la faim. Or l'homme ne se nourrit que des biens de la terre, soit des plantes, soit des animaux que ces plantes nourrissent. Développer et libérer l'agricul-

ture, c'est donc développer et libérer l'homme et la nation.

En résumé le mouvement physiocratique est représenté par deux courants : l'un qui tend à la réforme des abus et de l'arbitraire, un mouvement vers la libération des entraves commerciales ; l'autre qui tend à faire de l'agriculture française l'unique source des richesses nationales. Le premier mouvement est représenté par Gournay ; le deuxième par Quesnay, le marquis de Mirabeau et tant d'autres.

C'est en 1756 que Quesnay donne à l'*Encyclopédie* ses premiers articles sur ce sujet. Ces idées avaient déjà été discutées et répandues dans des réunions intimes qui sont restées célèbres et où l'on discutait de tout, mais surtout d'Economie politique.

C'est pourquoi, sitôt après la publication de ces articles, se forma autour de leur auteur une véritable école, très remuante et très active, qui mena une campagne violente en faveur de ces idées. Gournay, Quesnay, Morellet, Abeille, etc., etc., furent les hommes de la première heure.

Gournay qui, ami de Machault, de Trudaine, occupait depuis quelque temps une place d'intendant du commerce, fut le premier à lutter pour ces idées dans les milieux officiels.

Bientôt, en 1757 les idées des physiocrates franchirent les limites des salons et des milieux éclairés. Le XVIII^e siècle qui le premier a connu et pratiqué la vulgarisation des idées par la réclame et par la presse, fit autour des idées physiocratiques tout le nécessaire pour les répandre.

On songea en province à se grouper pour étudier ces questions. Sur l'instigation de Gournay la première société d'agriculture se fonda en Bretagne.

Malheureusement Gournay mourut en 1759 et les idées nouvelles se développèrent loin du pouvoir.

Mais un homme était là pour les soutenir, c'était Turgot.

Pendant son intendance du Limousin, Turgot essaya en petit ce qu'il rêvait de réaliser plus tard quand l'occasion s'en présenterait. Il fit du Limousin un champ d'heureuses expériences des théories physiocratiques.

La société d'agriculture, fondée par son prédécesseur, prit avec lui un très grand développement.

Indépendamment de ces sociétés presque entièrement composées de physiocrates, partisans absolus des principes nouveaux, des groupes d'émules se formaient qui ne prenaient des doctrines que ce qui se rapportait à leur travail : tels sont les bourgeois ou petits propriétaires de province qui n'y cherchaient que le développement de l'agriculture et qui s'y affiliaient volontiers.

Enfin, lorsque les doctrines eurent pris corps, on mena en leur faveur une active campagne dans les journaux, en 1764-65 dans *la Gazette du Commerce*, en 1765-66 dans *le Journal de l'Agriculture, du commerce et des finances*, enfin dans les *Ephémérides du citoyen*, fondées en 1765 par l'abbé Baudeau.

Cette période d'activité des doctrines physiocratiques correspond exactement à la période de la plus grande splendeur des sociétés d'agriculture.

Cette prospérité durera autant que Turgot, qui est

entré au Ministère en 1774, entretiendra des idées nouvelles les hautes sphères gouvernementales.

Mais la chute de Turgot en 1776 marque une décroissance de l'influence physiocratique, et elle marque une époque d'abandon et de décadence des sociétés d'agriculture.

On peut remarquer qu'elles ne reprendront une activité qu'avec le retour au pouvoir des physiocrates dans la personne de Tillet, de Lavoisier, et surtout de Dupont de Nemours.

Tout ceci prouve que les sociétés d'agriculture et le développement de la physiocratie sont deux mouvements non seulement parallèles, mais connexes et issus l'un de l'autre.

C'est à ce titre que l'étude des Sociétés d'agriculture est intéressante, tant au point de vue de leur institution, qu'au point de vue de l'histoire des idées de ce siècle fécond, et de l'histoire de l'Economie politique dans notre pays.

CHAPITRE II

LA CRÉATION DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

La création des sociétés d'agriculture sort directement du courant d'idées que nous venons d'étudier. Le roi et son entourage, comme la plupart des hommes instruits du royaume, sont persuadés que la grande source de richesse pour une nation, c'est l'agriculture. Aussi, entre 1757 et 1768, ces idées s'incarnent-elles, peut-on dire, dans la création de ces organes nouveaux de perfectionnement et de protection.

Les Sociétés d'agriculture seraient des bureaux d'esprit, où l'on s'occuperait de « cet objet si important » sans doute, mais elles seraient autre chose aussi. Ce n'est pas seulement la foi dans le travail et la production agricole comme source de richesse, qui est la grande inspiratrice des sociétés nouvelles, c'est encore la foi invincible dans l'éducation. Les sociétés seraient des centres d'éducation agricole, où l'on centraliserait les renseignements pour les répandre, où l'on ferait des expériences pratiques, où enfin on s'intéresserait non seulement à l'agriculture, mais aux agriculteurs, à leur situation précaire, aux moyens de les encourager dans

l'amélioration des cultures et de l'aménagement du sol. Toutes ces idées ne sont pas toujours très nettes, les gens de ce temps sentent plus qu'ils ne raisonnent, c'est plus un enthousiasme qu'un mouvement organisé en vue d'un but précis.

L'agriculture est à la mode. Chacun en parle et s'en occupe suivant son tempérament. Les uns composent sur la terre nourricière des hommes, des poèmes et des allégories ; d'autres, portés vers les réalités plus tangibles, élaborent dans le silence du cabinet quelque plan de charrue, de semoir ; d'autres enfin font des expériences de culture. Si tous ces travaux sont inégalement féconds en résultats pratiques, ils sont cependant les témoins d'un état d'esprit nettement entiché d'agriculture, soit par mode, soit par conviction.

Tous ceux qui ont eu quelque réputation, dans quelque branche que ce soit de l'activité humaine, à Paris comme en Province, ont pris une part active au mouvement qui a créé les sociétés d'agriculture. Nous verrons collaborer à un même œuvre Turgot et Lavoisier, Vergennes et le maréchal de Belle-Isle !

Le XVIII^e siècle, qui fut l'époque des salons, vit fleurir à côté de ceux des grandes dames où l'on philosophait, ceux des intendants où l'on « agricolisait ». En effet, il serait faux de croire qu'une société d'agriculture se créait de par la seule volonté du roi, dans une ville quelconque. Sans doute cela s'est fait. Mais, le plus souvent, l'initiative privée avait devancé le désir du souverain, et l'arrêt du conseil ou la lettre patente venait seulement donner au fait accompli la sanction légale.

Il y a donc, en réalité, dans la création des sociétés d'agriculture deux mouvements distincts : l'un, venu d'en haut et imposé, l'autre, venu d'en bas, mouvement profond sorti du peuple, ou du moins de ce que l'on appelle le peuple à ce moment, c'est-à-dire la petite bourgeoisie. Il est curieux de voir cette collaboration inconsciente, qui serait inexplicable, autrement que par l'influence très grande qu'ont eu, tant dans les milieux aristocratiques que dans les classes moyennes, les idées physiocratiques de ce temps.

§ 1. — *Comment se sont créées spontanément les sociétés d'agriculture.*

Les théories économiques des physiocrates alors dans leur plein développement (1), inspirèrent à des particuliers l'idée de venir en aide à l'agriculture et de réaliser les dogmes de la nouvelle école : Laissez faire, laissez passer. Dans les Provinces surtout, les propriétaires voyaient autour d'eux la misère des paysans. Plus qu'eux encore, les intendants pouvaient toucher du doigt la situation difficile des cultivateurs, mal outillés pour la production, et surchargés d'impôts. Cet état de choses, joint à l'atmosphère économique dans laquelle on vivait alors, suggéra à des académies, fondées déjà pour des études artistiques ou littéraires, l'idée des occuper aussi d'agriculture ; de consacrer même à cette étude des séances spéciales, et

1. Quesnay a déjà publié depuis 1756 des articles à l'encyclopédie. Les *Maximes générales du gouvernement économique* paraissent en 1758 et auront un énorme retentissement.

de s'adjoindre dans ce but des membres compétents, soit par leur situation, soit par leurs travaux antérieurs. D'autre part, les intendants, tant en vue de leur popularité que du bien public, voulurent chercher les moyens d'adoucir la situation des agriculteurs, et de tirer du sol toute la richesse qu'il renferme. C'est pourquoi, une fois la semaine ou une fois le mois, quelques-uns d'entre eux réunirent autour d'eux tous ceux qu'une œuvre de ce genre pouvait intéresser, et demandèrent des avis et des travaux sur la question.

Ce n'est pas seulement un désir de bien faire, doublé d'un engouement d'agriculture, qui président à ce premier mouvement, mais encore un véritable esprit scientifique. Tous ceux que ces questions préoccupent leur donnent et leur temps et leur travail, sans aucune espèce de rémunération, pour le seul bien public et le bonheur de la patrie. Si l'on peut objecter que souvent l'idée directrice du mouvement, n'est pas une idée, mais un sentiment, qu'elle est toujours restée très vague et imprécise, du moins peut-on affirmer, sans crainte de se méprendre, que, d'intention, la réforme était scientifique, que le but poursuivi était non des améliorations immédiates et dirigées au gré du hasard, mais des améliorations rationnelles..., car on soumit la terre et les lois qui régissent son travail intime et fécond, comme on lui soumit tout le reste, à la direction et au contrôle tout-puissants de la raison humaine.

Est-ce pour avoir méconnu la logique de la nature que la réforme échoua et pour avoir voulu faire des règles économiques au lieu de les suivre ? Peut-être.... Mais

si elle dut en partie son échec à ce rationalisme, elle lui doit aussi la plus éclatante de ses qualités : la recherche scientifique et partant la valeur de ses travaux.

C'est à Gournay, que revient l'honneur d'avoir fondé la première société d'agriculture et d'avoir le premier fait un essai d'application des théories économiques d'alors. Il réunit à Rennes en 1756 les hommes les plus intelligents et les plus éclairés de Bretagne et il les encouragea à former une association dans le but de perfectionner l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le duc d'Aiguillon et les Etats de Bretagne furent gagnés à cette cause et prirent la Société nouvelle sous leur protection. L'acte constitutif de la Société fut dressé. Il liait la société à l'administration civile de la Province. Gournay y mit toute son ardeur et fut secondé dans son œuvre par deux hommes de volonté, Bonamy, botaniste breton et Abeille, avocat toulousain.

Ainsi fut formée la première société d'agriculture du royaume, sur le modèle de laquelle quelques autres ne tardèrent pas à s'organiser. Gournay garda sa protection à toutes les sociétés ainsi créées et fit autoriser plusieurs d'entre elles. Il fut pour ainsi dire l'âme du mouvement, et des sociétés d'agriculture se créèrent alors en grand nombre, sans attendre la volonté du roi ou l'arrêt de son Conseil.

A côté de l'initiative privée, qui créa de toutes pièces la première société d'agriculture, des académies, déjà existantes, introduisirent l'agriculture dans le programme de leurs études.

Il y avait en effet des académies scientifiques, artistiques et littéraires dans un grand nombre de villes de pro-

vince. Les villes de l'Est surtout, qui en possédaient, eurent l'idée d'en faire des organes d'étude et d'encouragement agricole.

A Besançon par exemple, lorsqu'il s'agit en 1763 de créer une société d'agriculture, et que le contrôleur général des finances, s'enquit auprès de l'intendant des chances qu'elle avait d'y réussir, l'intendant répondit qu'il avait découvert quelques personnes désireuses de composer cette société, mais que, pour les frais nécessaires, il lui faudrait prélever 2.000 livres sur la culture du tabac, qu'en réalité le besoin d'une Société royale ne se faisait guère sentir, et que ces frais supplémentaires paraissaient superflus, car l'académie de Besançon s'était depuis longtemps chargée de la besogne. Il en est de même à Metz où la société, fondée par le maréchal de Belle-Isle, sous le nom de Société royale des sciences et des arts, s'occupa d'agriculture depuis 1756 et absorba tous les hommes enthousiastes et compétents en la matière ; de telle sorte qu'en 1759, l'idée d'une autre société, consacrée à l'agriculture et créée à côté de celle-là, reçut l'accueil la plus défavorable. Cette société continua donc à s'occuper d'agriculture et en reçut la mission officielle en 1760 par des lettres patentes. Ce n'était donc pas là un organisme nouveau créé en vue de l'agriculture, mais un ancien organisme adopté aux nouvelles nécessités.

En Flandre, l'académie d'Arras s'occupa également très longtemps des questions agricoles. En 1785, on voit encore l'intendant engager par une lettre pressante cette académie à communiquer au ministre tout ce qu'elle pourrait trouver d'intéressant. La Flandre était,

de l'aveu même de l'intendant consulté au sujet de l'établissement d'une société d'agriculture spéciale, dans un état agricole trop avancé et trop perfectionné pour que la nécessité de cette société se fit sentir.

Cela prouve combien les créateurs des sociétés d'agriculture en attendaient d'améliorations immédiates. Il semble que la société d'agriculture, plus directement soumise au contrôleur général et à l'administration centrale, eût pu faire profiter les provinces moins avancées des lumières de l'agriculture flamande et que la création d'un organe spécial à l'agriculture eût pu de la sorte être féconde.

En Lorraine, la situation est un peu différente. Il n'y a pas de société d'agriculture, non seulement à cause de l'état de trouble perpétuel où vivait cette province du fait des guerres, mais encore parce que Nancy avait été doté par le feu roi de Pologne d'une académie littéraire qui assumait la tâche agricole par surcroît.

De même à Châlons, à Amiens, ce sont des Académies qui commencent par s'occuper de l'agriculture. C'est un fait intéressant et qui prouve à quel point les idées physiocratiques avaient frappé. Les esprits sont confiants dans ces tentatives d'améliorations : on a beaucoup souffert des disettes de grains et de viandes et c'est vers l'agriculture que l'on cherche la sécurité et l'abondance. De sorte que, lorsque les pouvoirs publics voudront prendre en main l'initiative du mouvement, ils trouveront sur bien des points l'œuvre commencée.

§ 2. — *Les sociétés d'agriculture créées par les Intendants.*

Ce ne sont pas seulement les sociétés d'études déjà constituées qui assumèrent la tâche de développer l'agriculture dans le royaume, mais encore les intendants, soit en vue de se rendre populaires, soit par conviction économique.

Beaucoup d'entre eux essayèrent d'établir, soit chez eux, soit à l'hôtel-de-ville de la capitale de leur généralité, des réunions de gens compétents pour discuter des questions agricoles. Ils le firent d'ailleurs avec grande liberté et, si l'on voulait donner une idée de leur manière de procéder à cet égard, il suffirait de citer quelques pages des documents nombreux des *Archives nationales* sur ce sujet.

Pajot de Marcheval, intendant du Limousin, écrivait en 1759 à M. Trudaine, contrôleur général des Finances, après la fondation de la Société de Limoges : « Vous avez la bonté de me consulter sur les moyens que je crois les plus propres de seconder les vues bienfaisantes de Sa Majesté. Voici, Monsieur, ceux dont je fais usage dans la province dont elle a bien voulu me confier l'administration ; le tableau de ma conduite fera ma réponse.

« Dès que je suis arrivé dans cette généralité, je me suis attaché singulièrement à en connaître les forces et les ressources, et je n'ai pas été longtemps à m'apercevoir de leur médiocrité, j'en trouvai principalement la cause dans l'état de langueur où est l'agriculture.....

« J'ai parcouru ma généralité pendant deux années con-

sécutives, j'ai entretenu les riches et les pauvres des projets que je pouvais avoir, je n'ai trouvé que fort peu d'hommes qui aient voulu me seconder, et en qui j'ai pu exciter l'émulation ; le peu de progrès m'aurait rebuté, s'il n'était pas de mon devoir de tout tenter pour le bien de ma généralité. J'ai donc changé de système ; persuadé que des conférences, tenues en commun, seraient plus fructueuses que des entretiens particuliers, j'ai rassemblé chez moi quelques propriétaires de terres ; dans ces espèces de conférences, on s'occupait de la lecture des meilleurs écrits qui ont paru sur l'agriculture : on écoutait, on saisissait même avec avidité et on paraissait être dans l'admiration de certains procédés dont on entendait le détail et les succès ; j'invitais chacun de ceux qui assistaient à ces lectures d'en faire usage dans leurs terres ; on me répondait que le climat, le sol du pays n'était pas propre à telle espèce de culture, enfin personne ne se prêtait à mes vues, ou si quelqu'un, par complaisance pour moi, se déterminait à faire un essai, la moindre contrariété suffisait pour le dégouter ; il n'en fallait pas davantage pour discréditer dans tout un canton une recette qui, suivie avec un peu de constance, aurait pu l'enrichir.

« Les conversations purement spéculatives ne faisant point d'impression, j'ai pensé qu'il fallait des exemples et surtout éviter d'engager l'habitant dans des frais d'expériences hasardeuses. Dans cette vue, j'ai formé une nouvelle société de tout ce que j'ai trouvé dans Limoges de gens éclairés et zélés. Je leur ai fait part de mon projet, d'établir une école d'agriculture, que j'attendais

qu'ils en dirigeassent toutes les opérations, que je me chargeais des frais d'essais et d'expérience, mais que j'exigeais qu'ils répétassent chez eux toutes celles qui auraient réussi afin que, par leur exemple, fut répandu de proche en proche ce qui aurait été jugé et démontré avantageux à leur patrie ; j'ai leur parole et je ne suis point embarrassé maintenant de faire adopter dans la province tout ce que nous ferons pour le bien de ses habitants, pourvu qu'il soit évident et qu'il ne soit plus abandonné au hasard des expériences...

« Ces assemblées se tiennent chez moi tous les samedis, j'y préside. Chaque associé de la résidence de Limoges est chargé d'un détail particulier, et c'est lui qui rend compte à l'assemblée du succès des travaux de son département, ou qui propose les améliorations qu'il croit convenables. Nous avons, outre cela, des associés correspondants, répandus dans la province, auxquels nous enverrons des mémoires sur toutes nos découvertes et qui se sont aussi soumis à les mettre en pratique chez eux et à les faire connaître dans leur voisinage ».

Les Intendants agissent donc avec toute liberté dans leur province à ce sujet.

De plus, ils s'arrangent même non moins librement pour se procurer des fonds afin d'entretenir leurs nouvelles associations : les uns cherchent à prélever ces fonds sur des impôts propres à la ville, les autres, à en faire l'économie en faisant les réunions dans les salles de l'hôtel-de-ville et aux frais de la municipalité ; quelques-uns trouvent ces fonds dans des améliorations mêmes. Ainsi Pajot de Marcheval, dont nous parlions plus

haut, se les procura en réduisant à une seule pépinière au centre de sa généralité les diverses pépinières lointaines et mal entretenues qui s'y trouvaient. Il loua à cet effet un terrain au nom du roi et y fit transplanter les plus beaux arbres des pépinières qu'il supprimait, et, en combinant toutes ses dépenses, il vit « clairement qu'avec la somme employée précédemment à cet usage, il était en état d'avoir une pépinière aussi vaste que les besoins de la province l'exigeaient et de faire tous ses essais d'agriculture ».

Dans d'autres sociétés enfin, dans un élan de générosité enthousiaste, les membres eux-mêmes, subvenaient de leur poche aux besoins de la nouvelle institution.

On le vit à Amiens en 1762, on le vit encore, beaucoup plus tard, alors que pourtant l'enthousiasme paraissait bien calmé, en 1787, lors de la fondation, par les propriétaires fonciers du pays, dans la petite ville de Lesparre, en Médoc, d'une société d'agriculture ; chaque membre s'engageait à donner 24 livres par an, tant pour les dépenses nécessaires de local, secrétariat, éclairage, chauffage, que pour la souscription à des journaux intéressants et l'achat des meilleurs ouvrages sur l'agriculture.

D'ailleurs, ce dernier système fut généralement employé par les sociétés dont l'intendant n'était pas directement l'instigateur.

C'est une preuve du désintéressement absolu et du dévouement au bien public qui animaient les promoteurs du mouvement.

S'il y eut dans le désintéressement quelques excep-

tions, elles sont rares : chez presque tous, c'est une foi aveugle dans les bienfaits de l'agriculture qui seule dicte le mouvement, et un grand désir de bien-être et de tranquillité.

En réalité, les sociétés d'agriculture créées par les intendants et réunies autour d'eux ne sont pas, nous le verrons, sensiblement différentes avant d'avoir reçu la sanction légale d'un arrêt du Conseil et après. Les sociétés, créées par ordre du roi, emprunteront aux initiatives privées leur plan de travail et leur mode de composition. Avant comme après, les intendants gardent la haute main sur les sociétés.

§ 3. — *Les créations officielles*

Avant de créer des sociétés, le contrôleur général des finances s'enquiert de la situation des provinces auprès des intendants. Les uns décrivent les sociétés existantes en demandant :

Soit de leur donner l'étiquette officielle par un arrêt du conseil, soit de ne pas créer à côté d'elles d'autre société qui ne pourrait vivre, tous ceux qui veulent s'occuper de ces questions ayant déjà fait un groupement de leur propre initiative. C'est le résultat que donnèrent les enquêtes dans les provinces, dont nous avons parlé précédemment. D'autres, qui n'ont pas de société d'agriculture embryonnaires, en réclament ; d'autres enfin, n'en ont pas et, non seulement ne désirent point en voir créer, mais n'en voient même pas la possibilité.

Dans certaines provinces, les intendants trouvent dans

le caractère même des habitants des causes d'échec pour des sociétés d'agriculture.

L'intendant de Grenoble, consulté en 1760, répond, par exemple : « On a ici une grande répulsion pour tout ce qui est Société ou Académie. Ceux qui s'assemblent le font à la dérobee pour échapper aux plaisanteries des ricaners, le caractère des habitants de cette province étant de ricaner de tout ». La psychologie des intendants était parfois simpliste !

En Lorraine de même, une société d'agriculture ne sourait réussir « Elle ne remédiera pas au découragement des agriculteurs d'où vient tout le mal ».

Dans d'autres provinces, les intendants voient dans les circonstances extérieures elles-mêmes des obstacles à la création des sociétés.

A Strasbourg, par exemple, où les campagnes sont constamment dévastées par les gens de guerre, il est bien difficile des'occuper d'agriculture. Le seul bien que l'on pourrait faire, dit l'intendant, serait de dessécher les marais, et les innombrables terrains submergés de la région.

Ailleurs, la misère profonde des paysans et l'état de dénuement dans lequel ils vivent ne permettent, au dire des intendants, d'entreprendre aucune amélioration agricole, avant d'avoir déchargé ces malheureux d'une partie des impôts qu'ils doivent chaque année verser dans la sacoche des collecteurs.

Enfin, dans quelques provinces, comme le Languedoc, la Flandre, le Béarn, on est disposé à attribuer à la commission de 1734 dont nous parlerons ultérieurement tout ce qui a rapport à l'agriculture.

La création officielle des sociétés d'agriculture, n'était pas, en réalité, chose aussi facile qu'on le croyait. Quelques intendants se rendirent compte de ces difficultés, celui du Poitou en particulier, qui sentait la défiance partout et voyait la nécessité d'être clair et précis, afin que les paysans se sentent en sécurité du côté fiscal.

Toute nouveauté, dans ce temps, paraissait mauvaise, parce qu'elle amenait généralement à sa suite une augmentation des impôts. Aussi l'intendant du Poitou écrivait-il en 1760. « Il sera malaisé d'établir une société d'agriculture dans cette province. On ne pourra guère trouver des gens capables de remplir les vues de Sa Majesté, c'est-à-dire, instruits dans l'agriculture. A la vérité, Monsieur, je ne doute pas que cet établissement n'en forme dans la suite, mais il semble cependant qu'il faut, dès le commencement, prendre garde aux sujets que l'on y admettra. C'est un point essentiel, à ce qu'il me paraît, de lui acquérir la confiance du public et donner envie d'y entrer. Sans cela la société pourrait devenir le jouet de mauvais plaisants et tomber dans l'avilissement. »

C'est le sort qu'a pensé éprouver la Société de Bretagne, « quoique composée de gens de mérite et de distinction, protégée par un commandant éclairé, par les Etats et le parlement ». Malgré tous ces avantages, cet établissement a eu peine à réussir en Bretagne (1).

En effet (en haut lieu, l'enthousiasme aveuglant les esprits, on ne s'en rendait point compte), le fait de créer

1. *Archives nationales*. H., 4540.

une société sur arrêt du Conseil, ne prouve pas que cette Société puisse jamais fonctionner. Telle province, par exemple, où l'on crée une société d'agriculture, est surtout industrielle et minière. Le grand intérêt est tourné de ce côté et la société d'agriculture ne rencontre que peu ou point d'adhérents. Telle autre, qui n'a point inspiré la confiance, se réunit sans travailler ou ne se réunit pas.

Bien des sociétés sont ainsi restées lettres mortes ; nous en avons la preuve par les réponses des intendants à l'enquête de 1788. Des bureaux ne se sont jamais réunis, d'autres se sont réunis une fois seulement : les bureaux de Dax et de Saint-Gaudens, par exemple. Le bureau de Falaise n'a duré que quelques mois, ainsi que celui de Montauban.

D'autre part, il en résulte parfois des rivalités fâcheuses entre les autorités locales. Témoin la dispute fameuse entre l'archevêque de Narbonne et l'intendant du Languedoc, dispute qui donna l'occasion d'une volumineuse correspondance entre ces deux personnages et le contrôleur général des finances.

L'intendant eut le dessus, mais la lutte fut vive, les Etats du Languedoc soutenant leur archevêque.

Il n'est pas inutile de relater ici cette rivalité qui met en lumière le désir qu'avaient les différentes autorités locales d'avoir en main cette force nouvelle que pouvait être la société d'agriculture et qui fait ressortir certains points essentiels des sociétés d'agriculture que le contrôleur général dans ses réponses est obligé de souligner et de préciser.

A l'intendant qui s'est plaint de ce que, au sujet de la

création des sociétés d'agriculture, l'Archevêque de Narbonne semble vouloir l'écarter des décisions, le contrôleur général répond le 5 février 1763 qu'il sera tenu au courant et que rien ne saurait être fait « sans ceux qui ont la confiance et l'autorité du roi ».

Toutes les réponses du contrôleur général à ce sujet soutiennent ouvertement l'intendant, en rappelant ce que le roi entend faire, en créant une société d'agriculture en Languedoc, afin que nul ne s'y méprenne. « L'intention du Conseil en autorisant quelques établissements en forme de sociétés dans les provinces où il y a beaucoup de terres en friches et où la culture des autres a paru négligée, n'a point été, comme il semble que les Etats de Languedoc ont voulu l'entendre, d'établir des académies d'agriculture, dans lesquelles on fit des dissertations et des ouvrages sur cette matière; mais de former de simples assemblées, où l'on admettrait de préférence les personnes intelligentes du métier, comme le bon laboureur et fermier et quelques autres personnes, versées dans les connaissances qui y sont relatives, et qui en font leur occupation ou leur amusement, pour s'entrecommuniquer leurs expériences ou leurs découvertes ».

Ce ne sont donc pas des associations aristocratiques, qui puissent avoir une influence politique, mais des associations uniquement faites dans un but pratique et immédiat.

Les Etats de Languedoc et l'archevêque de Narbonne, voyent l'intention évidente du contrôleur général des finances de maintenir l'autorité et la surveillance dans la société d'agriculture et de la tenir immédiatement

dans sa main par l'intermédiaire de l'intendant, prennent les devants et essaient de mettre le contrôleur général, non plus en présence des principes, mais en face de faits accomplis.

L'archevêque de Narbonne a fait envoyer aux États des Mémoires des commissions établies pour l'administration intérieure et en particulier de la commission de 1734 ; cela naturellement à l'insu de l'intendant. Ces Mémoires portaient sur les questions suivantes :

« 1^o Nécessité de la libre exportation des grains dont les avantages et la nécessité se font sentir pour animer la culture.

« 2^o Utilité des prairies artificielles pour nourrir un plus grand nombre de bestiaux. On propose d'encourager les engrais par des avantages.

« 3^o Nécessité de donner du sel aux troupeaux, donc de diminuer le prix du sel destiné à cet usage.

« 4^o Nécessité d'accorder quelques avantages ou prérogatives à ceux qui se distinguent dans l'élevage ou la culture.

« 5^o Moyen indiqué par le diocèse de Mende pour empêcher les grains d'être charbonnés.

« 6^o Demande, s'il y a une société d'agriculture créée, qu'il y ait des inspecteurs dans chaque diocèse, choisis parmi les meilleurs laboureurs, et dont les services soient excités par des distinctions, telles que d'être nommés experts-jurés pour l'estimation des bestiaux, etc., etc. »

Enfin ces Commissions proposaient, pour trouver les ressources nécessaires à l'agriculture, de réduire toutes les rentes de 3 0/0 à 4 0/0, « ce qui prouve bien, disait l'In-

tendant, irrité d'être tenu à l'écart, que ces commissions sont absolument inaptes à la direction de l'agriculture ».

Si l'argument de l'intendant paraît spécieux, du moins le contrôleur général le prit-il en considération comme les nombreux autres qu'il fournissait, et vit-il dans l'intention de l'archevêque de Narbonne de faire régler ainsi les questions agricoles par les Etats et d'en écarter l'intendant, un fait absolument contraire à la volonté royale.

Devant cette opposition du pouvoir à laisser s'organiser, par les soins des Etats et sur les plans de l'archevêque, une société d'agriculture en Languedoc, l'archevêque changea de tactique et à son instigation, les Etats proposèrent de ne point créer de Société nouvelle, et de confier, disaient-ils, « à la commission de 1734, toute désignée pour cette besogne, le travail que l'on destinait à la Société d'agriculture ». De cette manière l'œuvre restait dans la main de l'archevêque et des Etats.

Qu'était-ce en effet que cette Commission ?

La Commission de 1734 était composée des commissaires du roi, savoir : le commandant en chef, l'intendant et deux trésoriers de France, et des commissaires des Etats, savoir : un évêque, un baron, deux députés du Tiers état, qui sont magistrats, ou avocats, et des syndics généraux faisant les fonctions des gens du roi.

L'essentiel et même l'unique but de sa création avait été la réformation des abus qui pourraient s'être introduits dans l'administration des revenus des villes et communautés. En réalité, la commission de 1734 qui fonctionnait encore en Languedoc, était dans la main de l'archevêque et l'intendant n'y comptait guère.

Quoique l'agriculture ne rentre pas directement dans sa compétence, « les biens incultes et abandonnés, dit l'archevêque, font partie de son attribution dans la mesure où l'inculture doit naturellement procéder d'une surcharge dans l'imposition ou d'une mauvaise administration de ces mêmes biens ».

L'archevêque a pour soutenir cette nouvelle thèse des arguments très forts, dans un temps où le trésor royal n'était pas riche, et où les économies étaient à l'ordre du jour.

Il écrit à ce sujet au contrôleur plusieurs lettres pour détruire « la mauvaise impression qu'on a contre les intentions des Etats au sujet de la formation d'une société d'agriculture ».

La commission de 1734 offrirait, disait-il, bien des avantages. Le contrôleur craint de donner ainsi à cette commission un caractère de permanence..., mais qu'importe, puisqu'elle n'a pas cessé d'être utile. Enfin, le grand avantage de cette solution serait le suivant : « les soins de l'agriculture confiés à cette commission ne coûteraient rien au trésor ».

Mais M. de Saint-Priest, intendant du Languedoc, proteste avec énergie, au nom du bien public, et dans l'intérêt de la province. Il écrit, en juillet 1762, une lettre tout à fait caractéristique à ce sujet au contrôleur général. Il y étudie la question sérieusement et dicte pour ainsi dire sa conduite à ce dernier, et les arguments qu'il doit faire valoir auprès de l'archevêque, contre l'adjonction des travaux agricoles aux occupations de la commission de 1734. « Il faut ménager les Etats, dit-il

dans cette lettre, car ce sont eux qui doivent pourvoir aux encouragements nécessaires. Mais vous pourriez dire à M. l'archevêque de Narbonne que l'intention de la province étant assurément de tendre au bien de la chose, vous craignez que la voie qu'elle a adoptée ne soit pas aussi sûre qu'elle paraît le penser; que ce n'a été qu'en réunissant des personnes de tous les états et ayant des connaissances acquises sur les différentes cultures, les unes par goût, les autres par patriotisme, d'autres enfin par amour propre, en se voyant associés en quelque sorte à des gens de naissance et de considération, qu'on est parvenu dans les autres provinces à discuter à fond ces matières et à remplir les objets divers d'utilité qui le faisaient déjà apercevoir; que faire traiter l'agriculture uniquement par les commissaires de l'administration intérieure, serait s'écarter de la bonne route, ainsi qu'en n'admettant pas, comme commissaires, des agriculteurs quelconques, dont les lumières ne pourraient être que très avantageuses et qui seraient bien peu encouragés s'ils n'étaient appelés que par intervalle et pour subir interrogatoire; que vous n'entendez pas que les membres des Etats fussent exclus des sociétés qui seraient formées dans chaque diocèse, et qui correspondraient avec la principale établie à Montpellier, mais qu'il vous paraît convenable qu'ils y fussent admis *qu'autant qu'ils seraient agriculteurs*. Et que néanmoins, pour que vous, Monsieur, et ces Etats, soyez informés de ce qui se passe dans ces sociétés, l'évêque diocésain soit commissaire, ainsi que le subdélégué de l'Intendant qui présiderait en personne au bureau de Montpellier

en sa qualité de commissaire du Roi selon l'usage ».

La discussion se termina par la victoire de l'Intendant. Il fut décidé qu'une société serait formée, sur le modèle des autres sociétés déjà existantes, où l'Intendant aurait le droit de présidence, mais sa création fut ajournée pour des raisons extérieures.

La rivalité de l'archevêque et de l'Intendant fut surtout vive en Languedoc, mais il y eut dans bien d'autres provinces des difficultés de même ordre à surmonter pour arriver à la création des sociétés.

Cela d'ailleurs ne faisait point tarir l'enthousiasme et le gouvernement semblait plus que jamais disposé à créer des sociétés nouvelles. Les arrêts du Conseil se faisaient de plus en plus nombreux.

Dans ces arrêts, le roi faisait appel plus encore à l'initiative privée qu'à l'administration. Le dévouement à la cause agricole et au roi sont les deux piliers des créations nouvelles. Les arrêts du Conseil viennent généralement corroborer une œuvre commencée, ou combler des désirs. Ils commencent généralement ainsi « Le roi étant informé que plusieurs de ses sujets.... dans la vue d'encourager les cultivateurs par leur exemple à défricher les terres incultes, à acquérir de nouveaux genres de culture et à perfectionner les différentes méthodes de cultiver les terres actuellement en valeur, se sont proposés d'établir, sous la protection de Sa Majesté, des sociétés d'agriculture, dont les membres, éclairés par une pratique constante, se communiqueraient leurs observations et en donneraient connaissance au public par leurs expériences... ».

On vise à un seul but dans ces arrêts : c'est de réussir. Pour réaliser ce but, on fait appel à toutes les bonnes volontés.

Pour la réglementation de la société établie par les arrêts, les autorités locales sont consultées. Pour le texte même, les critiques sont acceptées en haut lieu. On comprend à cette époque, où le paysan peu éclairé est encore si méfiant, l'importance qu'il y a, dans l'arrêt même de création, à ménager les susceptibilités.

Ainsi pour la Société de Bretagne en 1761, un des membres écrivait ceci : « ... Il semble que la confiance augmenterait si Sa Majesté marquait dans le préambule, outre le désir d'exciter et d'encourager la culture, une intention formelle de protéger ceux qui, améliorant leur agriculture actuelle, entreprendront des défrichements. Si on était généralement persuadé que le roi envisage les productions de la terre comme l'unique base solide de l'aisance de ses sujets et des revenus de l'Etat, l'espérance d'être persévéramment protégés ferait trouver des ressources à une multitude de personnes qu'*engourdit la crainte de travailler moins pour elles que pour l'impôt*.

« Peut-être une déclaration du roi susceptible d'une plus grande authenticité inspirerait-elle une plus grande confiance qu'un arrêt du Conseil » (1).

Enfin la bonne volonté du roi pour l'amélioration de l'agriculture se manifeste par une activité de création extraordinaire. De janvier 1761 à décembre 1762 plus de dix arrêts du Conseil viennent donner l'estampille officielle à des sociétés d'agriculture.

1. *Archives Nationales* H. 1541. Bretagne (mai 1761).

Ces sociétés ont, de l'aveu même des contemporains, une situation différente suivant les pays où elles sont placées. Elles se trouvent dans des conditions inégales de succès.

Les sociétés ont plus de chance de réussir dans un pays d'Etats que dans un pays d'élection par exemple, parce que dans un pays d'Etats l'émulation est plus constamment en éveil.

Ainsi, M. de Blossac, secrétaire perpétuel de la Société de Poitiers, écrivait en 1760 au contrôleur général : « Quelle différence entre une province d'Etats et la nôtre. Il y a en Bretagne une émulation qui n'est point du tout ici.

« En notre province toute personne qui ne tient plus ni à un service ni à quelque charge ou emploi, n'imagine pas pouvoir ni devoir se donner la moindre peine pour être utile.

« En Bretagne, au contraire, tout membre des Etats se regarde comme chargé de l'administration de la province, veut y donner, y proposer des avis, en un mot acquérir de la considération....

« On regarde comme un titre d'honneur d'être nommé des commissions ; on ne regrette point quelques légères dépenses pour faire des expériences et avoir le plaisir de s'entendre citer aux Etats. En second lieu, les Etats de Bretagne donnent des prix et des encouragements que l'on ne donnera pas ailleurs et le secrétaire de la Société est chargé de rédiger les mémoires utiles au public.

Enfin, la province distribue des graines pour la multiplication des prairies artificielles ».

Indépendamment de cette différence de situation, elles avaient entre elles des inégalités de valeur. Les unes comprenaient des membres très au fait des questions agricoles, et d'autres n'avaient à leur tête que des « amateurs ». Des différences aussi, de ressources : les unes avaient des fonds particuliers provenant des libéralités de membres enthousiastes et riches ; d'autres n'avaient que la maigre allocation du trésor. C'est ce qui explique, que, dans des pays à peu près semblables au point de vue agricole, elles n'aient pas toutes réussi au même titre.

En somme, en face du pouvoir, ces sociétés sont, au point de vue agricole, très libres et on leur laisse, par l'arrêt même de création, toute leur initiative. Mais on redoute l'esprit hardi et destructeur de l'époque. Des associations comme celles-là qui s'occuperaient d'autres questions sont bannies. L'agriculture seule est de leur compétence, Cependant il faut remarquer que l'agriculture touche à beaucoup d'autres choses, et en particulier, à cette époque, à la condition administrative de l'agriculture. Mais les sociétés n'ont pas le droit, nous le verrons, de parler du régime fiscal, ni d'y proposer des améliorations en vue du bonheur plus grand du paysan. Si elles le prennent, elles outrepassent leur mission.

La question de l'agriculture est la question vitale, mais du jour où l'on sortirait de son terrain étroit pour entrer, dans des discussions politiques, ces sociétés deviendraient un danger pour l'ordre public.

Bref le premier mouvement de création des sociétés d'agriculture peut se résumer ainsi : les unes sont des

entreprises privées, d'autres sont organisées sur l'initiative de l'intendant, d'autres enfin sont créés par arrêt du conseil. Toutes reçoivent l'approbation royale sans difficulté, car, l'enthousiasme pour les questions agricoles est à son comble du fait des travaux très remarquables et très admirés de l'école physiocratique.

Mais, il faut le dire tout de suite, il y a trop de sentiments dans ce mouvement et trop de théorie pour que l'on ne s'y expose pas à des déboires.

Pour donner une idée d'ensemble de l'importance de ce mouvement nous avons dressé la liste des diverses sociétés qui ont existé dans le royaume avec la date de leur reconnaissance officielle et l'indication des divers bureaux composant chacune d'elles.

Tours, 24 février 1761	{ Tours. Angers. Le Mans.
Paris, 1 ^{er} mars 1761	{ Paris. Meaux. Beauvais. Sens.
Limoges, 12 mai 1761	{ Limoges. Brive. Angoulême.
Lyon, 12 mai 1761	{ Lyon. Montbrizon. St-Etienne. Roanne. Villefranche.

Bretagne, 12 juin 1761	{ Rennes.
	{ Orléans.
Orléans, 18 juin 1761	{ Blois.
	{ Chartres.
	{ Montargis.
Riom, 18 juin 1761	{ Clermont-Ferrand.
Rouen, 27 juillet 1761	{ Rouen.
	{ Evreux.
Soissons, 7 septembre 1761	{ Soissons.
	{ Laon.
Alençon, 31 janvier 1762	{ Alençon.
	{ Falaise.
Bourges, 31 janvier 1762	{ Bourges.
	{ Auch.
Auch, 15 février 1762	{ Dax.
	{ St-Gaudens.
La Rochelle, 15 février 1762	{ La Rochelle.
	{ Montauban.
Montauban, 21 mars 1762	{ Villefranche.
	{ Rodez.
Caen, 25 juillet 1762	{ Caen.
	{ Valenciennes.
Hainaut, 4 septembre 1763	{ Cambrai.
Provence, 20 janvier 1765	{ Aix.
Roussillon, 19 mai 1779	{ Perpignan.
Moulins, 31 août 1786.	{ Moulins.

Il faut encore citer la société de Lesparre qui existait en 1787 mais n'a jamais été officiellement reconnue.

De plus dans certaines généralités il n'y eut pas de

société ayant comme objet spécial l'agriculture. Mais des académies littéraires et scientifiques s'y consacrèrent en partie.

En Lorraine c'était l'académie de Nancy, en Flandre l'académie d'Arras, en Artois, l'académie d'Amiens, en Languedoc les académies de Toulouse et de Montpellier, en Champagne l'académie de Châlons (1).

Il y eut aussi des projets qui n'aboutirent pas. En 1763 il fut question de créer une société en Franche-Comté avec 5 bureaux : Besançon, Dôle, Vesoul, Salins et Lons-le-Saulnier. L'arrêt du conseil fut même préparé, mais il ne paraît pas qu'il ait été expédié. Il en fut de même pour Poitiers en 1765.

1. Dans le cas où des académies littéraires s'occupent d'agriculture, elles ne font qu'œuvre scientifique. Pour tout ce qui regarde l'administration, les demandes de graines, etc., c'est la commission de 1734 qui en est chargée (Champagne, Languedoc, Flandre, Bayonne) et à partir de 1787 ce sont sur certains points les commissions intermédiaires provinciales, instituées en 1787, dans les pays d'élection pour exécuter les décisions des assemblées provinciales touchant la répartition des impôts.

CHAPITRE III

ORGANISATION INTÉRIEURE DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

Les sociétés d'agriculture furent organisées, suivant l'importance des régions, en un ou plusieurs bureaux. Dans les circonscriptions où un centre de travail était reconnu suffisant, il y avait un seul bureau. Dans celles, au contraire, où les encouragements à l'agriculture étaient plus nécessaires, où il fallait donner aux cultivateurs la possibilité de consulter les spécialistes de la société d'agriculture et la certitude d'être soutenus, on en créait plusieurs.

Cela répondait à deux préoccupations : la première issue directement du milieu que nous étudions — il fallait bien hiérarchiser administrativement cet organe nouveau ; la deuxième était surtout une préoccupation pratique — la nécessité, pour que les membres pussent venir en nombre à la société, de ne pas en éloigner trop le siège de tout une partie de la population de la généralité.

Ainsi la Société de Montauban fut créée par un arrêt du Conseil du 21 mars 1762 en trois bureaux : à Montauban, à Villefranche et à Rodez. La distance qu'il y a entre ces trois bureaux explique la nécessité d'en créer

trois. De même la Société de Paris avait 4 bureaux : Paris, Meaux, Beauvais et Sens. Celle d'Orléans en avait 4 aussi : Orléans, Blois, Chartres et Montargis. Celle de Lyon en avait 5 : Lyon, Montbrisson, Saint-Etienne, Roanne, Villefranche. Celle de Caen, au contraire, était composée d'un bureau unique à Caen.

Les sociétés d'agriculture enveloppèrent ainsi d'un réseau de travail et d'encouragement les agriculteurs de toute la France. Partout des centres d'étude surgirent.

Dans bien des villes, nous le verrons plus tard, ils ne subsistèrent pas longtemps. Néanmoins cela prouve, de la part des pouvoirs publics, une grande bonne volonté à enrayer les maux dont souffrait l'agriculture à cette époque.

§ 1^{er}. — *Les membres des sociétés d'agriculture.*

Toutes ces sociétés furent créées sur un modèle à peu près unique. La seule idée directrice était celle-ci : les sociétés sont faites dans un but pratique, donc, il est absolument indispensable que ceux qui en font partie soient des hommes compétents en agriculture. Les membres ne doivent être nécessairement ni des nobles, ni des riches. Nous citons plus haut, dans une lettre du contrôleur général des finances aux Etats de Languedoc, ce mot caractéristique : « Il faut des personnes compétentes : le bon laboureur, par exemple ». En effet, les laboureurs seront non seulement admis mais encore réclamés par les sociétés. En fait, ils y vinrent rarement, d'abord, parce que les séances avaient toujours lieu en ville, et qu'il leur

fallait y venir de loin ; ensuite, parce que la plupart d'entre eux étaient absolument illétrés et incapables de rédiger des rapports ou des mémoires. Parmi les campagnards, les principaux membres étaient surtout ce que nous pourrions appeler les gentilshommes campagnards, mais non le véritable paysan, « le bon laboureur ».

Les membres des sociétés d'agriculture étaient en nombre variable suivant les sociétés. Il y avait généralement de 15 à 25 membres, des associés résidents en nombre limité, et un nombre illimité d'associés correspondants.

Ces membres étaient tantôt des ingénieurs, des fonctionnaires de la généralité, tantôt des prêtres, tantôt des bourgeois simplement amateurs d'agriculture.

Dans la société d'Alençon, par exemple, il y avait deux prêtres, un moine, quelques nobles, un lieutenant des maréchaux de France, un brigadier des gardes du corps, deux avocats, un procureur, un conseiller, un négociant, un docteur en médecine, etc., etc., et au bureau de Falaise, deux prêtres, quatre moines, des avocats, des conseillers, des négociants, et quatre laboureurs. Cette dernière profession est, certes la plus rare dans la liste des membres résidents des sociétés d'agriculture (1).

1. Un autre exemple peut être cité, qui prouvera que partout c'est à peu près la même catégorie de gens qui forment les sociétés d'agriculture.

Bureau de Bourges : M. l'Archevêque ; Abbé Romelot, vicaire-général ; De l'Etang, lieutenant-général ; Pinturel, curé de Saint-Pierre ; Esterlin, conseiller au Présidial ; Corbin, président de l'élection ; De Bussy, président du bureau des finances ; De Saint-George ; De la Vienne, ancien capitaine d'infanterie ; L'Herminier, trésorier

Le bureau de Lyon comprenait 20 membres dont le chanoine, des baillis, des conseillers, des procureurs, des négociants, des ingénieurs ; celui de Limoges, se composait de l'intendant, d'un trésorier de France, d'un écuyer, d'un médecin, d'un érudit collectionneur, etc.

A côté des membres composant le bureau, il y a des associés résidents, qui habitent la ville même où se tiennent les séances du bureau, et les associés correspondants que l'on désire le plus nombreux possibles.

Il n'y a pas entre les membres de hiérarchie, mais seulement une organisation. C'est ainsi que parmi eux, on choisit deux personnages pour chaque bureau, un directeur, chargé pour ainsi dire de la partie intellectuelle des travaux, et un secrétaire perpétuel. Le directeur doit être changé tous les ans, afin, sans doute, que la charge ne devienne pas permanente et ne prenne pas le caractère d'une sinécure. C'était un honneur que d'être directeur de la société d'agriculture, et une marque de confiance dont il fallait se rendre digne.

Le directeur est élu à la pluralité des voix, et a pour mission de proposer, toujours le premier, les objets de délibération et de colliger les voix. C'est à lui que revient l'honneur de porter la parole au nom du bureau toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

Les membres de chaque bureau se recrutent par voie

de France ; De Beauvoir, conseiller au présidial et maire de la ville ; Marcandier, conseiller, en l'élection ; Dubois d'Ivry ; Dubois de la Sablonnière ; Des Coteaux, directeur des aides ; Goyer, receveur des Tailles ; Pissot, curé de Saint-Pierre le Marché ; Somnard, président du présidial de Bourges ; De Dam, trésorier des troupes, secrétaire perpétuel.

de cooptation. Quelques-uns sont imposés par le roi aux sociétés, comme l'intendant par exemple.

Les membres associés, sont, en partie désignés par le roi, en partie élus par la société. Souvent dans le choix de leurs membres associés, les sociétés font preuve d'un grand esprit utilitaire et nomment des personnalités qui peuvent les aider de leur argent et de leur influence.

A Laon, par exemple, on donne ce titre aux plus grands personnages ; l'abbé de Prémontré, le duc de Gesvres, les La Trémoille, les Coigny, les Charrost.

C'est encore ainsi qu'en mars 1762 la société d'agriculture de Paris, nomme le contrôleur général des Finances comme membre associé (1).

Enfin les membres correspondants sont recrutés partout ; toutes les bonnes volontés sont reçues, tous les conseils aussi. Il y a même des correspondants à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1789 on trouvera des rapports d'un Italien, d'un conseiller d'Etat du canton de Fribourg (2).

Le rôle des membres associés et correspondants est de faire profiter la société de leurs découvertes et de leurs expériences en ce qui concerne l'agriculture.

Toutes les sociétés possèdent dans leur règlement un article ainsi conçu :

« Comme on ne saurait trop étudier les moyens qui
« peuvent procurer des connaissances avantageuses sur
« les différents points de l'agriculture, il paraît à propos
« de nommer des associés choisis dans la province, qui

1. *Archives Nationales*, H. 1501. Lettre annonçant que la Société de Paris a nommé le contrôleur général membre associé.

2. *Archives Nationales*, H. 1516 (fasc. 1517).

« fussent aussi zélés que praticiens pour donner à la
 « société des éclaircissements convenables sur les diver-
 « ses façons qu'on emploie dans leurs cantons pour la
 « culture, labour, engrais, etc , selon l'espèce des ter-
 « rains, et généralement sur tout ce qui peut concou-
 « rir et tendre au bien de la chose ».

Le secrétaire perpétuel, nommé à titre définitif, assume toute la tâche matérielle des séances. Il est chargé de la correspondance intérieure et étrangère. C'est lui qui rédige et signe, avec le directeur ou celui qui le représente, toutes les délibérations. Lorsque le secrétaire perpétuel fait partie d'un bureau secondaire, c'est lui qui est chargé d'adresser régulièrement à son collègue du siège central de la société, l'expédition des délibérations, aussi bien que des Mémoires.

C'est encore le secrétaire perpétuel qui ouvre chaque séance ordinaire par la lecture des délibérations de la séance précédente, et la communication de tout ce que les correspondants du bureau lui ont envoyé. Enfin, dans les Assemblées publiques il rend compte de tout ce qui a eu lieu d'intéressant aux séances particulières, et relit la liste des travaux confiés à chacun des membres du bureau.

En principe le secrétaire perpétuel doit s'absenter le moins possible. A son défaut, le premier des membres suivant l'ordre d'admission, ou le second à défaut du premier, le remplace.

Quant à l'Intendant, il préside de droit en personne, ou par l'intermédiaire d'un subdélégué, toutes les séances. C'est là un point qui souleva un certain nombre de

difficultés. La question de la présidence et de la voix délibérative de l'Intendant, parut à quelques sociétés d'agriculture menacer l'indépendance de ces sociétés. A Bordeaux, par exemple, elle souleva des objections assez vives lors des pourparlers pour la création de la société d'agriculture.

« L'essence de ces sociétés étant de demeurer entière-
« ment libres, disait-on, cette liberté ne peut se concilier
« avec l'obligation que la société contracterait d'avoir,
« par la suite, comme membre nécessaire l'intendant de
« la province. Quelques-uns désireraient plutôt que l'in-
« tendant y fût admis au choix, comme les autres mem-
« bres ».

Mais l'opinion du gouvernement prévalut. C'était aux yeux du contrôleur général et du roi une nécessité absolue pour maintenir les sociétés dans la limite de leurs fonctions, et pour tenir le pouvoir central au courant de leurs faits et gestes.

« Rien ne se fera sans ceux qui ont la confiance du roi » écrivait en 1761, le contrôleur général des finances à M. de Saint-Priest, intendant du Languedoc. En fait l'Intendant fut de droit membre et président de toutes les sociétés du royaume.

On lui donna la mission de faciliter la tâche des sociétés en faisant prendre des renseignements agricoles par ses subdélégués ou les membres de l'administration provinciale.

Ainsi nous voyons figurer dans le règlement de la Société d'Auch en 1772 l'article suivant :

« Comme il est indispensable de connaître les diffé-

« rentes qualités de terre et la manière de cultiver qu'on
 « pratique dans la Province, il faut prendre des rensei-
 « gnements dans les divers cantons. Mais pour y réussir
 « plus aisément, on priera M. l'Intendant d'écrire à ses
 « subdélégués pour leur demander les instructions
 « nécessaires ».

L'Intendant ouvrait, par son titre et ses fonctions, bien des portes, qui fussent restées closes sans lui, aux investigations des sociétés.

§ 2. — *Les séances des sociétés d'agriculture.*

Les séances des sociétés d'agriculture étaient périodiques, à intervalles plus ou moins longs, suivant le travail qu'elles avaient à accomplir, et suivant le zèle de leurs membres.

A Alençon, par exemple, les séances avaient lieu toutes les semaines, le mardi ; à Brive, tous les quinze jours, le lundi ; à Auch, on ne s'assemblait qu'une fois le mois.

Toutes les sociétés prévoyaient aussi une époque de vacance, où on ne se réunissait pas. A Limoges, les vacances commençaient au premier septembre et duraient jusqu'à la Saint-Martin ; à Saint-Gaudens, « comme il était d'usage que l'on aille l'été à la campagne, l'ouverture des bureaux devra se faire tous les ans le premier mardi de janvier et la clôture le premier mardi de septembre ».

Dans les cas, où les jours de séance coïncident avec un jour férié ou avec une foire où les membres résidents peuvent avoir affaire, on remet le jour de séance, afin

que nul n'ait de raison pour manquer la séance. Enfin, à la dernière séance de chaque année, on fixe les jours d'assemblée de l'année suivante dans une liste dont il sera envoyé copie à chacun des membres et associés résidents qui sont priés « de la placer chez eux de façon qu'elle soit à portée de leur rappeler le souvenir du jour de chaque prochaine assemblée ».

A côté des séances ordinaires, il y a des séances publiques extraordinaires, généralement annoncées par voie d'affiches, faites dans le but « d'animer le zèle du public et d'inspirer du goût pour l'étude la plus essentielle de toutes puisqu'elle intéresse le bien général de l'Etat et celui du particulier ».

A Alençon, par exemple, il y a tous les ans deux assemblées publiques.

C'est dans ces assemblées que l'on rend compte des travaux généraux de la société et que l'on distribue les prix et les récompenses.

A chaque séance, ordinaire ou publique, il doit toujours y avoir le plus grand nombre de membres. Nul ne devra s'en dispenser, sans avoir en conscience une raison plausible. Enfin, les membres correspondants, dans toutes les élections de la généralité, seront toujours les bienvenus aux séances des sociétés quand ils pourront y venir et leur nombre ne sera jamais fixe ou limité.

D'ailleurs il n'y a entre les associés correspondants et les associés résidents aucune distinction hiérarchique, pas plus qu'il n'y en a entre les membres des sociétés suivant leur qualité. « L'égalité devant être la base de toute association qui a pour objet la perfection des arts

et le progrès des sciences, tout citoyen honnête pourra être admis dans la société. Il n'y aura parmi les membres aucune distinction de rang ni de préséance. Ils se placeront au hasard. Il n'y aura absolument que le directeur et le secrétaire qui puissent avoir une place fixe dans les séances ordinaires ».

Enfin ces séances, où l'on n'envisage que le bien de l'agriculture et où l'on fait fi du rang et des préséances devront être uniquement consacrées à l'agriculture.

On n'y fera aucun discours, aucun éloge funèbre, aucun compliment de réception. Presque tous les arrêts du conseil du roi portent mentionnée expressément cette exclusivité des études confiées aux sociétés d'agriculture, et les règlements intérieurs la reproduisent.

M. Bertin, ministre chargé du service de l'agriculture, mettait les sociétés en garde contre les dissertations qui n'ont pas un but immédiatement pratique. « Ces questions ont produit quelquefois des dissertations très bien faites, mais académiques et tenant plus essentiellement aux lettres qu'à l'agriculture, par conséquent plus agréables qu'utiles. Ne penseriez-vous pas, qu'il y aurait peut-être un terme à fixer, au-delà duquel les sociétés se prescriraient à elles-mêmes de ne pas s'étendre ? Ne croiriez-vous pas qu'il fut à propos d'engager les membres, les associés et les correspondants des sociétés, non seulement à se restreindre à traiter de l'agriculture, mais à la pratiquer réellement autant qu'ils le pourraient ? Cette manière de travailler aurait le triple avantage, de rejeter des pratiques fausses enseignées par des auteurs qui souvent ne connaissent l'agriculture que par spéculation ;

d'adopter des pratiques sûres et utiles, confirmées par des expériences auxquelles les sociétés donneraient une entière publicité et de perfectionner la pratique de culture usitée dans chaque canton ».

Les premières sociétés qui se sont formées dans le royaume ont eu principalement la pratique pour objet, et, en éloignant jusqu'au nom d'académie, elles ne voulurent prendre que celui de sociétés.

Cette défiance des dissertations académiques et purement spéculatives en cachait une autre : on redoutait de voir l'esprit sceptique et destructeur des milieux philosophiques s'introduire dans les séances des sociétés. C'est ainsi que, un curé ayant formulé le désir d'envoyer à la Société d'Alençon un mémoire sur l'abolition des décimes pour le clergé, qui paiera les vingtièmes, etc., il se vit refuser par le contrôleur général l'autorisation de l'envoyer, en même temps que défense était faite à la société de l'accepter. C'est encore pour une cause analogue que l'on fit des reproches à la Société de Limoges pour avoir donné comme sujet de prix des « Effets de l'impôt indirect »(1).

Malgré cette défense, les sociétés firent autre chose que des études strictement agricoles, et l'on peut dire qu'elles ont étudié bien des questions fiscales ou sociales à l'abri de la rubrique « agriculture ».

Les études faites par les membres des sociétés d'agriculture n'étaient pas destinées, dans l'organisation même

1. Voyez *Archives Nationales*, H. 1503, toute une correspondance à ce sujet.

des choses, à demeurer isolées. Les organisateurs du mouvement sentaient combien seraient stériles des études purement locales et destinées à rester locales. C'est pourquoi, toutes les sociétés d'agriculture durent, non seulement communiquer constamment avec leurs bureaux annexes, mais encore avec toutes les autres sociétés d'agriculture du royaume, et avec le contrôleur général des finances à Paris.

Tous les règlements portent cet article :

« La société correspondra avec toutes les autres sociétés du royaume, tant par lettres, mémoires, qu'ouvrages imprimés.

« Tous les mémoires intéressants seront immédiatement envoyés au contrôleur général ou au ministre chargé du département de l'agriculture ».

La Société de Lyon, par exemple, qui comprend cinq bureaux, devra être tenue au courant des études faites par chacun des bureaux et des délibérations qu'on y prend (1).

Cette même société devra entrer en relation avec le plus grand nombre de sociétés possible. C'est ainsi qu'on trouve en 1762, une série de lettres adressées au secrétaire perpétuel de la société de Bourges pour entrer en relation avec elle.

Enfin, le ministre du département de l'agriculture, tient registre de tout ce qui se passe dans les diverses sociétés du royaume. Tout est centralisé dans ses mains. On est étonné même de la besogne prodigieuse que cela

1. Règlement du 12 mai 1761.
Labiche

représente. Il est en relation directe avec le bureau de Clermont, de Limoges, d'Angoulême, de Brive, de Paris, de Beauvais, de Guyenne (bureaux de Dax, Auch et St-Gaudens). « Les délibérations prises par les sociétés sur le fait de l'agriculture et tous les mémoires qui y seront relatifs seront adressés au sieur contrôleur général des Finances, pour, sur le compte qui en sera par lui rendu à sa Majesté, être par elle pourvu ce qu'il appartiendra ».

De plus, les Académies faisant fonction de sociétés d'agriculture sont tenues des mêmes obligations.

Sans compter les lettres particulières, les demandes d'autorisation, de renseignements etc., la seule Société de Tours avec ses deux bureaux du Mans et d'Angers ont envoyé en dix ans plus de vingt mémoires sur des questions agricoles (1).

1. Voici quelques exemples des mémoires adressés au Ministre de l'agriculture par le bureau du Mans de 1762 à 1766.

4 août 1792. — M. Dubois, secrétaire du bureau d'Angers adresse au Ministre un mémoire sur le chanvre.

17 mars 1763. — L'Intendant envoie au Ministre un mémoire de M. Duvergier, médecin, sur l'analyse des terres de la Touraine (5 espèces, etc.). Analogie de chaque terre avec une certaine espèce qu'il recommande de fumer. Le Ministre répond et encourage.

31 juillet 1764. — Mémoire adressé au Ministre sur un prix d'agriculture.

9 décembre 1764. — Mémoire adressé au Ministre sur une recette contre la rage.

29 août 1765. — Représentations au Ministre contre une ordonnance rendue pour interdire le rouissage du chanvre dans les rivières. — Mémoire du bureau à l'appui de ces représentations.

1766. — Lettre du Ministre pour savoir où en est l'affaire du rouissage, etc.

Enfin, ces divers travaux revus et appréciés en haut lieu, et qui sont faits, on ne saurait trop le répéter, dans un but éminemment pratique doivent inspirer la confiance aux cultivateurs si l'on veut qu'ils portent leurs fruits.

A cet effet, ils reçoivent une sorte d'estampille officielle, de certificat d'authenticité. Afin d'éviter les mystifications d'hommes de mauvaise foi qui, à la faveur du mouvement feraient autour de procédés mauvais une réclame néfaste, tout ce que faisaient imprimer les sociétés d'agriculture ne pouvait être mis en vente qu'étant accompagné d'un certificat du secrétaire perpétuel attestant que c'était bien l'ouvrage de la société ou d'un de ses membres.

§ 3. — *Ressources et frais des sociétés d'agriculture*

Et maintenant, où les sociétés puisaient-elles les ressources nécessaires à leur existence ?

C'était à des sources assez diverses.

Parfois, nous l'avons dit, l'Intendant lui-même se chargeait d'y pourvoir, soit de ses propres deniers, soit sur ceux de la province. L'Intendant du Limousin écrit, par exemple, en 1760 aux divers correspondants de la généralité :

« Je me charge de pourvoir entièrement aux frais et épreuves, et j'ai pris les arrangements pour qu'ils ne devinssent point une surcharge pour la province. J'ai affermé pour neuf années deux domaines assez considérables, dont la variété des aspects et les différentes qualités de terres permettent toutes sortes de tentatives.

Celles qui ont été suivies d'un succès favorable seront adoptées par tous les membres de la Compagnie qui les répéteront dans leurs biens, afin de les répandre et d'exciter l'émulation chez leurs voisins ».

A Orléans, l'Intendant pourvoit de sa poche aux frais de la société ; c'est lui qui non seulement fournit, chez lui, où se réunit la société, le chauffage et l'éclairage, mais c'est encore lui qui appointe un commis aux écritures pour tenir les registres, et rédiger les délibérations.

Parfois même, ces frais lui pèsent, et il risque timidement un appel de fonds au gouvernement, généralement assez peu disposé à ouvrir ses coffres. Ainsi en 1762 (17 septembre) il écrit à M. Trudaine la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous prévenir, Monsieur, que personne n'a voulu entrer dans aucun frais, que les assemblées se tiennent dans la salle de l'Intendance et que je me suis chargé personnellement de tous les frais de bois, lumière, papier, registres et autres dépenses journalières ; parce qu'aucun fonds n'était assigné pour cet objet, j'ai cru devoir montrer du zèle pour favoriser un établissement aussi utile à la province, que j'ai regardé comme une occasion où nous devons faire des sacrifices pour le bien de la généralité. J'ai même pris en augmentation dans mes bureaux une somme de 500 francs d'appointements pour un employé aux lettres de la société pour transcrire les délibérations et tenir les registres » Il n'a, dit-il, aucune autre chose à demander, puisque « le contrôleur général n'a pas jugé à propos d'acquiescer à la demande que lui avaient faite les membres du bureau d'Orléans, de louer une petite ferme

dont le sol de différente nature eût été susceptible de plusieurs essais... ».

« Je suis persuadé, Monsieur, qu'une somme de seize ou dix-huit cents francs suffirait annuellement pour tous ces objets, mais je le répète, Monsieur, je ferai volontiers le sacrifice des frais dont je me suis chargé jusqu'à présent ».

Le plus souvent, les frais des sociétés sont supportés par le budget de la province, en général sur les fonds libres de la capitation.

D'autres fois, les villes où se tiennent les sociétés et qui profitent directement de leur présence, acceptent d'en supporter les frais ; mais cela donna lieu parfois à d'assez sérieuses difficultés.

Ainsi les officiers municipaux de Laon se plaignent le 23 août 1761 que la société tienne ses séances à l'hôtel de ville et en dispose ainsi que de ses revenus.

« Elle nous demande, disent-ils, nombre de registres, le papier, les plumes, l'encre et des bougies ».

Le contrôleur général a même une situation assez difficile entre les villes et l'Intendant. Ici, il somme l'Intendant de faire cesser les plaintes et déclare qu'il verra à pourvoir, aux dépens de l'Etat, aux frais des deux bureaux de Laon et de Soissons. Mais l'Intendant veut garder son prestige et sa réputation de désintéressement en vue du bien public et répond à la lettre des officiers municipaux :

« Cette lettre n'est qu'un tissu de faussetés ; c'est l'effet d'une basse jalousie, et de l'esprit de hauteur qui règne souvent dans cette ville. La hardiesse qu'on a eue de vous écrire cette lettre, mériterait une réponse sévère. Les

frais de la société devraient être fournis par les villes de Soissons et de Laon : ça avait été convenu ; cela est logique. L'institution est faite pour le bien général et les dépenses sont trop légères pour être une charge » (1).

Les frais des sociétés sont généralement d'ailleurs assez peu élevés, et là où le gouvernement ou la province s'en charge, souvent le secrétaire perpétuel doit les avancer et on les lui rembourse directement.

Chaque bureau dépense en moyenne 500 à 600 livres par an. Quelques-uns dépassent le chiffre, d'autres ne l'atteignent pas. Cela dépend de la location du local, des appointements donnés au secrétaire perpétuel ou au commis aux écritures, des gages du domestique préposé au nettoyage de la salle, à l'ouverture et à la fermeture des portes.

Voici à peu près pour une année (1763) les frais de divers bureaux :

Alençon	971 fr.
Auvergne	812 —
Bourges	100 —
Caen	1.200 —
La Rochelle	150 —
Lyon	600 —
Lyon (en tout)	1.850 —
Orléans	1.800 —
Rouen	900 —
<i>Id.</i>	220 —
<i>Id.</i>	511 —
Tours	670 —

1. *Archives Nationales*. H 1502 (Soissons 24).

Quelques sociétés en font moins encore.

Le bureau de Falaise, par exemple, n'a fait aucun frais, tenant ses séances dans la salle de l'hôtel de ville.

Dans ce cas, le concierge est souvent chargé moyennant une très faible rétribution, de fournir au chauffage et à l'éclairage. Cette rétribution montait à peu près à 100 livres par an.

Les dépenses des sociétés d'agriculture se répartissent en deux catégories : 1° les dépenses d'installation ; 2° les dépenses d'encouragement et d'expériences agricoles.

Les dépenses de premier établissement et d'installation sont peu élevées dans la plupart des villes.

Ainsi, voici l'état de ces dépenses pour le bureau d'Alençon :

Une table	8 »
Tapis	12 »
Sièges	30 »
Flambeaux	18 »
Cartons.	13 04
Armoire à papier	30 »
Un feu pour la cheminée	30 »
Trois registres	7 10
500 exemplaires des éclaircissements demandés par la Société à 12 livres le cent.	60 »
Impression de 400 lettres-circulaires à 3 livres le cent	12 »
Un registre	2 10
Total.	<u>223 04 d.</u>

Report	223 04
Privilège d'impression	36 10
4 cordes de bois de chauffage et fagots pour allumer le feu	100 »
Au secrétaire perpétuel pour papier, cire, port de lettres et autres menus frais	300 »
A un commis pour les écritures.	250 »
A un domestique pour ouvrir et fermer la porte.	50 »
Pour un cachet et la gravure.	12 »
Total (1)	<u>971 14</u>

Les dépenses courantes sont moins élevées encore.
Pour cette même société voici quelles ont été les dépenses d'une année (mars 1763 à juin 1764) :

Gros bois, lumière, fagots.	100 »
Domestique pour ouvrir et fermer les portes.	50 »
Pour l'impression de 400 exemplaires de recettes contre la maladie des bestiaux	12 »
Pour l'impression de 300 exemplaires d'un mémoire sur les pommes à cidre.	42 »
Cent lettres circulaires.	6 »
Trois cents billets pour annoncer une assemblée publique	3 »
Clef, serrure, vitres cassées	3 12
Souscription au <i>Journal économique</i> de 1764.	12 »
Le Gentilhomme cultivateur	<u>16 »</u>
Total.	244 12

1. *Archives Nationales* H. 1510³.

Report	244 12
Le 1 ^{er} volume de mémoires de la Société de Bretagne, la Société nous ayant donné le 2 ^e .	2 10
Chaises prêtées le jour de l'Assemblée publique	1 10
Versé au secrétaire perpétuel pour papier, encre, cire, port de lettres.	300 »
Commis pour écritures.	250 »
Tapisserie pour la chambre de l'Assemblée. . .	100 »
Total	<u>898 12</u>

Donc au total, le secrétaire perpétuel a avancé en deux années (depuis la création de cette société jusqu'en juin 1764) 1.870 livres 6 deniers. Le trésor lui en est redevable. En général ces fonds sont assignés sur les fonds libres de la capitation sauf dans quelques généralités qui ont des ressources spéciales, comme Lyon par exemple, où l'on prend les sommes destinées à la société d'agriculture sur le montant des droits sur les soieries étrangères.

Le trésor est assez peu généreux. Les fonds accordés ne sont guère de plus de 500 livres par an pour chaque bureau. Ceux qui excèdent ces dépenses sont sévèrement blâmés. Témoin la Société de Tours, qui a, dit le contrôleur général, trop dépensé pendant les trois ans qui ont suivi sa création (1).

« Cette somme est plus du double de celle qui a été dépensée par les autres sociétés du royaume, Messieurs les Associés ayant pour la plupart donné les copies des mémoires dont ils étaient les auteurs.

1. Voir note page suivante.

« Il faut régler les dépenses de manière que d'une part, Messieurs les Secrétaires ne soient pas dans le cas d'attendre le remboursement de leurs avances, d'autre part que l'on en puisse fixer à peu près à l'avance la quotité.

« J'approuve que vous fassiez payer les fonds sur l'excédent de la capitation, mais en observant que la totalité de la dépense n'excède pas la somme de 500 livres pour chaque bureau.

« Si par quelque cas imprévu, la société avait besoin de faire une dépense plus considérable, vous auriez soin de nous en donner avis, à M. Bertin et à moi, afin de convenir ensemble sur la nécessité et les moyens d'y pourvoir ».

A côté de ces frais, il en est d'autres, plus directement destinés à l'agriculture, frais de location de terrain pour des essais de culture, frais d'achat de graines et de plants, frais de construction d'outils, etc... Ce sont les plus importants.

1. *Tours.*

Bureau du Mans	{	1761.	513 5
		1762.	684 16
		1763.	742 »
Total.			1.937 1
Bureau d'Angers	{	1761.	440 »
		1762.	713 18
		1763.	652 »
Total.			1.805 18
Tours	{	1761.	270 »
		1762.	829 »
		1763.	859 »
Total.			1.958 »

Archives Nationales H, 1510^a.

Les documents qui nous révèlent la nature de ces dépenses et leur élévation nous montrent vraiment les sociétés en face de leur œuvre pratique.

Nous ne pouvons ici, bien entendu, donner que des exemples.

Parmi les plus frappants nous citerons la liste des frais pour les expériences d'agriculture de la Société de Montauban pendant l'année 1763-64 (1).

1^o Expériences sur les proportions économiques de la qualité de semences qu'exige chaque qualité de terre, savoir : bonnes, médiocres et très légères.

Affermé 3 sétérées ou 4 arpents pour 2 ans à

15 livres l'arpent par an	120 fr.
4 labours à 6 livres par arpent	24 »
Semences et dernière façon	9 »
2 sarclages.	12 »
Nouveaux outils éprouvés	9 »

2^o Expériences pour multiplier les différents fourrages.

Un arpent de terre pour 3 ans à 15 liv. l'an	45 »
Labour, façon et semence	25 »

3^o Expériences pour multiplier les cocons blancs et tirer des soies d'un beau blanc naturel :

Une once de graine a coûté avec la nourriture

des vers et le soin des journaliers.	36 »
Nouveau tour pour la perfection du tirage.	20 »
Fourneau	15 »
Faux-frais pour courses en voiture	15 »
Total.	<u>330 »</u>

1. *Archives Nationales*, H, 1510³.

Si les dépenses sont peu élevées, du moins sont-elles productives.

C'est vraiment à une œuvre pratique d'amélioration agricole qu'elles sont consacrées.

Mais on conçoit que, pour aboutir, il eût fallu beaucoup plus d'argent. Les expériences étaient nécessairement trop restreintes pour être concluantes. Les membres des sociétés d'agriculture s'en rendaient parfaitement bien compte, et nous voyons par un grand nombre de lettres, combien de fois on sollicita la générosité du trésor en leur faveur.

A Alençon, on se plaint de la modicité des fonds affectés à la société d'agriculture. La Société du Hainaut, qui n'a que 500 livres par an, ne peut distribuer ni prix, ni encouragements en argent. Celle de Bourges est réduite à une quasi-inaction, parce qu'elle n'a aucun moyen de distribuer des prix, ou même de faire les frais d'expériences utiles, etc.

Pourtant le trésor, à une époque où il n'était pas riche, et où l'impôt rentrait mal, se trouvait fortement grevé par cette nouvelle institution. Le gouvernement faisait pour l'agriculture plus que pour aucun autre service public.

On distribuait des graines et des plants, des médailles et des sommes d'argent.

Ainsi de 1765 à 1772 voici quelques exemples de ce qui a été donné comme encouragements :

1765. Despommiers (Guyenne). 2.400 livres

1767. De Sauvigny et de Courcelle (Fran-

che-Comté) 699 —

1767. De Sauvigny et de Courcelle (Franche-Comté) 600 livres
1769. Grain de garance à distribuer aux provinces, 12 balles.
1771. Le roi paie l'imprimerie et les gravures d'un poème de Rosset (Conseiller à la cour des Aides de Montpellier) sur l'agriculture.
1771. Six mille livres sont accordées pour former une sorte d'école de laboureurs et de vigneron.
1772. Un vieillard donne une méthode de culture pour la garance : 300 livres et une médaille d'or, etc.

Ces fonds étaient pris généralement sur les revenus de la petite poste. Malgré la bonne volonté du trésor, les plaintes pourtant se perpétuaient. Plus tard, nous le verrons, on augmenta les subventions aux sociétés d'agriculture, car on sentit que le vice était bien la pénurie d'argent.

Enfin, indépendamment de ces récompenses, les sociétés d'agriculture distribuaient des prix sur des sujets agricoles mis au concours. Ces prix étaient de 500, 1.000, 1.200 livres même quelquefois, et constituaient une véritable émulation.

Le seul reproché que l'on puisse faire à ce procédé, c'est qu'en réalité l'encouragement ainsi donné n'allait que rarement où il devait aller. C'étaient des bourgeois amateurs d'agriculture et d'expériences qui les remportaient, parce qu'ils savaient observer et savaient décrire leurs observations et leurs expériences.

Peut-être eût-il mieux valu généraliser le procédé, employé par la Société de Provence, qui accordait des prix

non à des mémoires écrits, c'est-à-dire à un travail déjà quasi académique, mais à des cultures que l'on allait juger sur place ou à des races de bestiaux, suivant le principe observé aujourd'hui, par exemple, dans nos concours agricoles.

Tout cela arrivait à faire des sommes importantes consacrées à l'agriculture.

Mais malgré les difficultés où l'on se trouvait en haut lieu pour subvenir aux besoins des sociétés, jamais on ne laissa les secrétaires perpétuels avancer des fonds sans les leur rembourser. Il fallait maintenir les bonnes volontés en éveil, et ne pas les décourager par des injustices. Il est très intéressant de voir à quel point on tient à ménager même les susceptibilités des organisateurs des sociétés d'agriculture. Ainsi l'intendant de Tours ayant négligé de rembourser le secrétaire et voulant le faire, mais sous forme de gratification, le ministre lui écrit la lettre suivante :

« Je comptais, Monsieur, que le remboursement des sommes qui sont dues aux secrétaires des sociétés d'agriculture de Tours, Angers, le Mans, pour les excédents de leurs dépenses de 4 ans étaient effectués suivant les ordres que vous en avez reçus de M. le Contrôleur général l'année dernière. Mais j'apprends avec quelque surprise que celui que vous en avez chargé exige que ces Messieurs fassent leur quittance de cette somme à titre de « gratification », terme qui ne convient en aucune façon à des citoyens qui donnent volontiers et gratuitement leur temps et leurs soins pour le progrès de l'agriculture dans leur province et qui ne sont pas appointés pour le travail

auquel ils veulent bien se livrer par pur patriotisme. Il résulte même de ce terme de « gratification », en quelque sorte injurieux, que les frais qu'ils ont faits pour la chose publique, et dont ils réclament le remboursement, ne leur étaient pas dus et qu'on veut bien leur accorder une gratification comme on le fait à des commis en sus de leurs appointements. Ces Messieurs ne sont pas dans le cas d'être salariés..... (suit leur situation de fortune).

P. S. (de la main du ministre). Je vous prie, Monsieur, de prendre garde à cette espèce de conduite habituelle de vos bureaux vis à-vis des Sociétés d'agriculture. Cela commence à être remarqué et je m'en rapporte bien à vous pour y mettre ordre une fois pour toutes ».

Cela montre assez quelle importance l'on attachait à la sauvegarde des initiatives personnelles, qui avaient été à la base du mouvement et qui, seules en pouvaient assurer le succès.

Telles étaient donc la composition, les occupations, les dépenses des sociétés d'agriculture. On y voit à la fois, l'intérêt de leurs travaux et les causes de leur échec.

Toutes les bonnes volontés étaient sollicitées. Un large esprit d'égalité animait les membres qui les composaient et un but élevé et unique s'imposait à eux. Mais, malgré tout, ces hommes qui, en théorie, ne désiraient qu'un travail pratique, demeuraient des théoriciens et des philosophes. Les sujets de leurs travaux et la forme qu'ils leur donnaient souvent, l'inconscience avec laquelle ils se lançaient dans une œuvre sans en prévoir les conséquences et les dépenses montrent assez à quel point ils ignoraient les nécessités pratiques. Les sociétés d'agri-

culture sont plutôt en fait un mouvement philosophique et économique, la tendance d'une école, qu'une œuvre vraiment et efficacement pratique.

CHAPITRE IV

DÉCADENCE DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

Vingt-cinq ans après le mouvement physiocratique qui créa les sociétés d'agriculture, on le jugeait et on en pouvait voir les résultats. Ce qui paraissait avoir manqué, c'était l'ampleur des études, jointe à une direction ferme et centralisée.

Les sociétés ont passé par une période de découragement, presque d'inaction. En 1785 pourtant, tout le monde n'est pas découragé et, tout en s'occupant uniquement de ce qui avait été fait, on proposait des améliorations à l'ancien système.

C'est au sujet de la Société royale d'agriculture et d'économie rurale que l'on procéda à un examen de l'ancienne organisation.

Nous trouvons dans les divers documents relatifs à cette création d'intéressants renseignements sur la vie et l'action des différents bureaux :

« Les Sociétés d'agriculture n'ont pas conservé longtemps de l'activité. Formées dans quelques provinces seulement, et n'ayant entre elles aucunes relations, leurs travaux ont dû dépendre du plus ou moins de faveur

que leur accordaient Messieurs les Intendants. Souvent tel administrateur n'a pas accordé à leur existence le même intérêt que celui qui l'avait précédé. D'ailleurs, on n'avait pas donné à l'existence de ces sociétés assez d'aliments pour ainsi dire. Leurs travaux restreints à l'agriculture auraient dû embrasser tout ce qui tient à l'économie rurale. Il n'y a donc plus à s'étonner si ces sociétés, dont on avait espéré et attendu, en effet, des avantages réels, sont tombées insensiblement dans un état de langueur et d'inaction.

Pour ranimer sur ces objets intéressants le zèle des bons citoyens, il est un moyen sûr et facile que le Contrôleur général des finances a l'honneur de soumettre à votre Majesté : C'est l'établissement d'une société générale d'agriculture et d'économie rurale dont les travaux s'étendront sur toute la France, avec laquelle correspondront les différentes sociétés particulières, et qui, devenant ainsi le centre commun de toutes les découvertes utiles et des nouvelles méthodes proposées, pourra les discuter, les approfondir, les constater et enfin les répandre partout où il sera utile de les faire connaître. Cette société tiendra des séances au Louvre, sera composée de 20 associés nés, qui seront les ministres de votre Majesté et autres personnes chargées de départements ayant des rapports avec l'économie rurale, et de 30 associés ordinaires, choisis parmi les grands seigneurs, les riches propriétaires, les chefs d'ordre religieux, les savants et les agriculteurs.

Une somme de 24.000 francs sera suffisante pour les frais de secrétaire, prix à proposer, droits de présence etc,

Le contrôleur général des finances supplie votre Majesté que cette somme soit assignée sur le trésor royal ».

Quel avait donc été le rôle de ces premières sociétés pour mériter une aussi sévère appréciation ?

Les unes avaient essayé de vivre et n'avaient fait que végéter ; d'autres voyant les difficultés surgir, avaient reculé plutôt que de tenter de les vaincre et avaient bien vite abandonné leur tâche.

Il serait difficile de voir ce qu'elles étaient toutes devenues. Si nous en prenons quelques-unes au hasard, nous pourrions nous rendre compte de ce qu'elles avaient fait pendant ce quart de siècle et nous verrions combien leurs travaux ont été inégaux suivant les régions et suivant les hommes.

A Montauban par exemple, le résultat de l'enquête de 1788 fut le suivant : l'intendant constata que la Société de Montauban composée de 3 bureaux, Montauban, Villefranche et Rodez, n'eut aucune existence effective et ne fut jamais en exercice. Les paysans du pays « qui sont prévenus contre toutes sortes d'innovation et tiennent singulièrement à leurs usages et coutumes » paraissent être la cause de l'inaction de la société. Mais en réalité c'est une cause factice, puisque jamais la société n'a tenté de modifier cet état d'esprit des paysans. Elle n'avait même pas de statuts, et ne tint d'assemblées à l'Hôtel de l'intendance qu'une seule fois, en novembre 1762. Aucun mémoire ne fut publié par elle, aucune question ne fut mise à l'étude, aucun travail émanant de cette société ne fut ni communiqué ni imprimé.

Les seuls travaux auxquels ses membres se soient livrés

sont des expériences sur la préparation des grains avant les semailles, répétées plusieurs années, mais qui n'ont donné lieu ni à des mémoires, ni à des discussions.

La Société d'Auvergne composée d'un seul bureau à Clermont-Ferrand a travaillé tant qu'elle eût à sa tête des hommes dévoués au bien public et zélés pour l'agriculture. Mais, à la suite de la disparition de ces hommes, elle cessa ses séances. La dissolution de la Société d'Auvergne fut d'ailleurs vue avec indifférence par la population « soit parce que ses productions présentaient de faibles ressources pour améliorer, soit parce que l'Auvergnat, naturellement laborieux et industriel, cultive bien son sol et qu'il ne manque aux colons que des facultés pécuniaires pour augmenter leurs produits. La seule partie négligée dans cette province est celle des bois : ils s'y détruisent et l'on ne les renouvelle pas en proportion. Le Gouvernement, par des lois réformatrices, peut seul, et sans le secours d'une société d'agriculture, prévenir le déficit total de cette denrée si nécessaire ».

En somme, l'enquête de 1788 montre la Société d'Auvergne comme le siège de travail de quelques hommes ; elle disparaît avec ces hommes, sans laisser ni vide ni regrets.

La Société d'Auch, qui comprend les bureaux d'Auch, Dax et Saint-Gaudens n'a guère été plus prospère. L'intendant de 1788 a même de la peine à retrouver trace de ces derniers bureaux et doit s'en rapporter pour renseigner l'administration centrale, à des « on dit ».

Voici qu'il écrit en 1788 à M. Tarbé, commis des finances : « Vous remarquerez, Monsieur, que, par l'arrêt du

15 février 1762, il a été établi un bureau à Saint-Gaudens, un autre à Dax avec lesquels celui d'Auch devrait correspondre. Mais on m'assure que depuis plus de vingt ans il n'y a pas eu de relations entre ces divers bureaux ; que celui de Saint-Gaudens non plus que celui de Dax ne s'assemblent jamais de sorte que le bureau d'Auch est le seul qui soit en activité ».

La Société de Caen est encore en activité en 1788, mais elle n'a que des ressources ridiculement exiguës. Les fonds, qui lui sont accordés, sont descendus à 400 livres alors qu'au début ils étaient montés jusqu'à 800. Cette somme trop modeste pour son entretien, ne lui permet qu'une vie précaire et presque inactive et l'Intendant se plaint de cet état de choses :

« Il faut convenir, Monsieur, écrit-il, que cette somme serait bien modique et insuffisante, si la société était plus souvent réunie et si elle se livrait aux expériences que son institution semble lui prescrire.

Elle n'est aujourd'hui soutenue que par le zèle infatigable et éclairé de son secrétaire perpétuel qui est toujours dévoué à donner tous les éclaircissements que le gouvernement peut désirer sur ce qui a rapport à l'agriculture, et ne cesse de s'occuper de tout ce qui peut en déterminer le progrès ».

Elle ne peut ni distribuer de prix, ni faire des expériences, et n'est plus à cette époque que la chose d'un homme, le secrétaire perpétuel.

La Société du Hainaut n'a duré que 4 à 5 ans. Celle de Bourges s'est soutenue de 1762 à 1772 sans grande activité.

Celle de la Rochelle n'a même pas eu d'exercice et n'a donné au public que 6 mémoires sur les sujets suivants :

I. Nécessité de diminuer le nombre des fêtes.

II. Moyens de multiplier les fumiers.

III. Quelques expériences d'agriculture.

IV. Marais salants d'Aunis et de Saintonge.

V. Moyens de détruire les taupes.

VI. Moyens de prévenir le charbon qui attaque les grains.

A la Rochelle, en effet, on fait plus de commerce que d'agriculture et la société n'avait pas grande utilité.

Dans la société d'Alençon, le bureau de Falaise n'a duré que quelques mois, celui d'Alençon, au contraire, tint régulièrement ses séances et les tenait encore en 1788.

La Société de Limoges eut une vie assez longue et intense. Si le bureau d'Angoulême paraît n'avoir eu qu'une activité passagère, en revanche les bureaux de Limoges et de Brive subsistèrent jusqu'en 1790 et ne commencèrent à décroître qu'après 1775, c'est-à-dire, après le départ de Turgot (1).

La Société de Bretagne a depuis longtemps cessé d'exister. Il n'y a guère, en définitive, que quelques sociétés comme celles de Lyon, de Tours, d'Alençon, de Limoges, qui aient continué normalement à vivre (2).

Ces piètres résultats étaient un enseignement. Puisque tant de sociétés avaient périclité c'est qu'elles avaient été

1. René Lafarge. *L'agriculture en Limousin au XVIII^e siècle et l'intendance de Turgot*, p. 169.

2. Nous aurons l'occasion, dans la seconde partie de cette étude, d'indiquer les travaux de ces divers bureaux.

créées en trop grand nombre. L'enthousiasme du début passé, on abandonna peu à peu les séances. Nul n'y venait.

Seules les quelques sociétés vraiment et solidement organisées résistèrent à cette désorganisation et essayèrent d'améliorer leur situation. Mais, dès 1772, l'enthousiasme était mort même dans les sphères gouvernementales et lorsqu'en 1778, l'Intendant du Roussillon, voyant la nécessité d'établir dans sa généralité une société d'agriculture, en tenta la réalisation, il ne se faisait point d'illusions sur le résultat de ses démarches.

« Je ne me flattais pas dans le principe que le gouvernement voulût contribuer aux frais inévitables qu'un pareil établissement entraîne, et il fut convenu que chacun ferait un fonds de 48 livres, écrit-il ».

Non seulement l'engouement des premières heures est passé, mais encore dans l'entourage du contrôleur général des finances, de mauvaises volontés évidentes se manifestent.

Plusieurs lettres du secrétaire perpétuel de la Société de Lyon, par exemple, ainsi que des exemplaires des travaux de cette société adressés au contrôleur général ne sont pas remis à leur destinataire (1).

Pourtant, en 1788, des disettes ayant sévi depuis plusieurs années, le peuple étant misérable plus encore qu'en 1760, un revirement se produit et les sociétés d'agriculture reprennent leur vogue. Mais on essaie alors de profiter de l'expérience acquise et d'organiser vraiment le mouvement. C'est en vue de cette organisa-

1. *Archives Nationales* H. 4510².

tion nouvelle et pour s'instruire de l'exemple du passé et des enseignements de l'histoire que fut faite l'enquête de 1788. La révolution viendra jeter le trouble dans les nouveaux travaux avant qu'il leur ait été donné de venir à maturité.

§ 2. — *La société royale d'agriculture de France
et le Comité d'agriculture, 1784-1788-89.*

C'est vers 1784 que naquit à nouveau l'enthousiasme pour les sociétés d'agriculture, et qu'on commença à élaborer un nouveau système d'organisation de ces sociétés dont on poserait les fondements sur les ruines des sociétés déchues.

Paris devint de plus en plus le centre du royaume, au point de vue politique comme au point de vue intellectuel.

Les besoins de centralisation s'exaspèrent ; on sent toute la vanité d'organismes sans cohésion, isolés, indépendants, et c'est en créant une société royale d'agriculture à Paris, sorte de société mère et directrice de toutes les autres, que l'on espère atteindre à cette hiérarchie et à cette coordination indispensables.

Il y avait eu déjà à Paris une société d'agriculture créée lors du premier mouvement de 1758-1762. Mais c'était une société semblable aux autres, qui n'avait sur elles aucune prééminence, qui était leur égale et ne faisait ni plus, ni moins qu'elles.

Dès 1784 on songea à transformer cette société en une autre plus forte, mieux organisée, mieux outillée pour

l'action, et directrice effective des travaux agricoles de toute la France.

On y voyait un moyen de stimuler les sociétés provinciales en même temps que de rendre leur recherches fécondes en résultats. La société nouvelle aurait un assez gros budget pour multiplier les expériences et donnerait aux mémoires provinciaux son approbation et sa sanction.

En 1784, un mémoire fut écrit à ce sujet, dont il est intéressant de citer quelques passages :

« Il existe des sociétés d'agriculture depuis 20 ans dans les principales villes du royaume. Il en existe une aussi dans la capitale, qui ne paraît se distinguer jusqu'à ce moment des autres, que par une nullité et un engourdissement qui la mettent encore au-dessous d'elles et qui feraient croire que, depuis les chefs de l'Etat jusqu'aux particuliers, il n'existe personne dans la capitale à qui l'agriculture paraisse digne d'intérêt....

La naissance des sociétés d'agriculture, toutes faibles et incapables qu'elles sont d'opérer rien dans le présent, est une preuve de la fermentation qui a commencé à se faire sentir depuis quelques années sur cette partie des connaissances.

..... La fondation d'une société d'agriculture à Paris sur un simple arrêt du Conseil doit être regardée comme l'aurore d'une autre société fondée avec tout l'éclat de la protection royale.....

Le goût que l'on témoigne pour l'économie rurale suffit à avertir l'administration qu'elle n'a qu'à vouloir pour former dans la capitale sous le titre de Société royale

d'agriculture de France, un établissement qui devienne un centre commun et auquel aboutissent les connaissances éparses sur les objets économiques » (1).

Le roi étant d'accord sur ce point, on commença à préparer un projet de règlement pour la société nouvelle, suivi d'un projet de lettres patentes, sanctionnant sa création, et lui donnant effectivement l'approbation du roi et sa protection.

La société devait prendre le nom de Société royale d'agriculture de France. Elle devait entrer en correspondance avec toutes les autres sociétés du royaume, auxquelles elle serait hiérarchiquement supérieure. Elle aurait 30 associés ordinaires, dont dix seront nommés par elle, et parmi lesquels devront se trouver 3 ou 4 bons agriculteurs.

Enfin, elle pourrait se choisir dans le royaume et hors du royaume tels correspondants habituels qu'elle voudrait.

La société ainsi formée, aurait annuellement une assez grosse somme à sa disposition afin de procéder aux expériences que ses membres lui suggéreraient et aussi à celles que les sociétés provinciales n'auraient pu faire elles-mêmes faute de moyens. Il était entendu qu'on devait lui donner 24.000 livres par an.

Le roi fut d'avis que la réforme était pressante et donna dès 1784 les lettres patentes établissant la société.

Mais là, des difficultés assez graves se présentèrent.

Le Parlement, à cette époque en vacance, ne put enre-

1. *Archives Nationales*. H. 1511.

gistrer immédiatement l'acte royal, et, comme tous les membres de la société étaient désireux de commencer de suite leurs travaux, on dut donner momentanément à cette création la forme d'un arrêt du Conseil. C'était refaire la société d'agriculture sur les mêmes bases qu'auparavant.

L'enregistrement du Parlement pouvait seul donner à la réforme son caractère officiel.

En attendant la rentrée du Parlement, on se mit à l'œuvre. Les expériences et les travaux commencèrent.

On essaya un semoir rapide, on écrivit quelques mémoires sur la disette des fourrages, enfin on loua même aux environs de Paris un terrain destiné aux essais agricoles.

Le duc de Charrost écrit à M. de Vergennes pour lui demander de prendre sur les 24.000 francs assignés à la société une somme de 3.000 francs pour acheter un pré en vente à Charenton, afin de commencer immédiatement les essais. « Cela est d'autant plus nécessaire que M. Desforges m'a dit n'avoir pour le moment aucun domaine du roi libre, ajoute-t-il ». Mais cet empressement à commencer les travaux, ne hâte pas la solution de l'enregistrement au Parlement.

Le Parlement a repris ses séances pendant ce temps, mais ne paraît nullement disposé à donner sa sanction au désir royal. 24.000 livres à prendre sur un trésor à sec lui semblent une folie bien inconsidérée. Enfin, l'exemple et le piteux résultat des créations du dernier règne ne sont pas de nature à l'encourager dans la voie où Louis XVI veut le mener. Il redoute la concurrence

de l'Académie des Sciences, très active et jalouse de ses privilèges, pour la société réorganisée ; et de plus il craint que la société mère ne soit pas plus efficace que ses succursales de province ne l'ont été avant elle.

A cause de toutes ces considérations, le Parlement rédige des observations au roi touchant la Société royale d'agriculture de France, et suspend jusqu'à nouvel ordre l'enregistrement des lettres patentes. Ces observations portaient sur trois points principaux :

I. Le trésorier profite seul des avantages pécuniaires.

II. Le trésor n'est pas riche.

III. La meilleure œuvre à faire pour l'instant est de soulager le peuple des campagnes de l'impôt et surtout des corvées. A ces observations le pouvoir central répond et tente de réhabiliter aux yeux du Parlement la Société royale.

Mais le Parlement riposte par des raisons d'utilité. Il n'a jamais donné son assentiment à des académies, quelles qu'elles soient, sans qu'elles aient donné des preuves de leur utilité et de leur efficacité. Or la Société royale n'a pas encore été mise à l'épreuve. On ne l'a pas vue à l'œuvre et nul ne sait ce qu'elle peut faire. Le Parlement considère donc comme dangereux de lui donner la sanction légale avant d'être sûr qu'elle peut faire œuvre utile.

L'enregistrement se fit ainsi attendre plusieurs mois. Après maintes lettres échangées entre lui et le roi, ce dernier finit par demeurer convaincu de la justesse et de la solidité des observations du Parlement, et, en mars 1785, il retira les Lettres Patentes par lesquelles il

créait la Société royale d'agriculture de France et d'économie rurale. A la place de cette société, il fut alors disposé à mettre un bureau d'agriculture formé de quelques membres de l'Académie des Sciences.

C'est sur ces entrefaites que survint l'effroyable disette de 1785. L'hiver de 1784-85 comparable pour sa rigueur à celui de 1709 fut suivi de mauvaises récoltes. Le peuple est absolument misérable. Le pain manque aux hommes et le fourrage aux bêtes. Le roi se préoccupe de remédier à cet épouvantable état de choses.

C'est pourquoi un Comité consultatif d'agriculture fut créé au sein même du gouvernement. Ce Comité, réuni près du Ministre des finances, composé d'hommes éclairés, choisis pour la plupart dans la société d'agriculture de Paris, devait proposer à l'administration les moyens de prévenir dans tout le royaume les dangers dont l'agriculture était menacée. C'était une sorte de Conseil d'hommes compétents qui devait entourer les actes du gouvernement touchant l'agriculture, de toutes les lumières nécessaires pour leur permettre d'être aussi efficaces que possible.

Ce comité prit bientôt une importance énorme, et s'occupa non seulement d'agriculture, mais de tout ce qui touche à l'économie rurale (1). Aussi devint-il un centre de travail où aboutissaient toutes les études auxquelles on se livrait avec fureur sur la grande et la petite culture, les impôts et leur répartition, le partage des communaux, etc, etc. Il compta bientôt plus de 900 correspon-

1. *Archives Nationales*. H. 1501.

dants dans tout le royaume et n'eût pu suffire à sa tâche s'il n'avait été puissamment secondé par le gouvernement. Pourtant les travaux de ce comité n'évitèrent pas de nouveaux désastres.

En 1787 des provinces entières furent encore affamées.

L'assemblée provinciale d'Auvergne, par exemple, en 1787 annonça que « si l'on ne se hâte pas de soulager le fardeau d'un peuple écrasé, la province va perdre à jamais sa population et sa culture ».

En Normandie, on mange du son mouillé, ce qui fait enfler et mourir les petits enfants.

Devant toutes ces misères, on a recours comme toujours au gouvernement, c'est-à-dire à celui qui peut tout, croit-on, parce qu'il a la force et l'argent. On demande la centralisation des renseignements agricoles, afin que tous puissent en profiter.

En novembre 1787, nous voyons reprendre le projet d'une société royale d'agriculture à Paris, hiérarchiquement supérieure à toutes les autres. Dans un intéressant mémoire (1) on propose de confondre cette société avec le Comité d'agriculture. C'est-à-dire que l'on veut un organe directement en rapport avec le gouvernement, qui ait le pouvoir de réaliser les projets et de les faire passer légalement dans les faits. On est fatigué des tâtonnements et des travaux qui n'aboutissent pas. Ce qu'il faut, ce sont des réformes pratiques qui empêchent le peuple de mourir de faim.

1. *Archives Nationales*, H. 1501.

En 1788 le projet de réorganisation de la Société de Paris est repris et cette fois, il est mené à bien.

Le 30 mai 1788 la Société est renouvelée. Elle devient le centre et le lien de correspondance de toutes les sociétés d'agriculture du royaume. Le règlement porte ceci :

« La société d'agriculture établie par l'arrêt du Conseil du 1^{er} mars 1761, sera désormais connue sous le titre de Société royale d'agriculture et elle tiendra ses séances dans les salles de l'hôtel de ville de Paris qui seront à ce destinées ».

Le nouveau règlement oblige les sociétés provinciales à correspondre avec la Société de Paris, et à l'informer de toutes les communications, en la tenant au courant des séances.

Le contrôleur général prévient les divers intendants par une lettre circulaire du 27 juin 1788 en leur envoyant des exemplaires du nouveau règlement, « pour les mettre à portée d'établir des rapports avec la société royale ». Tels, les intendants suivants :

Alençon ; Auch ; Auvergne ; Bourges ; Caen ; Hainaut ; La Rochelle ; Limoges ; Lyon ; Montauban ; Moulins ; Orléans ; Provence ; Rouen ; Roussillon ; Soissons ; Tours.

On peut remarquer que des exemplaires de ce règlement furent envoyés même aux intendants dont la généralité n'avait pas de société d'agriculture, car tous ceux qui s'occupaient d'agriculture, même en dehors des sociétés, étaient priés de tenir la société royale de Paris au courant de leurs découvertes et de leurs expériences.

Le comité consultatif d'agriculture de 1785, qui était,

nous l'avons dit, choisi parmi les membres de la société de Paris, devint en quelque sorte une sous-section de la société royale. Le règlement dit :

« Un comité d'agriculture a été formé dans le sein de la société de Paris. Il a pour but les rapports de l'administration et de la législation avec l'agriculture, dans un autre ordre que les recherches savantes qui perfectionnent la théorie et la pratique de l'art, et qui sont l'objet de la société d'agriculture ».

Ce comité est composé de huit membres qui sont (1) :

Tillet ; Lavoisier ; L'abbé Lefèvre ; Du Pont ; D'Ailly ; Desmarest ; Broussonnet ; Thouin.

Il sera chargé de « l'examen des objets d'agriculture ou d'économie rurale intéressant l'administration, sur lesquels le gouvernement jugera à propos de consulter ce comité. Le choix des membres dont il sera composé sera à la nomination du sieur contrôleur général des finances ».

Le marquis de Turgot, le 24 juillet 1788 proteste contre l'existence de ce comité. Tout intéresse l'administration. « La société, dit-il, se doit à elle-même de demander la suppression d'un établissement qui blesse l'égalité de ses membres, égalité indispensable à toutes les sociétés littéraires, qui ne doit même pas être troublée par l'inégalité des talents et des connaissances des membres qui les composent ».

De plus, on doit avoir le droit d'élire et de nommer ses officiers. L'ingérance du contrôleur général des finances

1. Article 16 du règlement de 1788.

dans la vie intérieure de la société pour la nomination des membres du comité d'agriculture, était une atteinte portée au libre travail de cette société « scientifique », qui devenait par là presque un fonctionnaire collectif à la discrétion du gouvernement.

Mais la protestation du marquis de Turgot fut isolée et sans poids. Le comité demeura ainsi créé malgré lui.

La société royale avait donc d'une part des accointances avec la haute administration du royaume, sur qui elle pouvait avoir une influence, et d'autre part elle était parvenue à avoir d'étroits rapports avec les cultivateurs et les paysans de la généralité.

Elle avait admis dans son sein en 1783 de grands propriétaires, des savants et surtout des cultivateurs de profession.

Les Comices agricoles, assemblées composées de douze laboureurs, et tenues dans chaque élection de la généralité, l'ont mis à portée d'avoir des rapports immédiats avec les campagnes.

C'est par cette voie qu'elle a pu faire connaître des pratiques nouvelles et utiles et découvrir les abus très nombreux qui s'opposaient aux progrès de l'agriculture.

Enfin, elle était organisée sur des bases pécuniaires assez solides, et obtint pour la seule séance solennelle et publique de la Saint-Martin un crédit de 3.000 livres.

Pour stimuler l'activité et la régularité des membres, on donna des jetons de présence payés (3 livres par séance). Tous les jetons des membres absents profitaient aux membres présents.

La société réorganisée est dès le début un geste de générosité.

Depuis la reprise officieuse de ses travaux en 1784, elle n'avait rien reçu et avait contracté près de 15.000 livres de dettes.

Les membres de la société, afin de ne point grever le trésor, déclarèrent que les jetons des absents au lieu de profiter aux présents seraient consacrés à l'extinction des dettes arriérées.

Les travaux de la Société royale furent interrompus par la Révolution, mais ils ne furent qu'interrompus, et reprirent après la crise, inaugurant une nouvelle période de travaux que nous n'avons pas à étudier ici.

En même temps que la Société royale les sociétés provinciales étaient relevées ou remplacées ; à Soissons, à Poitiers des sociétés nouvelles étaient créées.

Mais d'autres préoccupations vont s'emparer des esprits. Les travaux agricoles vont passer au deuxième plan pour céder la place aux discussions politiques et sociales. Le mouvement de relèvement des sociétés ne sera pas de longue durée ; et en 1793, la Convention brusquement y mettra fin en supprimant les sociétés d'agriculture (1).

En somme le grand mouvement d'idées qui fit éclore les sociétés d'agriculture dura trente années avec une période de déclin. Les sociétés d'agriculture, créées sous l'influence d'idées économiques et philosophiques d'une part, et d'autre part de nécessités pratiques, avait bien

1. Loi du 8-14 août 1793.

des raisons d'échouer. C'était un mouvement inadapté parce qu'il n'avait pas été suffisamment préparé. Et surtout les maux qu'il fallait soulager étaient trop profonds et trop vastes pour qu'on y puisse parvenir par ce moyen.

Sans doute l'ignorance et la routine étaient pour quelque chose dans la mauvaise culture et dans la fréquence des disettes. Mais ce qui surtout causait les affreuses misères, c'était la situation précaire du paysan devant le pouvoir royal.

Ecrasé par le fisc, épouvanté par les collecteurs, et ruiné par les barrières douanières dans ses essais de commerce, il était réduit à ne vivre qu'à peine. Il fallait autre chose que des sociétés scientifiques pour remédier à ces maux.

Néanmoins la création des sociétés d'agriculture, si elle a été vaine est pourtant un fait intéressant au XVIII^e siècle.

C'est la preuve tangible de l'immense intérêt que le pouvoir royal portait à l'agriculture. C'est aussi un des résultats immédiats de l'esprit scientifique de l'époque et un louable effort pour faire de l'agriculture une science.

De grands noms se retrouvent partout dans ces sociétés. Ici, c'est Daubenton, qui publie en 1782 son « Instruction pour les bergers », où il traite de l'élève du mouton et de la préparation des laines ; là, c'est Mirabeau le père, et Dupont de Nemours, les créateurs du *Journal de l'Agriculture et du Commerce* fondé en 1767. Nous trouvons le duc de La Rochefoucauld-Liancourt comme initiateur du comité consultatif d'agriculture en 1785 et le duc de Charrost qui élabore tout un plan d'enseignement agricole rationnel.

Tous les grands hommes de l'époque se sont intéressés à cet art, et, si les sociétés ont disparu, du moins ont-elles laissé après elles le souvenir d'un grand effort vers la réalisation d'une science agricole, ainsi que des aspirations vers une organisation meilleure de la culture et une meilleure utilisation des ressources du sol. Les sociétés d'agriculture sont le reflet d'une époque où l'on a aimé la science, et où l'on a souffert de la faim !

DEUXIÈME PARTIE

L'œuvre des sociétés d'agriculture.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DE L'AGRICULTURE

Nous avons vu dans la première partie de notre étude, ce qu'étaient les sociétés d'agriculture, leur composition, leurs séances, leur durée.

Nous voudrions maintenant essayer de mettre les sociétés d'agriculture en face de leur tâche et voir dans l'ensemble à quels maux elles devaient remédier.

Pour cela, nous avons recherché dans les divers documents de l'époque (lettres et rapports des Intendants au contrôleur général des finances, mémoires des sociétés d'agriculture, états des paroisses dressés en 1765 sur l'ordre du ministre Bertin, etc.), quelles charges pesaient sur l'agriculture, quelle était la condition de la classe des cultivateurs et quel outillage ils avaient à leur disposition.

Enfin, nous jetterons un coup d'œil sur la condition même de la culture et de la propriété rurale entre 1760 et 1789.

Les sociétés d'agriculture étaient créées pour protéger cet art, le plus utile de tous, puisque seul il peut assurer la subsistance de la France. Les disettes avaient été nombreuses pendant tout le siècle et depuis 1690 même. Les souffrances du peuple avaient été la cause de bien des difficultés et de maintes révoltes.

A quoi donc étaient-elles dues ?

Il est habituel de considérer Louis XIV et même Louis XV comme des tyrans écrasant sous leur volonté le peuple, le pressant comme un fruit mûr dont on veut extraire tout le suc, et dont on jette ensuite l'écorce. C'est là une idée fausse, et ces abominables despotes sont moins responsables qu'on ne se l'imagine des misères du peuple. C'est moins, en effet, sous le poids de la volonté d'un homme qu'il gémit, que sous les engrenages d'une lourde et complexe machine administrative, que rien n'arrête, ni interrègne, ni révolution, qui marche seul et aveuglément et l'entraîne comme une fatalité.

A l'époque qui précéda l'organisation savamment hiérarchisée de Richelieu et de Mazarin, le paysan fut moins malheureux. En effet, l'administration moins bien organisée permettait toujours quelque échappatoire aux contribuables, et avec un peu d'habileté, il était aisé de tromper le fisc. Mais, à l'époque de Louis XIV, nul n'y échappait plus, et au XVIII^e siècle, le paysan devait dissimuler ses revenus, vivre de l'existence la plus précaire, et parfois même la plus sordide afin de dérober aux col-

lecteurs le peu de bénéfices qui pouvait lui permettre de vivre.

Les charges qui pèsent sur la classe des agriculteurs sont très lourdes et elles sont doubles. En effet, non seulement le paysan doit des redevances au roi, mais encore au seigneur, son suzerain direct. Les droits seigneuriaux se sont perpétués, cependant que les obligations seigneuriales s'étaient perdues.

Sous Louis XII et même sous Louis XIII, le paysan est encore à peu près au maître. Il est donc de l'intérêt de ce dernier de le ménager. Au milieu du ^{xviii}^e siècle au contraire, le noble ne connaît même plus ses sujets, il ne connaît que les revenus qui doivent lui venir chaque année et il faut que ces revenus rentrent coûte que coûte. Les impôts féodaux viennent donc encore se joindre aux impôts royaux pour écraser plus irrémédiablement le paysan.

Les impôts royaux et seigneuriaux pèsent sur ceux que l'on appelle les « habitants », c'est-à-dire le menu peuple.

Il doit au roi la taille, les aides, les vingtièmes, la capitation, la corvée royale, etc., au clergé la dîme, aux suzerains les droits seigneuriaux, les rentes seigneuriales.

Il serait extrêmement difficile d'évaluer ces différentes charges, et d'ailleurs, cela dépasserait les limites de cette très courte étude. Ce qu'on peut dire, c'est que ces charges étaient très inégalement réparties.

Celles qui étaient les plus lourdes, c'étaient d'une part la dîme et les rentes seigneuriales et d'autre part les impôts,

§ 1^{er}. — *La Dîme* (1).

La dîme, perçue en vertu d'une loi Lévitique, était une redevance très ancienne, dont personne n'était exempt : les biens nobles la payaient, comme les biens rôturiers. Elle était due à l'Eglise, tantôt au curé de la paroisse, tantôt à une abbaye : parfois elle avait été aliénée par le bénéficiaire à un tiers qui la percevait en son nom : elle était alors dite inféodée.

Il y avait bien diverses espèces de dîmes, par exemple, les dîmes anciennes, qui se percevaient sur les anciennes cultures et les noales, sur les nouvelles, telles que la pomme de terre ou la garance ; les grosses dîmes, perçues sur les principales productions comme le blé et le vin, et les menues dîmes, perçues sur les cultures secondaires ; les dîmes de droit, perçues partout, comme celles que l'on prélevait sur le blé et le vin, et les dîmes d'usage, perçues, suivant les régions, sur les productions particulières, comme les poulets, par exemple.

Ces diverses dîmes étaient prélevées soit par les curés, soit par les évêques ; c'était un impôt en nature. Le nom même de cet impôt qui signifie dixième partie n'est

1. Pour tout ce qui concerne les impôts et les charges du paysan, nous avons consulté des ouvrages généraux, en particulier les suivants :

Vuitry. *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution.*

Noël. *Etudes historiques sur l'organisation financière de la France.*

Rousset. *Histoire des impôts indirects en France.*

Boncerf, *Les inconvénients des droits féodaux*, Londres, 1776.

pas exact. La dîme variait en effet beaucoup suivant les régions et même suivant les paroisses. Elle était par exemple du dixième dans certains villages, ailleurs et le plus généralement elle était du onzième, quelquefois seulement du douzième et même du quinzième de la récolte. C'était le décimateur lui-même, prêtre ou laïque, suivant que la dîme était ecclésiastique ou inféodée, qui devait venir la percevoir avant la rentrée des récoltes et sur un signe du décimé (Le plus souvent ce dernier devait pousser trois cris, et une heure après le dernier cri, le décimateur était tenu de venir prélever sa part de la récolte) (1).

On comprend à quelles difficultés cette redevance pouvait donner lieu. Le ^{xviii}^e siècle tout entier est plein des procès des curés avec leurs paroissiens au sujet d'une gerbe de blé, d'une poule, ou d'une botte de foin. C'était une charge pesante pour les campagnes, et pourtant, on s'en plaignait assez peu. Cela, pour deux raisons : d'abord la dîme est un impôt perçu en nature, et cela est très important à une époque et dans une classe où la monnaie était rare. De plus, la dîme est respectée à l'égal du droit de propriété. C'est une redevance lourde que l'on supporte, et, lorsqu'on tente de la supprimer, il y a un certain nombre de gens qui s'y opposent (2).

La question fut posée en particulier en 1764 au bureau d'agriculture de Brive, et la majorité fut d'avis qu'il s'agissait là d'un droit de propriété, auquel on ne pou-

1. Rambaud. *Civilisation française*. T. II, p. 58.

2. V sur la dîme, Bourgain, *Etudes sur les biens Ecclésiastiques, avant la Révolution*, 1891.

vait pas s'attaquer et donna un avis défavorable (1).

Ce qui surtout était pénible pour les campagnes, c'est que, dans certaines régions, la dîme était levée, au moment où se place notre étude, non plus sur les récoltes effectives, mais sur les récoltes moyennes. Les années de mauvaise récolte, le cultivateur voyait ainsi quelquefois s'en aller jusqu'au quart de la récolte totale.

Enfin, souvent cette redevance était perçue avec une extrême rigueur, les décimateurs affermant la dîme à des fermiers qui, pour la faire rentrer, usaient même de violence.

§ 2. — *Les rentes seigneuriales* (2).

A côté de la dîme payée à l'église, le paysan payait les rentes seigneuriales.

Ces rentes sont extrêmement inégales, mais souvent fort lourdes.

Les domaines n'étaient au XVIII^e siècle, presque jamais la possession absolue de ceux qui les cultivaient. Aucune terre n'existait, qui ne dépendît de quelque supérieur hiérarchique, de quelque seigneur.

Les rentes seigneuriales étaient d'ailleurs payées par les nobles comme par les non nobles, mais il est évident que la plus lourde charge retombait sur le paysan.

Voici comment s'expliquent ces rentes seigneuriales.

Au x^e et au XI^e siècle, la classe rurale étant assez peu

1. *Archives Nationales* H. 1503.

2. V. Chénon. *Les démembrements de la propriété foncière avant et après la Révolution*. Paris, 1681. V. aussi Viollet, *Histoire du Droit civil français*.

nombreuse et presque partout en servage, travaillait directement pour le possesseur du fief. Mais bientôt, l'état de guerre perpétuelle, caractéristique de la féodalité, ayant cessé, la royauté devenue plus puissante, ayant attiré autour d'elle un grand nombre de seigneurs, ceux-ci finirent par ne plus résider sur leurs terres. Enfin, la classe rurale devenue de plus en plus nombreuse avait fini par faire craquer les anciens cadres de son organisation intérieure.

Aussi les seigneurs, comme les monastères, concédèrent-ils leurs terres, moyennant une rente perpétuelle aux gens qui les cultivaient. A partir du ^{xiv}^e et surtout du ^{xv}^e siècle, nous voyons un très grand nombre de ces contrats intervenir entre le seigneur et le cultivateur : ce sont les baux à rente.

Ces baux sont différents d'un bail ordinaire.

Pothier (1) les définit et les différencie très nettement :

« Le bail à rente est un contrat par lequel une des parties baille et cède à l'autre un héritage ou quelque droit immobilier, et s'oblige de lui faire avoir à titre de propriétaire, sous la réserve qu'il fait d'un droit de rente annuelle d'une certaine somme d'argent ou d'une certaine quantité de fruits, qu'il retient sur le dit héritage et que l'autre partie s'oblige réciproquement envers elle à lui payer, tant qu'elle possèdera le dit héritage ».

« Le bail à rente transfère au preneur tout le droit qu'avait le bailleur dans l'héritage baillé à rente, sous la réserve seulement du droit de rente que le bailleur s'y

1. V. Esmein. *Histoire du Droit français*, Paris, 1901, p. 681 et ss,

retient ; au contraire, par le bail à loyer ou à ferme, le locataire ou le fermier n'acquiert aucun droit dans l'héritage. Le droit qu'il acquiert ne consiste que dans une créance personnelle qui naît de l'obligation que contracte le bailleur de l'en laisser jouir ».

Ces rentes prenaient les noms les plus divers, surcens, gros-cens, croît de cens, arrière-cens, censives, capcasal, rentes seigneuriales et emphythéotiques, champart, terrage, agrier, complant, etc., etc.

La rente était plus ou moins forte. C'étaient là des différences de contrat, infinies. Quelques-unes, tombées, étaient remplacées par des nouvelles, qui se greffaient sur d'autres plus anciennes, et le même censitaire pouvait payer des rentes à 4 ou 5 propriétaires différents.

C'étaient des redevances perçues en nature ou en argent, quelquefois en nature et en argent. Elles étaient tantôt fixes, c'étaient les rentes ordinaires ; tantôt proportionnelles au revenu, comme le champart et l'agrier. Mais très souvent ces rentes proportionnelles étaient perçues par dessus la rente fixe et cumulaient avec elle.

Lorsque la rente était fixe, elle était parfois très lourde, aussi lourde que la dime même, pour certains pays montagneux et difficiles à cultiver, comme le Limousin ou l'Auvergne (1).

Par suite des jachères et de l'assolement pratiqués dans ces provinces, le sol en effet, n'était cultivé et ne

1. René Lafarge. *L'agriculture en Limousin au XVIII^e siècle et l'Intendance de Turgot*. Paris, 1902, p. 96 et ss.

produisait que tous les deux ans, la dîme donc n'était perçue que tous les deux ans, tandis que le cens était perçu indistinctement, que l'année ait été productive ou non.

Si l'on compare les différentes évaluations des rentes seigneuriales suivant les provinces, on peut dire qu'en moyenne les charges des rentes sont à peu près aussi lourdes pour le cultivateur que la dîme. Mais, comme elle, perçues en nature, elles ne sont pas détestées et, dans les cahiers de 1789 on s'en plaindra rarement. Ce qui surtout est onéreux, ce sont certains abus tels que la prescription des arrérages de ces rentes : ils se prescrivent par trente ans, ce qui était une lourde charge surtout à cette époque où les rentes se payaient fort irrégulièrement. Un deuxième abus, était celui de la « solidité » du cens : tous les concessionnaires du tenement étaient responsables solidairement de la rente du tenement.

Si la rente n'était pas payée, on pouvait s'adresser au plus solvable qui était tenu de l'acquitter. On voyait assez fréquemment le fait suivant : « Le plus aisé de la communauté paye pour les autres, puis laisse accumuler les arrérages et, quand ils sont devenus à peu près équivalents à la valeur de la terre, poursuit en justice le débiteur et le dépouille de son bien pour le remboursement » (1).

C'était donc la ruine des petits qui se voyaient bientôt frustrés de leur bien. D'autres fois, c'est la ruine des

1. Musnier. *Essai d'une méthode générale propre à étendre les connaissances des voyageurs*, ou *Recueil d'observations relatives à l'histoire... à la culture des terres*. Paris, 1779, 2 vol.

cultivateurs aisés qui sont obligés d'acquitter le paiement de rentes de toute la communauté, alors que le recours contre les débiteurs est illusoire.

En somme, ces rentes sont encore au XVIII^e siècle une très pesante charge pour l'agriculture. Elles sont bien vivantes en 1760. Elles grèvent surtout les pays de petite propriété, morcellés, alors que ceux où la grande propriété est le mode général de culture en souffrent fort peu. Mais cette grande propriété n'existe que dans un petit nombre de provinces riches, comme la Normandie ou la Picardie. Dans ces dernières provinces, dit Turgot, « la principale richesse des propriétaires considérables consiste dans le produit même des terres, qui sont réunies en grands corps de ferme, et dont le propriétaire retire un gros loyer. Les rentes seigneuriales des plus grandes terres n'y forment qu'une très modique portion du revenu, et cet article n'est presque regardé que comme honorifique.

« Dans les provinces moins riches et cultivées d'après des principes différents, les seigneurs et les gentilshommes ne possèdent presque point de terres à eux ; les héritages, qui sont extrêmement divisés, sont chargés de très grosses rentes en grains, dont tous les co-tenanciers sont tenus solidairement.

« Ces rentes absorbent souvent le plus clair du produit des terres et le revenu des seigneurs en est presque uniquement composé » (1).

En somme, les rentes seigneuriales, ajoutées aux dîmes,

1. Turgot. *Œuvres*, édition Daire, II, 68.

apportent déjà une forte diminution au produit des terres. Ces deux redevances sont à peu près égales. Elles absorbent à peu près chacune 1/11 du produit de la terre, donc 18 0/0 qui n'entrent pas dans le bénéfice du cultivateur. Mais ce n'est pas tout, et ce ne sont là que les moins lourdes de ses charges.

§ 3. — *Les Impôts (1).*

La part du roi est plus grosse que celle des seigneurs ; le roi retire du cultivateur plus que le propriétaire des terres. Les impôts les plus lourds sont la taille, les vingtièmes, la capitation, les corvées royales qui éloignent les paysans du travail des champs au profit de l'entretien des routes, etc.

La taille était supportée uniquement par les roturiers, à raison de son origine (Elle avait été votée sous Charles VII pour l'entretien des premières troupes permanentes). C'était un impôt direct, perçu, soit sur les fonds des terres sous le nom de taille réelle, soit sur les revenus sous le nom de taille personnelle.

La taille personnelle était un impôt sur le revenu, qui pesait sur chaque contribuable à raison de ses ressources présumées, quelle qu'en soit la source.

Mais tous n'étaient point taillables : les ecclésiastiques, les gentilshommes, les gens de la maison du roi et de la reine, les officiers de justice, de finances, les intendants et les gens du personnel administratif des provinces, la

1. V. Moreau de Beaumont : *Mémoire concernant les impositions et droits en Europe*, 1768. Necker. *Administration des Finances de la France*. Lausanne, 1785.

maréchaussée, les maires, les syndics et leurs lieutenants, les villes franches en étaient exempts. De sorte que la taille retombait en définitive sur les seuls roturiers et serfs. Elle pesait lourdement sur les habitants de la campagne fermiers et cultivateurs.

Quant à la taille réelle, elle portait sur les fonds de terre et permettait par conséquent moins d'inégalités et moins d'arbitraire dans la taxation.

En 1760, la taille était encore fixée annuellement par le roi, ou plutôt, par un arrêt du conseil ou même une décision ministérielle.

De sorte que l'on ne savait pas combien le roi demanderait et quelle part de son revenu il faudrait verser au collecteur.

La taille était répartie par paroisses, soit par les Etats dans les pays d'Etats, soit par l'intendant dans les pays d'élection. Quant à la répartition entre les contribuables elle était faite par un collecteur, nommé dans chaque village par l'assemblée des habitants. Chacun était taxé à raison de ses facultés présumées, et souvent, des haines personnelles ou des mauvaises volontés amenaient de violentes injustices dans cette répartition. Enfin, tous les habitants d'un village étaient solidaires devant le trésor. Et, quand des retards se produisaient, on envoyait dans les maisons des garnisaires, que l'habitant était obligé d'entretenir à raison de trente-six sous par jour. Ces contraintes furent une des causes de la dépopulation des campagnes et de la vie sordide des paysans. Dès que l'on était un peu aisé, on allait à la ville pour y échapper ; si l'on demeurait à la campagne, on avait soin de dissimuler

soigneusement ses ressources. Les paysans mangeaient mal, négligeaient les principes les plus élémentaires de l'hygiène, étaient à peine vêtus, et se servaient de piètres attelages et de mauvais outils.

A côté de la taille, le paysan supportait encore la *capitation* (1), sorte d'impôt sur le revenu payable par tête, qui, à l'origine égalitaire, avait fini par ne peser que sur le peuple (2); les vingtièmes, successivement transformés en dixièmes, augmentés d'un cinquantième, ou même transformés en quarts, suivant les besoins du moment et les nécessités de la guerre (3).

Tous ces impôts directs auxquels il faut joindre les douanes ou traites (4), payées à chaque pas que l'on faisait dans le royaume, tantôt au profit du roi, tantôt au profit de la ville, tantôt au profit du seigneur, étaient les plus pesants parce qu'ils donnaient naissance à de vexatoires inquisitions.

Si à ces impôts, on ajoute l'odieuse gabelle (5) et tous

1. La capitation fut établie en 1695 pour la guerre contre la Ligue d'Augsbourg. Boilise : *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*. Paris, 1874. T. I. *Appendice*, p. 565 et s.

2. Cet impôt n'est pas considéré universellement comme un impôt injuste. Témoin ce qu'en dit l'abbé de St-Pierre, « *les Rêves d'un homme de bien qui peuvent être réalisés* ». Paris, 1775, p. 9, qui s'exprime ainsi : « Cette méthode.... fut faite à bonne intention. Ce fut pour éviter la taxe arbitraire des intendants, laquelle.... est ordinairement très disproportionnée et très injuste ».

3. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, II, p. 442 et s.

4. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, IV, p. 478 et ss. V. aussi Vauhan. *Dîme Royale*, 1^{re} partie.

5. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, III, p. 1 et ss. Mémoire sur la gabelle présentée aux notables de 1787. *Procès-verbal*, p. 163 et ss.

Labiche

les impôts indirects sur les objets de consommation (1) qui, s'ils pesaient sur tous, n'en pesaient pas moins sur le paysan, on peut se rendre compte de la situation précaire du paysan.

Enfin, nous parlions plus haut de la corvée royale, qui est une sorte d'impôt en nature, plus impopulaire que la dîme ou les rentes, parce qu'elle était perçue non sous forme de produit du sol, mais sous forme de travail. Le paysan travaillait aux routes royales, parfois très loin de son village, et, pendant ce temps, les travaux des champs restaient en souffrance, et les chemins vicinaux n'étaient que des ornières où les charettes se brisaient.

C'est à toutes ces charges, qu'il faut attribuer en partie le lamentable état des campagnes au milieu du XVIII^e siècle. Quelques provinces étaient prospères : c'étaient les Flandres, la Normandie, l'île de France, en raison du régime de la propriété, qui réunissait, comme nous l'avons vu plus haut, les grands domaines dans une même main. Mais dans l'ensemble, les campagnes étaient mal cultivées. Les provinces du centre présentaient de vastes espaces de landes incultes. La Bretagne était en friches sur de grandes étendues.

Il y a des pages d'Arthur Young, qui pourtant a voyagé en France entre 1787 et 1789, c'est-à-dire après que l'on avait pris bien des mesures pour favoriser le développement de l'agriculture et l'amélioration du sort de la classe paysanne, qui sont purement navrantes.

« Au midi de la Dordogne, toutes les paysannes, femmes

1. Brunet Grandmaison. *Dictionnaire des aides*. Paris, 1730.

et filles, véritables fumiers ambulants, n'ont ni bas, ni souliers, et les laboureurs à leur ouvrage, n'ont ni sabots ni bas à leurs pieds... ».

En Bretagne, « le peuple paraît vraiment bien pauvre ; les enfants en haillons dégoutants sont plus mal habillés pour ainsi dire que s'ils n'avaient pas du tout d'habits ; quant aux bas et aux souliers, c'est un luxe... ».

La classe paysanne, si malheureuse qu'elle soit, songe pourtant à acquérir la terre. Dans une lutte de plus de trois siècles, cette lente acquisition de la terre par celui qui la cultivait ne finira de s'accomplir que grâce à la Révolution.

Il y a même encore en 1760 de véritables serfs : ce sont les mainmortables : ils sont environ 150.000 en France, qui doivent une taille au seigneur, ne peuvent se marier sans son autorisation, ne peuvent disposer de leurs biens par testament, etc.

Le servage, à cette époque tenait il est vrai à la terre et quiconque était serf sur une terre, devenait homme libre s'il la quittait. Cependant le fait de voir encore, en Auvergne, dans le Nivernais, en Alsace, dans le Hainaut, en Champagne et dans quelques autres provinces, cette survivance d'un autre âge, prouve que la classe paysanne était venue la dernière dans l'évolution sociale et en était restée à des procédés et à un état très arriéré.

La condition du paysan n'était plus aimée. Les charges qui pesaient sur elles, jointes aux misères du métier, faisaient que, dès que l'on avait une certaine aisance, on émigrail vers la ville. Les campagnes étaient dépeuplées, et, non seulement par suite de la misère, les bras étaient

trop faibles, mais encore ils étaient trop peu nombreux. Nous trouvons sur cette dépopulation croissante des campagnes des mémoires extrêmement instructifs rédigés par des membres correspondants des sociétés d'agriculture.

Ainsi, l'un de ces mémoires écrit en 1764 à la Société de la Rochelle (1) dépeint la dépopulation de l'Aulnis. « Nous voyons en parcourant les campagnes des travaux aller lentement, languir, presque toujours portés au-delà du terme fixé par les saisons. On trouve à peine dix journaliers quand il en faudrait 20....

« Les curés que nous avons consultés, nous ont affirmé que le nombre des mariages diminuait.

« Le journalier gagne en moyenne 183 fr. 15 par an. Pour lui seul, il en dépense 189 normalement. Il lui faut alors ne vivre qu'à moitié, s'il veut entretenir sa famille. De là, la désertion des campagnes ou la mort prématurée ».

En Champagne, en Poitou, en Bretagne, en Alsace, en Auvergne, les mêmes constatations peuvent être faites.

De plus, le peu de population qui vivait à la campagne, tant parce qu'elle n'était pas riche que pour ne pas le paraître, était très mal outillée pour le travail. La routine et l'attachement aux vieux modes de culture sévissaient presque partout, et, à part les Flandres où l'on avait renouvelé un peu l'outillage agricole, partout on en était encore à cinq ou six siècles en arrière.

En Poitou, par exemple, on se servait encore en 1764

1. *Archives Nationales*, H. 4510³.

de la vieille charrue romaine en bois (1) qui ne retournait le sol que très superficiellement et demandait beaucoup de temps et de peine.

Dans les plaines du Forez (2) on travaillait d'une manière non moins primitive. Souvent même, on ignorait les essais agricoles et l'on cultivait des fruits venant mal, parce que la coutume était de les cultiver.

Non seulement le paysan n'avait pas d'outils, et se défiait de quiconque lui proposait une nouveauté, mais encore on ne lui donnait aucun moyen de faire rendre à sa terre un produit rémunérateur. Les attelages ne pouvaient circuler dans la campagne faute de routes. Nous avons vu plus haut comment le paysan construisait les routes royales, et se voyait ainsi forcé de négliger les siennes. Il n'avait guère de semences. Les impôts en nature, nous l'avons vu, lui en prenaient une partie et bien souvent il lui restait à peine une portion congrue pour sa subsistance.

Quant aux engrais, la chimie, moins avancée qu'aujourd'hui, n'avait pas encore inventé des engrais chimiques efficaces et bon marché. Il fallait donc tirer ces engrais de l'étable ou de l'écurie. Mais peu de paysans pouvaient nourrir des bêtes en assez grande quantité pour y pourvoir.

A une époque où la paille servait parfois même à faire du pain, le paysan ne donnait pas volontiers d'épaisses litières fréquemment renouvelées à ses bêtes.

Tout cela suffit à expliquer comment le produit des

1. *Archives Nationales*, H. 1510³.

2. *Archives Nationales*, H. 1510¹.

terres était en France bien inférieur à ce qu'il était en Angleterre, par exemple. Plusieurs mémoires font cette comparaison pour des points de détail. Si l'on fait en 1760-70, au moment où l'on découvre pour ainsi dire l'Angleterre, où on l'imite et où on la célèbre, la part de ce qui peut être de l'exagération, de l'enthousiasme sur la beauté et la bonté de ce pays, on peut affirmer que le paysan de Grande-Bretagne vivait infiniment mieux que celui de France et que sa terre lui rapportait bien davantage.

En Angleterre, le blé donnait en moyenne 28 boisseaux à l'acre ; en France, dans les meilleures provinces, en Toulousain, par exemple, il n'en rapportait que 18.

Le paysan français n'entrait que pour une très faible part dans la consommation industrielle de la France. Son confrère anglais achetait à peu près pour 76 0/0 de plus que le français d'après le calcul d'Young.

Enfin le mode de propriété et de fermage venait encore s'ajouter pour accroître la misère du paysan. La petite propriété, grevée d'impôts, de cens, de rentes était la plus répandue. Ce paysan acquérait pour acquérir, sans s'inquiéter si cette terre serait ou non productive pour lui. Très souvent, il gagnait à peine sur cette terre acquise de quoi satisfaire aux besoins du fisc.

La grande propriété était concédée en morceaux à des fermiers, et les contrats passés ne favorisaient pas non plus le cultivateur.

Des mémoires adressés en 1764-65 aux sociétés d'agriculture réclamaient des baux de plus longue durée, garantissant au paysan une certaine sécurité, et

un assez long avenir sur une même terre à laquelle il s'attacherait et pour laquelle il ferait plus de sacrifices. Les baux des biens ecclésiastiques surtout étaient instables, et il en résultait pour l'agriculture de graves inconvénients. Plusieurs fois on proposera d'y remédier (1).

Enfin, si la terre ne rend pas ce qu'elle pourrait rendre, c'est que, dans presque tous les villages il y a d'immenses domaines communaux et des vaines pâtures qui permettent une vie maigre à quelques bestiaux et qui, ne coûtant rien, sont maintenus à toute force par les paysans.

La question du partage de ces communaux et de leur mise en valeur sera un problème important posé bien des fois aux sociétés d'agriculture.

En résumé, les sociétés d'agriculture allaient se trouver devant une situation de fait très difficile. Créées comme nous l'avons vu, dans le but *unique* de s'occuper de l'agriculture, sans avoir le droit de discuter d'aucune autre question, elles allaient vouloir essayer de remédier au mal, sans pouvoir remédier à sa cause.

Les questions fiscales sont absolument en dehors de leur compétence ; quand elles y toucheront, ce sera à l'insu des pouvoirs publics.

Quant aux autres questions, amélioration de l'outillage, lutte contre les fléaux agricoles, essais d'encouragement aux agriculteurs, moyens de culture, introduction de cultures nouvelles, etc., elles avaient le champ libre devant elles et, nous allons le voir, elles les examinèrent toutes activement.

1. *Archives Nationales* H. 1626.

Mais il leur manquait le pouvoir de remédier aux raisons profondes du mal et la possibilité même d'en discuter en haut lieu.

CHAPITRE II

AMÉLIORATIONS AGRICOLES

§ 1^{er}. — *Défrichements et dessèchements.*

La misère des campagnes, dans la seconde moitié du xvii^e siècle et dans la première moitié du xviii^e, avait amené une grande diminution de la surface cultivée. Le fait est constaté dans le royaume tout entier et l'on peut dire que toutes les sociétés d'agriculture ont eu à s'occuper de ce point. La Société de Bretagne, en particulier, constate que dans cette province, plus des deux cinquièmes du terrain sont en friche (1).

Une des premières réformes auxquelles devaient naturellement penser les promoteurs des améliorations agricoles, c'était bien évidemment de diminuer les friches, d'augmenter la surface livrée à la culture.

Deux sortes de terres pouvaient être gagnées : les marais et les landes. Pour les marais, la difficulté pratique était plus grande. Mais tout le monde était d'accord sur l'utilité de la réforme, qui ne lésait aucun intérêt direct, les marais étant le plus souvent improductifs pour tout le monde.

1. *Archives Nationales*, H. 4544.

Le gouvernement entra résolument dans cette voie et favorisa les dessèchements. A partir de 1764, des encouragements étaient donnés à tous ceux qui « entreprendraient les dessèchements des marais, palus et terres inondées ». Ils bénéficiaient pendant plusieurs années, cinq, dix et vingt ans, de l'exemption des dîmes, de la taille et autres impositions (1).

La société d'agriculture de Paris prit l'initiative de demander une extension à cette réforme. Elle émit l'idée d'accorder les mêmes dégrèvements, non plus seulement au dessèchement des marais, mais au défrichement des landes. Comme on le sait, les sociétés d'agriculture correspondaient fréquemment entre elles. La Société de Paris entreprit donc une vaste enquête auprès de toutes les sociétés de province, qui donnèrent leur avis. Ces avis nombreux et motivés sont tous favorables à la proposition à de très rares exceptions près (2). Ceux des sociétés de Lyon, de Rouen, de Limoges sont nettement favorables et sans réserves.

Peut-être ne pourrait-on citer qu'une société, ou plus exactement qu'un bureau qui émit un avis contraire : c'est le bureau de Brive. La question y donna lieu à des

1. Le roi n'était pas le seul à encourager les défrichements par des exemptions d'impôts. L'abbaye de Saint-Germain des Prés et de Ste-Geneviève accordaient aussi des exemptions de droits dans ce but (*Arch. Nat.* H, 1501).

2. Les réponses des sociétés d'agriculture sur les dessèchements des marais et défrichements des landes sont réunies en un dossier aux *Archives Nationales*, Série H. 4627. — Voir aussi un mémoire sur la nécessité de suspendre en faveur des défrichements, les dîmes noales, le champart.... *Archives Nationales* H, 1501.

discussions très vives à la suite desquelles chacun des deux principaux interlocuteurs rédigea un mémoire. On objectait à la réforme que c'était nuire aux droits seigneuriaux et aux droits du clergé, dont il n'est pas possible de disposer sans leur consentement.

M. Gaye essayait d'établir que la privation momentanée des dîmes et droits féodaux serait utile aux seigneurs et aux décimateurs, qui profiteraient bien vite et directement de l'augmentation de production qui en résulterait.

M. Dubois de Saint-Hilaire, au contraire, énumère les diverses espèces de droits féodaux et démontre que l'exemption proposée porte atteinte aux droits des seigneurs. Le fait d'ailleurs ne paraît pas douteux. « Quelle loi monstrueuse, dit-il, que celle qui permettait de se jouer ainsi de la propriété des seigneurs ». Il ajoute le raisonnement suivant qui, peut-être bien, n'était pas sans valeur :

« Les bras et les engrais nous manquent et non l'étendue du terrain déjà cultivé. Si donc les paysans amorcés, j'ose dire, trompés par la lueur de cette exemption, portent leur travail et une partie de leurs fumiers sur ces friches, ce travail et ces engrais se trouvent de moins sur les anciens champs » (1).

Le bureau de Brive se rangea à l'avis de M. Dubois de Saint-Hilaire et répondit à la Société de Paris que l'exemption proposée serait désavantageuse à la généralité de Limoges.

1. Cette discussion se trouve reproduite dans un discours prononcé à l'assemblée générale du bureau en 1763 (*Archives Nationales* H. 1503).

Il est à remarquer d'ailleurs que la déclaration du roi du 13 août 1766 qui accorde à tous ceux qui entreprennent des défrichements la même exemption que pour les desséchements, ne parle pas des droits seigneuriaux. Elle exempte seulement de dîmes, tailles et autres impositions.

Certains bureaux d'agriculture et en particulier la Société de Paris, avaient demandé une exemption pendant vingt ans. Plusieurs sociétés avaient demandé que cette exemption durât seulement 10 ans.

Par esprit de transaction, sans doute, la déclaration de 1766 en fixa la durée à quinze ans (art. 3).

Du reste, la réforme n'allait pas sans des difficultés imprévues. C'est ainsi que les habitants de la paroisse de Cessières, près de Laon, se plaignent amèrement de ce que la dame de Brétigny, sous prétexte de défrichement, a converti en terres labourables, un certain nombre d'arpents sur lesquels les paysans avaient un droit d'usage.

Il n'est malheureusement pas possible de connaître dans le détail l'effet de ces exemptions d'impôts : il semble qu'il y eut pendant un an ou deux une assez grande quantité de défrichements, mais le résultat fut de courte durée.

On constate, en effet, en 1784, que les défrichements ne se font pas. Diverses raisons en sont données, en particulier la dégradation du sol et la difficulté d'y faire passer la charrue.

La principale semble la suivante : les défrichements ne peuvent être faits que par des particuliers ; or la plus grande partie des terres en friche sont communales, ou du moins sont l'objet d'un pâturage commun ; si donc

un particulier s'avisait de défricher, il semblerait nuire au pâturage et « serait mis en pièces par les usagers ».

On signale cependant en 1784 un usage qui existerait dans certaines contrées de la Lorraine. Chaque année, un village ayant d'importants communaux mettait en adjudication une centaine d'arpents en friches. L'adjudicataire y semait de l'avoine ; le prix profitait à la communauté.

La concession ne durait qu'un an. Si comme on le proposait, la durée de la concession était portée à deux ou trois ans, et si l'on établissait une alternance des cultures, prairies, graines, céréales, on aurait bientôt, au lieu de friches, de vastes prairies artificielles (1).

Quoiqu'il en soit, il est certain que les sociétés d'agriculture ont eu dans cette question des défrichements un rôle actif des plus importants. Non seulement par leurs avis, elles ont préparé la réforme, mais encore elles ont largement contribué à son application. C'est par leur intermédiaire que sont adressées les demandes d'exemption. C'est ainsi que Valioud, qui a inventé aussi une charrue-semoir et que nous retrouverons plus tard, demandait une concession pour dessécher des marais, par l'organe de la Société de Laon (bureau de Soissons) (2).

Il existait en effet, dans l'élection de Laon, de nombreux marais, qui n'étaient que d'une faible utilité pour les communautés et dont on pourrait tirer un parti avantageux

1. Mémoire sur les défrichements de 1784. *Archives Nationales* H., 1624.

2. Lettre du sieur Valioud du 11 septembre 1764. *Arch. Nat.* H. 1502 (38).

pour le dessèchement. On en évalue l'étendue à 3.000 arpents, le long de La Souche. Valioud demande une petite concession dans ces terrains et se charge de faire les travaux nécessaires à l'assainissement et au dessèchement.

Les sociétés ont eu enfin sur l'œuvre des défrichements une influence plus directe et plus immédiate par des travaux d'ordre éminemment pratique. Les membres faisaient pour eux-mêmes des expériences et prêchaient d'exemple. Ils faisaient part de leurs essais dans des mémoires, lus en séance, commentés et répandus dans le public. Ces mémoires avaient souvent une portée générale et pourraient peut-être encore aujourd'hui servir de modèles sur bien des points.

C'est ainsi que le sieur Desmarais (1) écrivit sur les terrains en friche où des travaux seraient nécessaires, un mémoire où les différents terrains français sont passés en revue, et dans lequel il propose des moyens d'aménagement appropriés aux diverses formes du terrain.

Il divise les terrains en quatre parties :

I. Les gros coteaux et collines, les vallons incultes et qui n'ont jamais été boisés.

II. Les terrains à l'issue des bois, boisés autrefois.

III. Les terrains incultes, en grandes plaines, à cause de l'éloignement des villages.

IV. Les mares, marais, pâtis au milieu de la campagne cultivée, revers de petits coteaux, etc.

Les gros coteaux incultes de la première catégorie

1. *Archives Nationales* H. 1624.

sont très nombreux et sont dénommés aisances communales. La mauvaise herbe y étouffe la bonne, il y a même du roc à nu. Ces terrains sont très nombreux en Lorraine, en Bourgogne par exemple. Ils étaient autrefois boisés pour la plupart, mais comme ils étaient éloignés des villages et de la police, on a déboisé sans vergogne.

Si les défrichements ne s'y font point en 1784, époque où l'on écrit cette étude, c'est pour trois raisons :

- 1° A cause de la dégradation du sol ;
- 2° A cause de la difficulté d'y faire passer la charrue ;
- 3° Si un particulier voulait les cultiver, en raison d'une déclaration du roi, il serait mis en pièces par les villageois qui y jouissent en commun d'un pâturage dont le peu d'utilité est notoire. C'est donc à ces difficultés très précises, qu'il faudra remédier. Et non seulement l'auteur du mémoire signale les difficultés, mais encore les remèdes à y apporter.

Il y a des moyens d'y remédier, dit-il. D'abord on peut y favoriser le développement des prairies naturelles ou artificielles.

On a réservé en quelques lieux des sources pour l'irrigation des prairies et on dessèche les parties marécageuses qui gêneraient leur développement. Le sainfoin y réussit très bien. Dans les endroits très marécageux, des essences de bois blanc par boutures pousseront parfaitement.

Les villages ont « décombré » aux abords des maisons. On a essayé des plantations de pommes de terre, mais la pente du terrain et la pluie ont fait abandonner cette

culture. Ce qu'il y a de mieux pour le défrichement de ce genre de terres, c'est la création de prairies artificielles, trèfle, sainfoin et luzerne. Il faut semer de l'avoine pour prévenir, immédiatement après le défrichement, la dégradation de la surface. Plus tard, quand on aura de l'engrais (et on en aura lorsqu'on aura des prairies), on pourra faire des légumes. Pour éviter les ennuis de jalousies, il faudra faire le travail en commun. Il faut que le gouvernement donne l'exemple pour qu'on le suive et que la méfiance se dissipe.

Pour ce qui est des terrains autrefois boisés et déboisés et ravagés, Desmarais montre les inconvénients de ce déboisement, tant au point de vue de la disette du bois, que du ravinement et de l'abaissement de la température, etc., etc.

Ces réflexions sont d'une très grande sagacité et d'une très grande vérité d'observation.

Les causes du déboisement sont dues, soit à ce que le bétail a brouté les jeunes pousses, soit à ce que, quand on fait de l'herbe, « on cueille en même temps l'herbe et les pousses ».

Dans les villages, qui ont une toiture en chaume, il y a une prodigieuse quantité de verges et de baguettes employées pour l'entretien des toitures. Pour se procurer ces baguettes, il faut couper ces pousses jeunes.

Les bois généralement sont exploités en commun et on en tire du bois de chauffage.

Enfin, le bétail brûlé du soleil sur le coteau où l'herbe est aride et sèche se réfugie dans le bois bien souvent. Il faut donc reboiser, par semence, autant que possi-

ble : l'arbre semé s'acclimatant mieux au sol que le plan.

Il est facile de faire ce travail, que le bois soit aux communes, aux chapitres ou aux bénéfices consistoriaux : les ouvriers foisonnent.

Le moyen de reboiser c'est d'intéresser tout le monde à ce reboisement et que personne ne puisse s'imaginer d'être lésé par cette mesure. On voit combien ces conseils précis, fondés sur une très juste observation des choses et des gens, à une époque où on errait surtout par ignorance, pouvaient être précieux.

Ce mémoire d'ailleurs n'est pas isolé ; il y en a un grand nombre d'autres sur le même sujet, qui, imprimés et distribués, pouvaient être d'un puissant secours pour les cultivateurs de bonne volonté, qui voulaient se livrer au reboisement ou au défrichement.

Quant au dessèchement des marais, il est reconnu très utile par tous. Si les marécages sont laissés en friche, c'est que souvent les propriétaires étant morts ces terrains sont devenus communaux, qu'ensuite la culture n'est pas suffisamment enseignée et qu'on ne sait guère qu'y faire venir. Enfin on n'ose pas entreprendre ce travail long et coûteux.

Pourtant ce serait très utile. Le moindre fossé produirait un bon pré ou une bonne terre arable. Enfin le bois blanc y viendrait à merveille, le saule, etc.... Les carrières abandonnées feraient d'excellentes prairies artificielles en les irriguant. Enfin, bien des moyens pourraient être employés pour regagner du terrain, ne serait-ce qu'en supprimant les épaisses haies qui bordent les

champs dans certaines régions sans aucune utilité, en se préservant des ravines par des ravalements.

L'exemple pour tous ces travaux doit venir des hommes éclairés. Le paysan, traité comme il le mérite, suivra cet exemple, dès qu'on l'aura mis en mesure d'en comprendre l'intérêt et la nécessité.

Le sieur Allemand propose également des moyens de coercition administrative pour favoriser les dessèchements.

L'inventaire des dessèchements et défrichements opérés ou projetés pendant la période qui nous intéresse, les projets de partage des communaux et leur mise en valeur serait long à faire ici.

On trouve aux Archives de volumineux dossiers sur ces questions qui prouvent combien on s'y est intéressé et qu'un travail considérable a été accompli en ces matières (1).

§ 2. — *Perfectionnement de l'outillage.*

Les sociétés d'agriculture s'occupèrent également de perfectionner l'outillage si rudimentaire du cultivateur. Leur activité se porta sur tous les genres de travaux agricoles. Mais comme ce qu'on avait le plus à craindre c'étaient les disettes, ce fut surtout pour la culture des céréales qu'on fit le plus grand nombre d'essais et de créations.

On inventa de nouvelles charrues, de nouveaux semoirs,

1. *Archives Nationales* H. 1627. Inventaire des dossiers relatifs aux défrichements et aux dessèchements, etc....

de nouvelles batteuses, On chercha le moyen de suppléer mécaniquement au travail humain, puisqu'il n'y avait pas assez de bras pour la culture.

Nous trouvons une infinité de lettres et de mémoires sur les charrues. En 1767, c'est une lettre de M. Palerne par exemple, rendant compte des premiers essais de la charrue nouvelle construite à Bezu-le-Long près de Gisors. La lettre de M. Palerne est adressée au Ministre du département de l'agriculture au nom de la Société de Paris, qui en a discuté, et a fait écrire à ce sujet un mémoire par M.M. Turgot et Nolin (1). C'est encore en 1783 un mémoire intéressant sur un nouveau semoir économique et rapide, présenté à la société d'agriculture de Paris par Brun La Condamine (2).

Le 31 décembre 1786, Casalot envoie un nouveau modèle de machine à scier le marbre.

La même année (3) Collin soumet à la Société de Paris un projet de construction de charrue, qui ferait l'effet de bêche et par conséquent abrégerait d'autant le travail du cultivateur.

Pour favoriser le desséchement des marécages en même temps que pour assurer l'irrigation des prairies, la société d'agriculture de Lyon reçoit la description d'une nouvelle pompe, inventée à Milan, et dont on se sert déjà dans certaines parties de la plaine du Pô (4).

A Limoges, dès 1761, on présente à la société un mémoire

1. *Archives Nationales* H. 1501.

2. *Archives Nationales* H. 1624.

3. *Archives Nationales* H. 1624.

4. *Archives Nationales* H. 1625.

sur une nouvelle charrue à contre pour enlever la mousse des prés. Cette charrue a plusieurs avantages, dont le principal est d'être mise à la portée de tous par la modicité de son prix. La première construite n'avait coûté qu'un louis (1).

Les renseignements viennent de partout, même nous l'avons vu de l'étranger. Le cas de Milan n'est pas le seul.

On trouve un intéressant mémoire du sieur Dolfus par exemple, correspondant de l'ordre teutonique à Mulhouse sur une nouvelle machine à trier le blé noir. Ce mémoire est accompagné d'un plan au lavis de l'appareil et d'observations sur les expériences qu'on en a faites en Alsace. L'auteur se met même à la disposition du contrôleur général pour venir répéter ces expériences à Paris sous ses yeux (2).

En effet, c'était une règle absolue des sociétés de n'adopter et même de ne recommander aucun appareil qui n'ait été au préalable essayé et dont on n'ait effectivement reconnu l'avantage. Les essais se faisaient sur les terres louées par les sociétés.

A Limoges, on fit en 1761 l'essai d'une grande charrue à défricher. Voici quel en fut le résultat d'après les registres de la société de cette ville.

« On a fait atteler à la grande charrue à défricher les huit bœufs du domaine, qu'on a fait conduire dans un terrain dont le gazon qui couvre la superficie est lardé

1. *Choix de documents historiques sur le Limousin*. T. III, p. 212.

2. *Archives Nationales* H. 1625.

de gros jones marins (vulgairement ajones), dont les racines fortes et nombreuses sont très difficiles à arracher. Les cinq domestiques du domaine qui les accompagnaient leur ont fait tracer plusieurs sillons avec beaucoup de difficulté.

« On a remarqué que cette charrue entrait dans la terre à dix pouces et un pied de profondeur (au-dessous on a retrouvé le tuf) ; qu'elle pouvait s'enfoncer encore davantage ; qu'elle enlevait des morceaux de terre de quatre à cinq pieds de long sur deux de large et faisait beaucoup plus d'effet que les charrues ordinaires. Mais on a observé en même temps que les terres n'étaient pas assez bonnes en Limousin pour être fouillées si avant, puisque au lieu de tirer de bonne terre, on n'amenait que du tuf incapable d'aucune espèce de végétation, ce qui fait croire à la société qu'il n'y a rien à changer à la construction des charrues communes, ni à la manière de labourer, si ce n'est de recommander de plus fréquents labours.

« Après ce labour on a fait porter la sonde. On ne l'a essayé que dans un endroit argileux auprès de la tuilerie ; on n'en a tiré qu'une argile très forte, et l'eau est venue ensuite.

« La société prie l'intendant de la faire instruire de quelle manière on sonde aux environs de Paris et des équipages nécessaires à cet instrument pour en rendre le travail moins fatigant ».

Indépendamment de ces améliorations d'outillage, on cherche de nouveaux procédés de culture, ou de nouveaux moyens de pourvoir à la nourriture du bétail.

M. de la Valette en 1786 fait les premiers essais d'un moulin à briser les ajoncs pour les rendre propres à la nourriture des bestiaux. En Bretagne, où l'expérience était faite, c'était un moyen efficace de prévenir la disette du fourrage en employant les productions naturelles de la lande bretonne (1).

On propose de nouveaux moyens de culture de la vigne à Brive. Les considérations sur le marcottage sont assez curieuses pour qu'on les cite ici. Elles sont faites par Cabanis et rapportées sur le registre de la Société d'agriculture du bureau de Brive.

« Après avoir détaillé les différentes façons de multiplier la vigne, qui sont généralement connues dans ce pays, comme les provins, les boutures et les marcottes fautilles (?) sur bois vieux qui font toujours périr la souche mère; il est, ajoute notre observateur, une autre manière singulière et ingénieuse de faire des marcottes fautilles, sans épuiser les ceps et c'est celle qu'il a en vue dans son mémoire.

« Elle consiste à coucher en terre, sur la fin de juin ou dans tout le mois de juillet, quelques jets de vigne les plus rempants et de les recouvrir d'un peu de terre, excepté vers la pointe qui doit sortir environ demi-pied; ces marcottes, sans autre façon ni appareil, continuent leur crue progressive, comme elles eussent fait en demeurant en plein air et la partie enterrée pousse en même temps des racicules qui l'aident à se fortifier. Par ce moyen, le nouveau sarment, tirant en partie sa nour-

1. *Archives Nationales* H. 4624.

riture de la superficie de la terre par le moyen de ses nouvelles racines, dépense d'autant moins de sève à la souche mère. Il devient quelquefois assez long et assez vigoureux, surtout dans les jeunes vignes, pour être coudé une seconde fois au commencement d'août et donne ainsi deux marcottes d'une seule pousse. M. Cabanis avertit ici que les vieilles vignes sont peu propres à cette opération et assure que les marcottes sur bois nouveau étant plantées sur un défoncement bien amendé donnent les pousses les plus vigoureuses dès la première année et communément des raisins à la seconde ; qu'elles ont toujours au moins un an d'avance sur les boutures non enracinées ; et que par la comparaison qu'il en fait soit avec les boutures enracinées, soit avec les marcottes sur bois vieux, il trouve deux avantages bien décidés dans les marcottes sur bois nouveau.

« 1° Les boutures et marcottes sur bois creux demeurant plus longtemps dans la terre, font de longues racines qu'on est obligé de raccourcir en les séparant du tronc ; au lieu que les marcottes sur bois nouveau, ne demeurant enterrées que depuis le mois de juillet jusque sur la fin de l'automne, ne font d'ordinaire qu'une touffe de radicules ou chevelus très propres à s'établir vigoureusement et à s'étendre dans un terrain ameubli par le défoncement et amendé par quelques engrais.

« 2° On est obligé d'attendre au moins un an de plus pour les marcottes ordinaires et deux pour les boutures enracinées ; au lieu que les marcottes dont M. Cabanis vient d'indiquer la façon, sont aussitôt prêtes à planter en place que les autres à couder en terre ; et notre obser-

vateur ajoute fort à propos que le petit binage fait au mois de juillet pour enterrer la pousse nouvelle est toujours avantageux à la vigne.

« M. Cabanis ne s'attribue point l'honneur de la découverte, il avoue qu'il tient cette pratique d'un excellent vigneron chez qui elle était comme concentrée, il y a environ 20 ans, et pour lui, bon patriote, il se fait un devoir et un plaisir de la communiquer, il assure qu'il l'a pratiquée avec beaucoup de succès et toujours avec une nouvelle résolution de continuer et il se promet que ceux qui se donneront la peine d'en essayer penseront et agiront de même ».

Ceci prouve une fois de plus combien la documentation des membres des sociétés est sérieuse et pratique.

Jamais ou rarement du moins, on ne se renseigne ailleurs que chez des professionnels expérimentés, et l'on fait profiter par l'intermédiaire du bureau d'agriculture, tous, de l'expérience de quelques-uns.

Pour favoriser la pousse des semences, on invente des engrais et des poudres végétatives de toutes sortes.

On imagine des engrais artificiels avec des combinaisons de chaux et de gazon, de marne, etc. Témoin l'engrais imaginé par Des Renaudies à Limoges, avec de la chaux et des gazons. « Son procédé était de faire creuser une fosse jusqu'au tuf et de faire enlever le long des haies et ailleurs des gazons d'un pouce d'épaisseur, qu'après il couvrait légèrement de chaux, au-dessus de laquelle il faisait mettre un autre lit de gazon, l'herbe tournée du côté de la chaux. Au-dessus de ce second lit, il en faisait étendre un troisième, en sorte que la

terre touchât la terre et que l'herbe fut en dessus... (1).

Des mémoires parlent de la découverte d'un certain nombre de poudres végétatives destinées à épargner aux cultivateurs la moitié de leurs semences, etc., etc.

Les études de ce genre sont longues à énumérer et à commenter et nous n'en pouvons donner ici que des spécimens isolés de nature à montrer l'activité des sociétés.

Elles s'occupèrent non seulement de la production, mais encore de la conservation des denrées produites.

Elles luttèrent, nous le verrons dans un chapitre ultérieur, contre les fléaux destructeurs des récoltes, mais nous pouvons citer ici d'autres précautions recommandées par les sociétés pour la conservation des grains et des fourrages, la construction des planchers des greniers à foin, des clairvoyes, etc., etc.

Il faut encore ajouter, à l'éloge des sociétés d'agriculture, qu'elles examinaient les nouveautés avec un véritable esprit critique et souvent même s'en défiaient. Même les livres les plus en vogue, comme le *Traité de la culture des terres* de M. Duhamel (2) étaient jugés par elle à leur juste valeur. M. de Puymarets donnait de ce livre une sévère appréciation : « Je prie les Messieurs du Bureau de se tenir en garde contre l'esprit de séduction qui est dans le *Traité de la culture des terres* de M. Duhamel. Cet honnête et bon citoyen a été la dupe de son imagination et il a fait des dupes. Il est bien constaté aujourd'hui que la nouvelle méthode de cultiver est un beau rébus. Les

1. *Choix de Documents historiques*, III, p. 192.

2. Bureau de Limoges. Séance du 16 janvier 1765. *Choix de documents historiques*, t. III, p. 229.

personnes qui l'ont pratiquée en grand s'y sont ruinées. Laissez donc de côté l'histoire des semailles, des charrues à houe, à herse, etc... ».

Il fallait en effet, se défier des inventeurs de toutes sortes plus ou moins honnêtes et qui surgissaient à la faveur de la vogue régnant alors pour l'agriculture.

Cette défiance se montre tant sur l'outillage que sur les inventions chimiques. Ainsi, à Brive, on lut des mémoires élogieux sur certaines liqueurs et poudres qui avançaient beaucoup la germination. Mais le bureau avait fait remarquer, qu'à côté des certificats qui prônaient ces poudres, un grand nombre de personnes s'en plaignaient et que M. Montalembert en particulier avait vu son grain gâté par elles.

Ces critiques sont un témoignage de la bonne foi du travail des sociétés d'agriculture.

§ 3. — *La protection des bois.*

Les sociétés d'agriculture s'intéressent tout particulièrement à la protection des bois. On cherche les causes du déboisement et les moyens d'y remédier.

C'était en effet une grande menace, planant toujours sur les grandes villes, que la disette du bois, à une époque où le bois était pour ainsi dire le seul combustible. Les sociétés s'efforcent de trouver des moyens de supprimer l'usage des bois dans bon nombre de ses emplois actuels.

Ainsi à Bourges, l'Intendant demande, au nom de la

société, un règlement empêchant les Berrichons de lier les gerbes avec du bois. En Champagne on fait la même demande.

La conservation des bois a mérité dans tous les temps l'attention du gouvernement. Cette attention a produit des règlements généraux, mais il semble qu'il serait nécessaire qu'elle en formât de particuliers lorsque le mieux l'exige dans certaines contrées.

En Champagne, par exemple, où il y a beaucoup de vignes, il est certain qu'il se consomme plus de bois que dans une autre province, dont la terre n'est propre qu'au labourage.

Les échalas, nécessaires au soutien et à la culture de la vigne, font de ce côté-là un objet de consommation considérable, « auquel on ne saurait parer, parce que les vins sont un des principaux commerces de cette province ; par cette raison-là même, il paraît nécessaire de donner la plus singulière attention aux objets qui peuvent augmenter cette consommation ».

On se plaint également d'une grande consommation de bois pour la récolte et l'engrangement des grains. Dans certains cantons ou élections de cette province, dans celle de Bar-sur-Aube, Vitry, Chaumont, Joinville, l'usage est de se servir de liens de bois pour l'amas et le transport des gerbes de froment, de méteil, de seigle. Les liens sont très minces, on en convient, et si on les laissait grandir, ils fourniraient au moment prescrit pour les coupes ordinaires de bon bois de chauffage, des échalas, ou même du bois de bâtiment.

Le remède pour arrêter cette dégradation des bois que

l'usage de ces liens semble avoir autorisée, ou au moins rendue comme nécessaire, est bien simple, c'est d'obliger le laboureur qui a une charrue et les autres en proportion, de semer en seigle un arpent de ses meilleures terres. « Cette espèce de grain mûrit et se récolte avant tous les autres ; sa paille qui est plus propre aux liens que le bois même, fournira donc les liens nécessaires à l'amas et au transport des autres céréales.

« Cette pratique est générale, paraît-il, en Lorraine. Elle y est obligatoire pour tous les cultivateurs et elle n'a aucun inconvénient.

« Il ne peut que produire la conservation de l'objet en question, et occuper moins le cultivateur, parce que le temps qu'il donne à couper ses liens de bois, à les préparer, à épier le moment de faire sans risque un délit, il le donnera à son labour, à chose utile. C'est donc faire le bien que d'établir cette pratique en Champagne.

« Il faut donc demander sur ce point une ordonnance particulière à M. l'Intendant qui l'ordonne sous telles peines qu'il lui plaira » (1).

Tandis qu'en Champagne, où le vin est la grande richesse, on voit la nécessité de conserver les échalas de bois pour la vigne, ailleurs, on propose au contraire de la cultiver sans échalas, lorsqu'on n'y voit pas d'inconvénient grave.

A Soissons par exemple, des études sont faites sur la consommation de bois qui nécessite ce procédé. Le résumé de ces études peut être fait de la manière suivante :

1. *Archives Nationales* H. 1502.

La disette de la production du bois dont la capitale et quelques provinces sont menacées est effrayante. Elle naît du défaut d'ordre dans l'administration des forêts. En attendant que le gouvernement ait pris les mesures nécessaires à cette bonne administration, ce qui sera long, les procédés qui peuvent réaliser quelque économie dans cette branche de la production sont intéressants.

Une quantité énorme de bois est consommée par exemple, dans la culture des vignes et échalas. Cet abus n'est pas très sensible à cause de la petitesse des morceaux de bois ainsi employés, mais il le deviendra si l'on y réfléchit.

D'après le calcul fait par le rapporteur de ce mémoire, 100 bottes d'échalas équivalent à deux cordes de bois ou à 50 fagots, dits fagots à chevalets.

Pour échalasser 100 arpents de vigne, il faut 10.000 bottes d'échalas, donc, 200 cordes de bois ou 5.000 fagots.

Mais un territoire qui n'aurait que 100 arpents de vigne serait encore peu considérable. Et de plus, il faut recommencer tous les ans. 16 villages du Laonnais, qui ne forment qu'un arrondissement de 3 lieues de diamètre, consomment annuellement en échalas 3.200 cordes de bois, soit 80.000 fagots. Que serait-ce, si l'on faisait ce calcul pour tout le royaume? Sans doute, si on faisait rentrer dans le chauffage le bois consacré aux échalas, il faudrait le couper tous les 15 ans et non tous les 10 ans. Mais, la suppression des échalas donnerait quand même annuellement 2.153 cordes de bois, ou 53.333 fagots de plus sur le petit espace de terrain considéré.

Les verreries, les boulangeries, les communautés et

tous les grands établissements trouvant à plus bas prix un bois meilleur à leur usage, renonceraient au gros bois qu'ils emploient, qui ne servirait plus alors qu'au chauffage des grands.

Ce n'est pas une loi prohibitive qui doit amener la suppression des échalas : elle manquerait son effet en choquant les opinions et serait impraticable dans l'état actuel des vignes. Mais le grand intérêt des propriétaires les y portera naturellement dès qu'on leur aura montré l'exemple et les moyens de le suivre.

En Guyenne, Provence, Languedoc, la vigne est cultivée en arbuste. En Champagne ce n'est pas la même chose. Mais l'auteur dont nous parlons a fait des essais sur une dizaine de plants. Il demande au gouvernement des subsides qui lui permettent de continuer ses expériences, et de les faire sur une plus grande échelle. 4.000 francs lui suffiraient.

Pour tout privilège, il demande de ne pas payer les intérêts. Il restera d'ailleurs le correspondant assidu et de la société d'agriculture de sa généralité et du contrôleur général pour lui faire part du succès de ses expériences (1).

Enfin, non seulement on s'occupe de protéger le bois existant, mais encore d'en renouveler les essences, dans des pépinières bien entretenues et rationnellement plantées. On avait autrefois, pour arrêter la destruction des bois, créé dans plusieurs généralités des pépinières royales, dont l'entretien coûtait fort cher et nécessitait un

1. *Archives Nationales*. H. 1624.

personnel nombreux d'entretien et de surveillance. Les sociétés d'agriculture, aidées par les intendants, tentèrent de remédier à ces dépenses inutiles et inefficaces en organisant sur un nouveau plan les pépinières.

On planta des routes sur l'initiative de l'intendant du Limousin, Pajot du Marcheval. Les sociétés tentèrent d'organiser partout où c'était possible des pépinières centrales bien entretenues. Pour la pépinière de Limoges, par exemple, on fit venir d'Angoulême 7.800 frênes, 4.000 noyers, 25.000 ormes et des peupliers blancs.

Dans cette pépinière on n'avait rien fait pour les arbres fruitiers. Mais dans la généralité d'Orléans au contraire, il y en avait une importante pépinière dont la plupart des provinces voisines restèrent tributaires jusqu'au moment où comme à Brive, à Angoulême, à Soissons, à Tours, les autres villes organisèrent des pépinières d'arbres fruitiers.

Dans ces diverses pépinières on essayait l'acclimatation des essences nouvelles. On fit des expériences de plantations de châtaigniers et de pins sur les pentes. On introduisit en Limousin, en Auvergne, dans le Lyonnais, le chêne liège, le sapin; on cultiva le mûrier en grandes quantités.

Enfin, des lettres circulaires furent envoyées à toutes les sociétés d'agriculture du royaume, sur la manière d'élaguer et de soigner les arbres des routes. Les sociétés y répondent par des compléments sur les causes du dépérissement de ces arbres, qui vient non seulement de la manière défectueuse dont sont pratiquées les tailles, mais encore du peu de discernement qui a jusqu'ici pré-

sidé au choix des plants, des connaissances insuffisantes de la nature et des capacités des terrains, de la négligence à creuser des fosses assez profondes pour les plants, et à conserver l'intégrité de leurs racines, etc., etc.

A toutes ces défectuosités, chacun propose quelque remède et l'on finit par avoir presque trop de conseils pour pouvoir les mettre en pratique. Pourtant les routes deviennent plus ombragées et les arbres qui les bordent plus beaux grâce aux essais faits sur l'instigation des sociétés.

§ 4. — *Lutte contre les fléaux agricoles.*

Enfin on s'occupa dans le même sens et pour protéger la France contre les trop nombreuses et épouvantables disettes de lutter contre les fléaux destructeurs des récoltes.

On s'occupa de la carie du blé avec acharnement.

Plus de cent mémoires de l'époque étudient cette maladie, ses symptômes, ses causes, les remèdes à y appliquer.

Les compositions chimiques proposées sont innombrables. Elles sont parfois un peu inattendues et renferment autant de principes efficaces que de matières sans aucune efficacité, produits de vieux dictons populaires. Voici l'une de celles qui ont la plus grande faveur : c'est la lessive attribuée à M. Tillet.

Est-ce lui qui l'a inventée ? cela importe peu. Toujours est-il qu'on s'en sert depuis longtemps. Cette lessive paraît absolument nécessaire. Elle est à un prix très

modique et tout le monde peut s'en procurer ; il en faut d'ailleurs assez peu (1) :

« Huit livres pour 1.200 livres de froment. De plus si ces 1.200 livres de froment avaient épuisé les 240 pintes d'eau qu'il a fallu pour la lessive, on pourrait encore mettre autant d'eau dans la cuve sans remettre d'ingrédients.

La préparation est la suivante :

« Un demi-boisseau de chaux vive.

« Un demi-boisseau de fiente de pigeon.

« Un demi-boisseau de cendres de foyer.

« Une mesure de sel marin (6 à 7 livres).

« Mettre le tout avec de l'eau ; quand le mélange est d'une grande fluidité, y tremper le grain : On peut le semer immédiatement après ».

Il y en a cinquante autres ; mais toutes sont à base de chaux (2).

Les charançons ne sont pas un sujet d'études moins fécond. Il y avait peu de temps encore, les tribunaux rendaient des arrêts contre ces animaux ; les sociétés d'agriculture procèdent d'une manière plus efficace en cherchant les moyens de les détruire. Un certain nombre de

1. *Archives Nationales* H. 1624 (Document Bion).

2. *Archives Nationales*.

Brevet 1786 : Moyen de se procurer du froment exempt de carie, H. 1624.

1785 Carie des blés : Mémoire pour l'éviter. H. 1624.

Mémoire sur le papillon des blés (Bureau d'agriculture d'Auch) Montaur, H. 1626.

Voir 18 Mémoires sur ce sujet dans le carton H. 1624 aux archives nationales et les nombreux autres dans tous les cartons consacrés aux travaux des sociétés d'agriculture.

provinces souffraient de l'envahissement de ces animaux dans les récoltes, à l'état chronique.

On se livra à des études nombreuses sur la vie et les besoins de ces insectes (1). Les sociétés d'agriculture réclamèrent des expériences et des enquêtes scientifiques à ce sujet.

C'est ainsi que M. Duhamel fut envoyé dans plusieurs provinces, notamment en Angoumois, où il resta deux ans avec un autre de ses collègues de l'Académie des sciences.

Ils firent des essais et parvinrent à la découverte d'une méthode qui les détruisit en partie. Turgot enthousiasmé fit répandre ces mémoires à profusion dans les campagnes qui souffraient du fléau.

Contrairement aux autres mémoires des sociétés d'agriculture qui, bien qu'à un prix très modique étaient cependant vendus, celui-ci fut distribué gratuitement. On songeait même à le faire traduire dans les différents patois afin que tous, même les illettrés, fussent à même de comprendre sans ambiguïté les procédés qu'on y préconisait.

D'ailleurs, il faut ajouter que ces procédés étaient loin d'être infaillibles et, encore aujourd'hui on souffre des ravages des charançons dans bien des régions.

D'autres moyens furent essayés ; il existe en particulier des mémoires de 1785 et 1786 qui font l'étude scientifique de ces animaux (2).

Les vers blancs et les hannetons sont le sujet d'autres

1. Turgot. *Œuvres*. T. I, p. 519.

2. Babaud de Logerie. *Archives Nationales* H. 4624. Voir aussi les nombreux mémoires sur ce sujet aux *Arch. Nat.* H. 4503.

études du même genre dont quelques-unes sont très remarquables.

Adam, secrétaire perpétuel de la Société de Caen, propose un moyen radical de destruction, dans une très belle étude précédée de considérations d'histoire naturelle sur les hannetons, et suivie de la description des ravages commis par ces insectes.

Un extrait des procédés proposés par Adam, considérés comme très sérieux par la Société de Caen, par celle de Paris à qui l'on avait transmis le travail, et par le contrôleur général, fut donné aux journalistes afin qu'on les rendit publics (1).

Cependant il était bien difficile de trouver des procédés de destruction applicables à toutes les provinces. Et le procédé d'Adam, en particulier, fut reconnu impraticable pour l'une des provinces qui souffrait le plus des vers blancs, le Hainaut, car il fallait que les cultivateurs défonçassent leurs pâtures et par conséquent qu'ils vendissent leurs bestiaux.

Mais on ne s'arrêtait pas pour si peu et nous trouvons aux *Archives Nationales* des lettres de Calonne, consultant les sociétés d'agriculture à ce sujet et leur demandant le moyen de concilier la destruction du ver blanc avec l'existence des pâtures.

On tenta de détruire les loups qui font encore à cette époque bien des ravages. En Limousin, Turgot accorde des primes à leur destruction.

Pour un loup, il donnait 12 livres ; pour une louve 15 livres ; pour une louve pleine, 18 livres ; pour un

1. *Archives Nationales* H. 4624.

louveteau, 3 livres, pour un loup reconnu enragé, 48 livres. Cette gratification était accordée par le sub-délégué sur la présentation de la tête de l'animal, ou de la peau toute entière s'il s'agissait d'une louve. Pour éviter les fraudes, une fois la gratification payée, on coupait une oreille à l'animal (1).

A Laon, les paysans s'assemblent pour écrire une protestation contre les nobles qui laissent les lapins envahir les terres, et, par l'intermédiaire de la société d'agriculture, l'adressent au contrôleur général :

« Nous vous supplions, Monseigneur, de vouloir bien prendre en commisération notre état et considérer qu'il est contraire à tous les principes naturels, de tolérer que des milliers de lapins, qui se multiplient tous les jours, pâturent la subsistance de 500 pauvres habitants dont la vie doit être précieuse à l'Etat » (2).

Cette pétition, signée de tous les paysans, des croix remplaçant la signature de ceux qui ne savaient pas écrire, provoquèrent des études de la société d'agriculture et des mesures importantes prises par l'intendant contre l'envahissement de ces animaux grands destructeurs de récoltes.

Il y eut un procès pour le même sujet contre la dame de Brétigny, qui permettait de pareils ravages, procès qu'elle perdit ; et le village put arriver à se débarrasser des lapins.

On cherche aussi à détruire les oiseaux nuisibles, tels que pies, geais, corbeaux. Les uns proposent de mettre

1. Turgot *Œuvres*, I, 659.

2. *Archives Nationales* H. 1502 (pièce 36).

le feu aux nids (1), d'autres de faire des appâts empoisonnés à la noix vomique (2).

Enfin, des mémoires nombreux proposent de détruire les animaux par d'autres animaux moins nuisibles ou absolument inoffensifs, espérant trouver dans ce moyen nouveau, la possibilité de concilier avec tous les besoins la destruction des fléaux.

C'est ainsi qu'un mémoire étudie les mœurs de l'insecte ichneumon, que l'on désirait introduire dans les campagnes envahies par les pucerons (3) ; un autre, d'acclimater en France l'oiseau appelé martin, grand mangeur de sauterelles, pour essayer d'enrayer l'envahissement des sauterelles dans le midi de la France et notamment en Guyenne etc., etc. (4).

Ces quelques indications très résumées sur les travaux des sociétés d'agriculture touchant l'amélioration des moyens de culture et la lutte contre les fléaux et les disettes montrent combien elles étendirent leur activité et leurs connaissances. Toutes les questions graves de l'agriculture leur sont soumises, et, si l'on avait tiré des études qu'elles ont faites sur tous ces sujets, tout ce qu'on eût pu en tirer, si surtout on avait en assez d'argent et assez de bonnes volontés pour faire aboutir ces études à des expériences sur une grande échelle, l'agriculture y aurait beaucoup gagné. Nous allons voir que la rénovation agricole entreprise par les sociétés porta

1. *Archives Nationales* H. 1625.

2. *Archives Nationales* H. 1501 (pièce 190).

3. Pressac de la Chagnaye. *Archives Nationales* H. 1626.

4. Jacquelin Duplessis. *Archives Nationales* H. 1625.

non seulement sur l'amélioration de ce qui existait, mais encore sur l'introduction de cultures nouvelles, et de nouvelles espèces de bétail, qu'elles ont contribué à acclimater en France pour le plus grand bien du pays.

CHAPITRE III

CULTURES NOUVELLES ET ÉLEVAGE

§ 1. — *La pomme de terre.*

Les sociétés d'agriculture jouèrent un rôle des plus importants dans l'introduction de ces cultures nouvelles, qui depuis ont prospéré en France avec tant de succès, telles que la pomme de terre, la betterave, le maïs, la garance, etc., etc.

Le mobile de ces travaux était toujours le même : essayer de prévenir les disettes de pain pour les hommes, de fourrage pour les bêtes. Le manque de pain sera au fond de tous les mouvements populaires de la Révolution, mais la hantise de la disette date de plus loin. Pendant la période qui nous intéresse, on peut dire que la peur de mourir de faim a inspiré bon nombre de réformes et d'études.

Parmi tous ces travaux un des plus intéressants à suivre, c'est l'histoire de la popularisation de la pomme de terre par les sociétés d'agriculture.

La légende veut que l'introducteur de la pomme de terre en France soit Parmentier, mais les faits prouvent

que la pomme de terre y était déjà connue depuis près de deux siècles.

La culture avait commencé à se vulgariser dès le commencement du XVIII^e siècle et en 1727 d'après Vaillant on pouvait la rencontrer aux environs de Paris. Mais la pomme de terre était entourée de bien des défiances, et comme la plupart des innovations, elle fut considérée comme dangereuse et malsaine. On conta même qu'un arrêt rendu par le Parlement de Besançon s'exprimait ainsi au sujet des « patates » : « Attendu que la pomme de terre est une substance pernicieuse et que son emploi peut donner la lèpre, défense est faite, sous peine d'une amende arbitraire, de la cultiver dans le territoire de Salins ». Cet arrêt, dont l'existence n'est pas assurée, serait de 1630.

Le fait certain est que, malgré cette prohibition, la culture de la pomme de terre s'étendit, et qu'en 1715 sur la demande des abbayes de Senones, Moyenmoutiers et Etival et de la communauté des dames de Remiremont, la cour souveraine de Lorraine et Barrois, le 28 juin, rendit un arrêt par lequel elle autorisait les demandeurs à lever « la dîme des topinambours ou pommes de terre ».

Petit à petit on avait reconnu la bonté de ce tubercule dans l'alimentation. Quelques ouvrages d'agriculture tels que l'*Ecole du Jardin Potager* par de Combles en 1749, le *Traité de la culture des terres* par Duhamel du Monceau, commencé en 1755, commencent à parler en faveur de la pomme de terre.

Voici ce que Duhamel disait : « outre qu'elle est très

utile pour toute espèce de bétail, elle est encore d'une grande ressource dans les années de disette pour la nourriture des hommes. Quand on y est une fois accoutumé, elle plait au goût au moins autant que les navets, surtout si l'on fait cuire ces pommes de terre avec un peu de lard ou de salé. Il est étonnant de voir la consommation qui s'en fait en Angleterre, en Ecosse et en Irlande ».

C'est Duhamel qui consacra définitivement à ces tubercules le nom de pommes de terre supplantant celui de truffe, de patate ou batate.

Dès 1759, la Société d'agriculture de Bretagne avait fait faire des expériences sur les pommes de terre (1), et dès 1765, grâce aux sociétés des différentes provinces, les pommes de terre sont répandues sur une assez grande partie du territoire, en Lorraine, en Alsace, dans le Lyonnais, le Nivarnais, le Dauphiné, etc.

Dans l'*Encyclopédie* des articles tendant à la vulgarisation des pommes de terre paraissent (2).

C'est à cette époque que Parmentier, membre influent de la Société d'agriculture de Paris, commença son œuvre en faveur des pommes de terre.

Autour de lui il en fit manger. La Société de Paris fit faire des cultures de pommes de terre dans ses domaines d'expériences aux environs de la capitale. Lui-même cultiva de ces plants dans un domaine réputé inculte, qu'on lui avait concédé dans la plaine des Sablons, et nous ne rappellerons pas ici l'histoire du bouquet de ces fleurs

1. Corps d'observations de la société d'agriculture de commerce et des arts, établis par les Etats de Bretagne.

2. *Encyclopédie*. Edition de 1765 et *supplément* de 1777.

qu'il offrit à Louis XVI et qui lui conquirent la cour et le roi.

Mais il eut à lutter encore contre bien des superstitions et bien des mauvaises volontés. La faculté et surtout les vieux médecins lancèrent contre cette plante des imputations comparables à celles du légendaire arrêt de Besançon : la pomme de terre engendrait des fièvres, la pomme de terre était la cause des épidémies de 1771, etc. Mais de pareilles accusations tombaient d'elles-mêmes, et la pomme de terre reprit son crédit, après que l'abbé Terray, alors contrôleur général, eut fait rendre par la Faculté de Médecine un avis favorable qui rassura les esprits (1).

Les sociétés d'agriculture multiplièrent entre 1770 et 1785 les mémoires sur ce sujet. Afin d'encourager plus vivement encore la culture des pommes de terre, différents sujets furent mis par elles au concours.

La Société de Besançon par exemple, mit au concours le sujet suivant : « Indiquer les végétaux qui pourraient suppléer en temps de disette à ceux que l'on emploie généralement à la nourriture des hommes et quelle en devrait être la préparation ». Le prix fut décerné au mémoire de Parmentier qui naturellement préconisa la pomme de terre.

En 1778 cet agronome écrivit son fameux *Examen chimique de la pomme de terre* et quelques années après en 1784-1785 les expériences de culture furent faites avec assiduité à Grenoble et dans la plaine des Sablons.

1. Cuvier, *Éloge de Parmentier*,

La Société d'agriculture de Paris fit même en 1788 une vaste distribution des meilleures espèces de pommes de terre qu'on avait chargé Parmentier de choisir.

La distribution fut faite par les comices. A chacun d'eux on donna environ 40 boisseaux de pommes de terre (1).

Parmentier ne fut pas seul à mener sa campagne : il fut puissamment soutenu et en particulier par Turgot, dès qu'il fut nommé intendant du Limousin.

L'introduction du nouveau tubercule dans cette province est assez curieuse pour mériter d'être citée ici. La Société d'agriculture de Limoges est certainement, sur l'initiative de Turgot, une de celles qui fit le plus pour la pomme de terre.

On raconte que ce fut le chevalier Binet, un anglais mystérieux arrivé à Brive vers 1750 qui, lié avec quelques personnages de conséquence à Brive, leur fit manger à sa table de la morue avec des pommes de terre (2). Si bien que lorsqu'en 1764, Turgot voulut faire envoyer des pommes de terre au bureau de Brive, on lui répondit qu'il y en avait déjà.

Mais, les paysans étaient loin d'avoir adopté cette nourriture et d'y avoir confiance. Il fallut les constantes objurgations de la société d'agriculture et les efforts de Turgot. Ce dernier fit porter des pommes de terre dans sa généralité. Il en fit distribuer et, ceux qui en avaient cultivé vinrent l'année suivante présenter des échantil-

1. *Archives Nationales* H. 1501 (229). Lettre de M. Berthier, 13 mars 1788.

2. *Bulletin. Soc. Arch. de la Corrèze*. XVI, p. 177 et XVIII, p. 121.

lons de leur récolte au bureau d'agriculture. A Brive, Turgot fut secondé par Dubois de Saint-Hilaire qui, dès 1768, en eût une grande récolte.

En 1766, Turgot mentionne déjà les pommes de terre comme une culture importante de sa généralité : « On doit mettre les pommes de terres au nombre des légumes. Sa culture commence à s'étendre dans les élections de Limoges et d'Angoulême et dans celle de Tulle cette année seulement » (1).

En 1770 enfin, la pomme de terre était suffisamment cultivée pour éviter la famine lors de la terrible disette des grains qui sévit cette année-là.

Les membres de la société d'agriculture et Turgot avaient dû prêcher d'exemple pour réussir à triompher des préjugés et de la routine. Ils servaient à leur table des pommes de terre, ils en cultivaient dans leurs propriétés. On dit même qu'ils allaient chez les paysans en manger avec eux pour les mettre en confiance.

Cette campagne menée par les sociétés d'agriculture en faveur de la pomme de terre méritait qu'on s'y attardât ; car elle fut certainement une de leurs œuvres les plus fécondes en résultats et un de leurs succès les plus éclatants.

§ 2. — *Betterave champêtre ou racine de disette.*

La betterave fut également l'objet de soins particuliers de la part des sociétés d'agriculture. Les disettes de

1. Turgot. *Œuvres*. T. I, p. 538.

fourrage étaient en effet, toujours à craindre dans un pays où l'usage des prairies artificielles était très peu généralisé et où même avec des primes et des encouragements on commençait à peine à en établir.

La betterave champêtre constituait un excellent fourrage d'hiver pour les bestiaux, aussi les sociétés donnèrent-elles tous leurs efforts à la vulgarisation de cette culture. Non seulement elles écrivirent des mémoires et des études sur cette plante, mais encore elles favorisèrent son développement par l'envoi gratuit de graines.

Quantité de lettres adressées soit aux sociétés, soit au contrôleur général par l'intermédiaire de ces dernières, réclament de la graine de « racine de disette », ou encore de turneps comme on les appelle.

On en plante partout et partout on en réclame. C'est peut-être là que les insuffisances pécuniaires se firent le mieux sentir en matière d'agriculture. Jamais les envois de graines ne furent suffisants, même à demi.

En 1785, Commerel (1) envoie un mémoire sur la betterave et propose des moyens nouveaux de s'en servir pour la nourriture des bestiaux. En 1786, Vergennes écrit à divers intendants pour leur expédier quelques sacs de graines (2). En 1788 à Amiens, alors que la grêle avait tout dévasté, on supplie le contrôleur général d'expédier au plus vite des graines de turneps afin d'éviter une terrible disette (3).

La betterave commença dès lors à prendre une grande

1. *Archives Nationales* H. 1624.

2. *Archives Nationales* H. 1624.

3. *Archives Nationales* H. 1510².

extension. La betterave fourragère se développa pendant 10 ans, mais fut bientôt supplantée par la betterave à sucre devenue si précieuse plus tard, lors de la découverte d'Achard en 1799, et surtout, depuis qu'avec le premier Empire on commença la fabrication du sucre de betterave industriel.

A cette culture de la betterave comme fourrage, il faut joindre les intéressantes introductions de nouvelles espèces de fourrage, tels que le maïs (1), qui pouvait servir non seulement comme fourrage mangé en vert, mais encore dans certaines régions comme nourriture en grains. Le maïs prit possession, grâce aux sociétés d'agriculture, d'un grand nombre de terres où l'on n'eût pu cultiver le blé. On s'en servit en graines pour l'élevage des poulets et l'engraissement des porcs en Béarn, en Limousin, en Bretagne.

On essaya aussi la culture de différentes espèces de choux à fourrages venus d'Allemagne ainsi que du grand chou d'Anjou (2). Dans les environs de Paris même, on fait l'essai de ces choux, dont on a tiré grand profit en Allemagne et l'on en tire un fourrage nutritif et sain.

§ 3. — Cultures industrielles : la garance, le mûrier, le chanvre.

La garance avait eu son temps de prospérité vers le xiv^e et le xv^e siècle. Mais cette culture était tombée en

1. Chambault 1783. *Archives Nationales* H. 4624.

2. *Archives Nationales* H. 4501.

désuétude, et il n'y avait plus guère que sur les confins de la Méditerranée, du Gard et du Comté d'Avignon que l'on en cultivait en grande quantité. Les provinces où on avait autrefois cultivé la garance en avaient presque toutes au milieu du ^{xviii}^e siècle, vu décroître l'importance. On dit qu'à cette époque, il n'en existait plus que des brins épars à l'état sauvage entre les crevasses des murs (1).

La culture de la garance avait pourtant un double avantage : d'abord la tige et les feuilles constituaient pour les animaux un bon fourrage ; ensuite la racine broyée donnait une excellente teinture. C'est pourquoi, les sociétés d'agriculture envisagèrent la possibilité de lui donner un nouvel essor.

Au moment où la grande industrie commença à apparaître dans certaines provinces, la garance eut une nouvelle fortune.

Tous les ministres économistes s'en sont occupés. Toutes les sociétés d'agriculture étudièrent la question et contribuèrent de leurs deniers à la distribution d'un mémoire de Duhamel sur ce sujet. On demanda que des primes fussent accordées à son développement et on envoya des graines partout où l'on pensait pouvoir l'acclimater.

Elle avait les inconvénients de tout ce qui n'est pas d'un rendement immédiat. Il fallait attendre dix-huit mois pour en faire la récolte, faire des frais d'installation pour les étuves et les moulins destinés à la pulvérisation des racines. Tout cela éloigna de cette culture tous ceux qui n'avaient pas les avances nécessaires.

1. *Ephémérides du citoyen*, juin 1769.

Les sociétés n'en continuèrent pas moins leur propagande et Turgot ne manqua pas, une fois au ministère, de protéger la garance, en établissant des droits sur la garance étrangère et en lui donnant pour la circulation à l'intérieur du royaume une situation privilégiée (1).

La culture du mûrier réussit mieux et fut l'objet de nombreuses études. La soie était une grande richesse et l'on pensait ne pouvoir trop multiplier la production des vers à soie.

Toutes les sociétés s'en occupèrent et partout où le terrain semblait favorable à la culture du mûrier on l'essayait. A Tours, par exemple, beaucoup de mûriers furent plantés en 1778. On augmenta même les allocations faites à la société d'agriculture pour lui permettre de donner des primes plus élevées à la culture du mûrier. A la fin du xviii^e siècle d'ailleurs, ce fut l'apogée de la sériciculture et des manufactures françaises.

A Bourges, l'intendant distribue des « graines de vers à soie » et on enregistre le nom de ceux qui en prennent afin qu'ils soient l'objet de récompenses particulières si la culture qu'ils en auront faite réussit.

Partout on crée des pépinières de mûriers et l'on propose des récompenses pécuniaires par milliers d'arbres bons à planter.

On peut dire que la sériciculture et le développement de la production du mûrier ont été les cultures les plus fortement encouragées et celles pour lesquelles on a fait les plus grosses dépenses. En Limousin, Turgot promet-

1. Turgot. *Œuvres*, t. II, pp. 226 et 228.

taut aux planteurs de mûriers 175 livres par milliers d'arbres bons à planter.

Les arbres une fois plantés, on édicta nombre de prohibitions et d'amendes contre quiconque porterait atteinte en quoi que ce soit à la culture. Défense est faite à « toute personne autre qu'aux propriétaires de mûriers blancs ou à ceux qui en ont acheté la feuille pour cette année, de cueillir, sous quelque prétexte que ce soit, de nuit ou de jour, aucune des feuilles, couper ou arracher aucune branche ou gaule sur les mûriers blancs, à peine de 50 livres d'amende ».

La culture du mûrier réussissait à peu près partout où on l'avait essayé, parce que le mûrier est peu exigeant et que tous les terrains lui conviennent à condition de n'être point marécageux. Mais la production de la soie ne fut point partout satisfaisante. Ainsi en Limousin, où l'on avait tenté de l'introduire, malgré les primes données par Turgot alors intendant, on arrivait à dépenser plus que ne rapportait la soie.

A côté des efforts des sociétés et du gouvernement pour développer la culture de la soie, les particuliers firent aussi des expériences.

Quelques-unes réussirent très bien. Mais on peut dire, en résumé, que le ver à soie continua à être élevé dans les provinces où on l'élevait déjà, mais ne gagna pas énormément de territoire. La Touraine, le Lyonnais, une partie du Languedoc demeurèrent, comme ils l'étaient depuis longtemps, les pays privilégiés pour l'élève du ver à soie, et la culture du mûrier.

Le chanvre fut protégé comme la soie, parce que les

industries textiles n'en avaient pas moins besoin. Les cultivateurs s'intéressaient à son développement plus qu'à d'autres. D'abord le chanvre leur rapportait souvent une prime. De plus sa culture était aisée et demandait moins de soin et de minutie que celle des mûriers et des vers à soie. L'intérêt que le gouvernement prenait au chanvre est attesté par l'envoi de quelques mémoires à son sujet au contrôleur général. Les sociétés d'agriculture mirent souvent le chanvre sur la liste de leurs sujets de concours annuels.

§ 4. — *Cultures raffinées : le riz, les fruits, le miel.*

Pour suppléer aux disettes possibles de froment, les membres de plusieurs sociétés songèrent à acclimater le riz dans certaines provinces, en Touraine, dans les Charentes, en Angoumois, en Limousin. Le riz est une culture très raffinée est très difficile.

Elle exige un travail minutieux et patient et un climat et un sol un peu spéciaux. Ce n'est guère que par les études faites dans les sociétés d'agriculture qu'on connût toutes les propriétés nutritives du riz et la facilité de le substituer au froment.

On se mit en Touraine à cultiver le riz avec ardeur. Il fut également introduit en Angoumois et en Limousin. Ce fut surtout le riz du Bengale qu'on tenta d'acclimater. Les premiers essais furent d'ailleurs infructueux. Cette culture délicate [demande] une certaine expérience. Ce n'est guère que vers 1773 qu'on obtint quelques résultats.

Et encore ces résultats ne furent guère encourageants car on les abandonna bientôt.

La culture des arbres fruitiers dans l'Orléanais, en Auvergne, dans la plaine de Brive fut encouragée. C'est de 1764 que date en France l'introduction d'une nouvelle espèce de pêches, particulièrement succulentes, que l'on cultiva avec un soin remarquable, surtout aux environs de Brive où elle réussissait parfaitement. Ce sont les enseignements des cultivateurs de Brive, transmis par le bureau d'agriculture, qui vulgarisèrent ailleurs cette culture.

Enfin, citons encore l'introduction, faite sous les auspices des sociétés d'agriculture, des melons de Gênes, et du landgrave de Hesse-Cassel, d'une nouvelle vigne en Alsace, et les recherches faites sur la construction des ruches pour améliorer la qualité du miel et augmenter son rendement (1).

§ 5. — *Développement des prairies artificielles.*

Les études nombreuses et détaillées ainsi que les expériences qui furent faites sur les prairies artificielles ont une importance toute particulière. La prairie artificielle paraissait à tous le remède à la disette des fourrages d'une part; d'autre part, le remède aux jachères et aux friches.

Toutes les sociétés d'agriculture du royaume furent consultées à ce sujet. Chacun pouvait proposer ses moyens, et faire part de ses expériences. La prairie artificielle fut

1. *Arch. comm. de Brive* H. H. 3; *Arch. nat.* H. 1502 et 1624.

l'objet de récompenses particulières qui cumulaient souvent avec les récompenses accordées au défrichement, car, le plus souvent on défrichait pour ensemer des prairies artificielles.

On trouve sur le sujet des prairies artificielles un très grand nombre de mémoires et d'études. Les principaux moyens pour créer les prairies sont énumérés dans bon nombre d'entre eux. Ils se ramènent à deux principaux : ensemer du seigle que l'on coupe en vert, ou semer du sainfoin et de la luzerne mélangés (1).

Les moyens d'établir de ces prairies paraissaient si importants à connaître que dès 1761, le contrôleur général envoya une circulaire à toutes les sociétés d'agriculture qui entreprenaient d'en créer pour qu'elles veuillent bien communiquer à la Société de Paris leurs moyens.

On voyait dans les prairies artificielles un débouché précieux pour des provinces déshéritées comme la Champagne Pouilleuse par exemple. Si l'on y pouvait établir des prairies artificielles, on y pourrait faire de l'élevage, donc fertiliser les terres, et ensuite y faire des cultures plus profitables (2).

Enfin, en 1785, sur l'instigation de la Société d'agricul-

1. Voir les nombreux mémoires sur ce sujet : Tours : Beaumont. 1785. Moyen de suppléer à la disette des fourrages *Archives Nationales* H. 1624 ; Botidoux. 1785. Moyen de suppléer à la disette des fourrages. *Archives Nationales* H. 1624. Nouvelles observations de M. Varnier sur l'orge et invitation à cultiver le seigle et le colza. *Archives Nationales* H. 1502. Mémoire sur le sainfoin, esparcel ou jallet. *Archives Nationales* H. 1501. Mémoire sur l'irrigation des prairies artificielles. Choix de documents historiques. *Journal de la Société de Limoges*, 27 juin 1761, etc., etc.

2. *Archives Nationales*. Châlons, H. 1502.

ture de Paris, on préparait un projet d'arrêt pour encourager la Lorraine dans cette voie (1), et la Société de Bourges demandait un don de 10.000 livres pour faire un fonds de gratification à distribuer entre les cultivateurs qui convertiraient en prairies artificielles le sixième des terres qu'ils exploitent (2).

Ces quelques détails nous donnent un aperçu des encouragements donnés à la culture par les sociétés. Si tous les essais n'ont pas été féconds en résultats, du moins on ne peut que rendre hommage à leur sagacité et à leur zèle pour introduire et faire prospérer en France deux des cultures, qui sont devenues depuis des richesses nationales : la pomme de terre et la betterave, et pour avoir favorisé l'élevage par l'encouragement qu'elles ont donné aux prairies artificielles.

§ 6. — *L'Élevage.*

C'est d'ailleurs par d'autres moyens encore que les sociétés d'agriculture ont encouragé l'élevage en France, et sont venues en aide aux éleveurs. Nous verrons plus loin comment elles essayèrent de combattre par des précautions d'hygiène, les maladies des troupeaux. Ici, nous ne nous occuperons que des encouragements à l'élevage, et de l'introduction en France de nouvelles races, destinées à renouveler les anciennes et à les régénérer.

La question des bêtes à laine fut très à la mode pen-

1. *Archives Nationales*. Boutier, 1783, H. 1624.

2. *Archives Nationales*. Berry, 1785, H. 1624.

dant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Tout le monde avait son idée sur cette importante branche de la production agricole. On connaît assez l'histoire des moutons mérinos qui paissaient l'herbe de Compiègne et de Rambouillet.

L'élevage était, certes, une grande ressource pour la France, mais comme l'agriculture, il souffrait de deux maux : le défaut de ressources et le défaut de lumières. C'est à ces deux maux surtout qu'il fallait remédier. Au premier de ces maux le gouvernement était mieux en mesure de parer que les sociétés d'agriculture, qui n'avaient, nous l'avons vu, que des ressources très exigües c'est donc surtout au second qu'elles essayèrent de porter remède.

C'est dans ce but que les sociétés s'occupèrent de ces deux questions principales : 1^o l'introduction de nouvelles bêtes dans les provinces où l'élevage souffrait ; 2^o la bonne tenue des bergeries, et la bonne nourriture des troupeaux. Trop souvent le paysan péchait par ignorance et les bêtes dépérissaient et mouraient sans que l'on sût pourquoi.

Nous avons un assez grand nombre de mémoires recommandant la propreté et l'aération des bergeries, la sécheresse de la pâture, la nécessité d'ajouter du sel à la nourriture des troupeaux. Enfin bon nombre proposent, comme ils avaient proposé de relever à leurs propres yeux et aux yeux de tous la condition du cultivateur, de relever également celle du berger. Cela aurait le meilleur effet et donnerait à ces gens le goût du travail manuel, goût qu'ils auraient le temps de mettre à profit tout en gardant leurs troupeaux. A l'appui de cette asser-

tion, on citait le grand profit que tiraient les bergers de la paroisse de Beynac des tresses de paille qu'ils s'exerçaient à fabriquer.

Pour ce qui est des nouvelles races introduites en France, on tenta surtout d'acclimater le mouton mérinos et le bélier d'Espagne (1).

Pour ce dernier, la plupart des essais furent fructueux. Comme pour les cultures, des encouragements en argent furent donnés, et on établit des espèces de concours agricoles où les éleveurs amèneraient leurs plus belles bêtes, et où l'on établirait des comparaisons avec distributions de récompenses.

C'était un bon stimulant donné à l'émulation de chacun, et pour l'élevage cela réussit à merveille.

Ainsi furent introduits en France et acclimatés des taureaux suisses et des béliers d'Afrique (2), des moutons du Berry et du Quercy, etc., etc.

Tout autour de Paris on tenta de relever la race des bestiaux en croisant les races (3). Enfin, on s'efforça par des études théoriques et des travaux pratiques de multiplier le gros bétail, partout où cet élevage était possible (4). Les membres des sociétés eurent encore à lutter sur ce terrain, contre les préjugés et la routine : l'habitude de garder les bestiaux enfermés l'hiver, l'usage de faire garder les bêtes à laine par un pâtre commun (5), etc.

1. *Archives Nationales*. Bertin H. 1624.

2. Grenet. *Archives Nationales* H. 1625.

3. Guerchy. *Arch. Nat.* H. 1625.

4. *Archives Nationales* H. 1625.

5. *Archives Nationales* H. 1626.

Tels furent dans leur ensemble les travaux des sociétés d'agriculture sur les questions de l'élevage et des cultures nouvelles. Elles y montrèrent le même esprit d'observation et de curiosité scientifique, en même temps que de propagande rationnelle et désintéressée. Mais on y peut saisir aussi des causes d'inefficacité : les réformes qu'elles proposent sont à la fois trop hâtives et trop nombreuses. Elles font preuve d'une activité incessante, mais, peut-être trop dispersée.

CHAPITRE IV

ENSEIGNEMENT ET HYGIÈNE

Les sociétés d'agriculture ont fait plus et mieux que du travail pratique, elles ont voulu éclairer le paysan par tous les moyens possibles. Ceux qu'elles ont employés de préférence furent de trois sortes :

1° La vulgarisation des études faites par leurs membres ;

2° L'enseignement agricole donné aux jeunes générations ;

3° Les notions d'hygiène répandues et l'enseignement de ces notions organisé.

§ 1. — *Vulgarisation des études faites par les membres des sociétés.*

Les sociétés d'agriculture se sont occupées de tout ce qui touche à la culture, mais c'eût été en pure perte si les études qu'elles ont faites n'avaient dû servir qu'à quelques initiés, ou à quelques amateurs lettrés.

On se posa plus d'une fois la question de savoir, si pour éclairer le paysan ignorant, il suffirait de lui donner des notions d'agriculture orales et pratiques, ou s'il

valait mieux lui apprendre auparavant à lire, à écrire et à chiffrer.

Les sentiments sur ce sujet étaient très divisés. Les uns soutenaient que savoir lire, écrire et compter bien loin d'être un obstacle aux progrès de l'agriculture, devait au contraire y contribuer (1).

Ils disaient « qu'une chose, bonne en elle-même, ne doit pas être détruite parce que quelques particuliers en abusent ; qu'alors on doit uniquement attaquer les abus ; ils ajoutèrent, pour appui de leur sentiment, que, s'il y a des paysans qui, sachant lire, écrire et chiffrer, gâtent leurs propres affaires et quelques fois celles de leurs voisins, il y en a aussi qui les font très bien, quoiqu'ils sachent lire, écrire et chiffrer ; et qu'il y en a un plus grand nombre encore qui, ne sachant ni lire, ni écrire, ni chiffrer, les font très mal. »

Les autres, et ce fut le plus grand nombre, en convenant qu'il n'en vaudrait absolument que mieux pour l'agriculture, que chaque paysan sût lire, écrire et chiffrer, observèrent très judicieusement que, dans l'état où sont les choses, presque tous ceux qui sont dans ce cas, sont autant de sujets perdus pour l'agriculture, en devenant recors, sergens, huissiers, gardes des fermes, ou enfin des maîtres d'école dans leurs villages, où, en formant des élèves qui leur ressemblent, ils ne font que perpétuer la fainéantise et l'ignorance.

Mais en attendant d'avoir solutionné dans les faits

1. Séance du 16 janvier 1765 du bureau de Limoges. *Choix de documents historiques*, III, 228.

cette intéressante question, il fallait pourtant faire profiter le paysan du travail accumulé par les sociétés.

C'est pourquoi la plupart d'entre elles prirent pour règle de faire imprimer les mémoires importants à un aussi grand nombre d'exemplaires possible.

De plus, elles avaient dans leurs règlements, un article qui leur prescrivait de mettre ces exemplaires à la portée des plus pauvres, en les vendant à des prix extrêmement modiques.

Pour quelques deniers on pouvait se les procurer. Ce n'était pas encore suffisant aux yeux des sociétés pour assurer la vulgarisation effective des études faites. Lorsque le mémoire portait sur un ordre de culture très important, des exemplaires en étaient distribués gratuitement dans toutes les paroisses, et chacun pouvait en prendre connaissance. C'est ce qui se passa pour un grand nombre d'études sur la garance ou les pommes de terre.

Turgot avait même eu l'idée de faire traduire en patois, nous l'avons vu plus haut, une partie de ces mémoires.

Enfin, nul n'envoyait des graines ou des plants à essayer dans une province, sans y joindre un opuscule expliquant la manière de planter et de soigner la nouvelle culture, les résultats qu'elle doit donner pour être satisfaisante, et ses emplois.

Sous l'influence du comité consultatif d'agriculture, le contrôleur général fit à plusieurs reprises passer aux assemblées provinciales et aux intendants des circulaires instructives sur l'agriculture, que ceux-ci étaient tenus de faire connaître.

Un grand nombre de ces circulaires furent envoyées

entre 1784 et 1788 pour donner des enseignements touchant la création de prairies artificielles.

Elles étaient généralement accompagnées d'envois de graines et de promesses de récompenses (1).

On confectionnait aussi à l'usage des paysans des traités élémentaires d'agriculture où l'on donnait des notions très simples, à la portée de tout le monde, et où l'on s'efforçait, sans paraître, de lutter contre les préjugés et la routine causes de tant d'erreurs. Beaucoup de sociétés firent de ces petites brochures à bon marché (2).

Les personnes zélées du village étaient chargées de les distribuer gratuitement et de les faire apprendre par cœur aux enfants.

Afin de protéger les agriculteurs contre les mauvais plaisants qui s'imaginaient, à la faveur du crédit où était l'agriculture, de donner aux paysans des conseils fallacieux, on proposa d'établir un agronome ambulant dans chaque province que l'on mettrait sous la surveillance d'un inspecteur général (3).

Sans doute cette réforme ne fut jamais opérée. Elle eût été une surcharge administrative très grande, et peut-être inefficace, étant donné l'attachement du paysan à ses vieilles coutumes et à ses routines.

Cependant elle témoigne d'un désir d'organiser scientifiquement l'agriculture, et de protéger le paysan contre l'ignorance.

1. Instructions sur l'agriculture adressées aux assemblées provinciales 1788. *Archives Nationales* H. 1501 (Pièce 216).

2. Société d'Aix-en-Provence. *Arch. Nat.* H. 1510².

3. *Archives Nationales* H. 1626.

Dans le même ordre d'idées, les sociétés d'agriculture s'entendirent pour que les mémoires imprimés en leur nom eussent une estampille officielle, précaution nécessaire pour inspirer confiance aux cultivateurs auxquels ils s'adressaient.

Enfin les sociétés d'agriculture avaient toutes des bibliothèques garnies par la prévoyance des membres zélés ou de généreux donateurs. Elles recevaient toutes les journaux économiques et agricoles de l'époque.

Dès 1763-1764 elles ouvrirent ces bibliothèques au public sur la demande de plusieurs personnes qui étaient bien aise de les lire.

« En facilitant cette lecture, disait Treillard à la Société de Brive, nous parviendrons plus aisément au but que nous nous proposons, de répandre le goût de la bonne agriculture ». Il suffisait, pour être admis à lire les livres et à les emprunter, de donner un récépissé avec la garantie de la signature du secrétaire perpétuel.

§ 2. — *L'enseignement agricole à donner aux jeunes générations.*

Les sociétés d'agriculture se préoccupaient beaucoup de l'enseignement agricole. C'est un trait non seulement particulier à elles, mais aussi à leur époque que cette foi dans les progrès de l'esprit humain, et dans la possibilité de l'amender par l'éducation.

Il n'est pas une de ces sociétés ayant une vie active, qui ne se soit préoccupée de fonder à côté d'elle une école pratique où les jeunes paysans recevraient l'enseignement à

titre absolument gratuit. Dans la paroisse d'Egleny par exemple, on avait fondé une école de jeunes agriculteurs (1).

Les enfants des paysans étaient admis à cette école dès l'âge de huit ans. Ils étaient à peu près douze ou quinze ; ils y apprenaient non seulement à lire, à écrire et à chiffrer, mais encore on leur enseignait des méthodes nouvelles d'ensemencement, de triage des grains, de sarclage, de greffage, etc.

Ils sortaient de là renseignés, et ils avaient été ainsi soustraits à la routine qui pesait sur la culture à cette époque.

L'école d'Egleny était assez riche pour se permettre de donner à la fin de l'année des prix assez considérables aux jeunes élèves. Cela entretenait l'émulation des enfants, tout en encourageant les parents à leur faire fréquenter l'école.

Des écoles du même genre étaient installées à Bordeaux, à Soissons, à Lyon, à Tours.

A Angoulême il y a un cours pratique d'agriculture pour les adultes. A Amiens, Dom Robbe, prieur du couvent des Feuillants, fonde un jardin botanique et institue des leçons publiques d'agriculture. Enfin c'est l'époque où le comte de Béthume-Charrost élabore son grand plan d'enseignement agricole qui devait régénérer les procédés de l'agriculture.

A côté de ces réformes purement agricoles, les sociétés d'agriculture aidèrent à en faire ou à en projeter d'autres

1. *Archives Nationales* H. 1624 (Canon 1781).

touchant à l'alimentation ou à la transformation industrielle des matières agricoles.

À cette époque où les famines et les disettes étaient à l'ordre du jour, où l'on se sentait constamment menacé de manquer de pain, on tenta de nouveaux procédés de fabrication « de cette denrée si utile », et, en 1777, une école de boulangerie fut créée à Paris, dont on confia la direction à Parmentier le célèbre agronome. C'est là qu'il put mettre en pratique quelques-unes de ses idées touchant les pommes de terre, et qu'il voulut tenter la vente de pain mi-partie froment, mi-partie fécule. Mais à l'école de boulangerie on n'accueillit pas bien cette innovation, pas plus qu'on accueillit d'ailleurs la proposition, que l'on fit plus tard, de faire du pain de seigle.

Le peuple était chatouilleux sur la question du pain, et l'école de boulangerie eût perdu toute faveur si elle se fût livrée à ces mélanges.

Cette école de boulangerie d'ailleurs, ne cessa pas d'être affiliée à la société d'agriculture de Paris et lui fut réunie sitôt sa réorganisation en société royale d'agriculture (Février 1789) (1).

Un livre de Parmentier qui parut en 1778, *le Parfait Boulanger*, apporta à la fabrication du pain de nouveaux perfectionnements.

Le quartier du Temple vit encore s'établir une deuxième école mi-industrielle, mi-agricole destinée à perfectionner le tissage et la filature du lin et du chanvre. Cette école fut établie dans l'ancienne caserne des gardes fran-

1. *Archives Nationales* H. 1510².

çaises mais elle n'eut qu'une existence très brève (1).

A côté de ces écoles d'enseignement pur, on créa des formes modèles, des concours agricoles, etc. Il faut citer la ferme modèle créée par le duc de La Rochefoucault à Liancourt, sous le nom de ferme anglaise, où l'on acclimatait quantité d'animaux étrangers, et surtout des moutons d'Espagne et du Lincoln shire.

On songea aussi aux encouragements à donner à l'industrie agricole. Les laines, leur filature, leur tissage furent l'objet de nombreux mémoires et d'études sérieuses. On proposait même des enquêtes auprès des administrations provinciales sur les procédés alors employés (2).

On fit des études sur l'élevage des moutons, afin de protéger la laine par des procédés hygiéniques de parage. On fit construire dans beaucoup de provinces des bergeries nouveau modèle dans lesquelles les rez-de-chaussée étaient couverts de claies à travers lesquelles s'écoulaient les eaux et les crottins, sans endommager la laine.

Enfin on essaya de relever le prix des bêtes à laine qui était tombé en 1760 de près de moitié.

Les autres industries agricoles, telles que la filature du chanvre, du lin, la fabrication des denrées alimentaires furent également soutenues. On trouve sur les matières résineuses par exemple, d'intéressants mémoires des membres de la Société d'agriculture de Bordeaux, écrits en vue de traités possibles avec l'Angleterre (3).

1. *Archives Nationales* H. 1625.

2. *Archives Nationales*. Réflexions sur les moyens de perfectionner les laines. H. 1601 (pièce 315).

3. *Archives Nationales*. Culture des landes de Bordeaux. H. 1625.

On ne saurait terminer cette brève étude sans parler des quelques mémoires écrits sur la question du Crédit agricole, encore inorganisé, et qui sont nouveaux et ingénieux.

Nous empruntons une page à l'étude de M. René Lafarge sur l'intendance de Turgot en Limousin, au sujet du mémoire présenté au bureau de Brive par le vicomte Hector d'Aubusson et intitulé : modèle d'un nouveau ressort d'économie politique, ou projet d'une nouvelle espèce de banque, qu'on pourra nommer banque rurale(1) :

« L'auteur constatant que les avances sont ce qui manque le plus aux cultivateurs, voudrait mobiliser la propriété, pour en faire un moyen de crédit. Dans chaque généralité serait organisée une banque rurale. Les propriétaires des biens fonds créeraient des actions : pour cela leur propriété serait estimée et les estimations inscrites sur un registre. Quand le propriétaire aurait besoin d'argent, la banque lui délivrerait une action jusqu'à concurrence de l'estimation. Ces actions circuleraient comme une véritable monnaie : Ce seraient en somme des assignats.

Elles produiraient même intérêt et l'emprunteur, c'est-à-dire, le créateur d'actions, devrait à certaines époques fixées, payer ces intérêts à la banque, sans quoi les directeurs de la banque, sans autre formalité, jouiraient de la propriété.

La banque serait constituée par les propriétaires. Dans chaque paroisse, ils se réuniraient et nommeraient un ou

1. René Lafarge, *op. cit.*, p. 182.

deux représentants, suivant l'importance de la paroisse.

Ces délégués se réuniraient au siège de l'élection avec tous les propriétaires qui ont plus de 8.000 livres de rente. L'assemblée choisirait 3 syndics, lesquels nommeraient les experts chargés d'évaluer les fonds et représenteraient leur région à la communauté de province pour les questions importantes. L'Assemblée générale de la province nommerait trois syndics généraux qui dirigeraient la banque. »

§ 3. — *Les notions d'hygiène sont répandues et l'enseignement de ces notions organisé.*

Un des grands progrès réalisé par les sociétés d'agriculture fut la vulgarisation des principes d'hygiène tant pour les hommes que pour les animaux.

C'est vers 1754 que les premières expériences sérieuses faites en France sur l'inoculation contre la variole furent faites.

C'est La Condamine, membre de la Société d'agriculture de Paris, qui paraît être l'introducteur de ce procédé en France.

Les sociétés, et en particulier celle de Paris, édifièrent un grand nombre de théories sur l'inoculation.

Entre 1760 et 1764, une campagne énergique fut menée et par les sociétés d'agriculture, et par les économistes et les philosophes, qui n'en faisaient pas partie, campagne qui aboutit en 1764 à l'avis favorable de la Faculté de médecine que le Parlement avait priée de se prononcer.

Cinquante-deux voix contre vingt-six proclamèrent l'inoculation efficace pour enrayer l'épidémie et la prévenir.

Le bureau d'agriculture de Brive fit des efforts notables pour la répandre. Un des membres, qui était médecin, prit des observations dans sa clientèle, et les fit connaître à la société, qui ne se contenta pas de lui adresser ses félicitations pour ses guérisons, mais encore les publia et vulgarisa le remède (1).

Mais lorsque la découverte de Jenner parvint en France, et que l'on vit la possibilité d'éviter la variole, sans courir le risque de contracter, par l'inoculation, du virus humain, d'autres maladies graves, les sociétés d'agriculture firent une campagne plus vive encore et l'on peut affirmer, bien que cette découverte ait été faite hors de France, qu'elles ont été pour beaucoup dans sa vulgarisation.

Les sociétés d'agriculture, qui étudièrent de très près la population rurale, furent à même de constater que la très grande mortalité qui existait dans les campagnes, et qui était surtout constituée par la mortalité infantile et par celle des mères en couches, était produite par la négligence absolue des préceptes les plus élémentaires de l'hygiène. A cet effet, beaucoup d'entre elles instituèrent dans les provinces des écoles d'accouchement et des maternités, pour soigner les mères et les nouveaux-nés.

1. Registre des délibérations du bureau d'agriculture de Brive avec 25 observations publiées *in extenso*. *Archives communales de Brive*, H. H. 3.

Ces écoles eurent un rôle efficace et furent un foyer d'études pour les femmes qui se destinaient à devenir sages-femmes.

La mortalité infantile diminua partout où ces écoles avaient été instituées.

Enfin, dans les campagnes, on se préoccupait de la santé des paysans en distribuant partout des boîtes à remèdes, aux curés et aux sœurs. A la fin du règne de Louis XVI, on en a distribué plus de deux millions.

Les maladies des animaux n'avaient pas d'autres sources que celles des hommes. Les bergeries et les étables étaient généralement très négligées : le paysan semblait avoir peur d'aérer et d'assainir. Enfin quand une bête était malade, on ne songeait point à l'isoler, et le troupeau était bientôt tout entier contaminé. Les membres des sociétés d'agriculture se mirent activement à l'étude, et recherchèrent toutes les causes des épidémies et épizooties qui décimaient le bétail.

Partout on mit au concours, comme sujets de prix, pendant les 25 années que dura la prospérité des sociétés d'agriculture, des questions concernant les épidémies et épizooties.

La Société de Paris, en 1765, avait proposé un prix sur la cure des maladies des bestiaux, prix qui fut décerné à un médecin de Bourg-en-Bresse, sur un mémoire remarquable (1).

Pourtant, la Société de Paris ne se considéra pas encore comme suffisamment éclairée, et demanda des

1. *Archives Nationales* H. 1501 (21 septembre 1765).

explications complémentaires sur cette matière importante.

C'est pourquoi, afin d'encourager des études du même genre et plus approfondies, elle proposa un nouveau prix, de la valeur de 1.200 livres, et le contrôleur général avertit toutes les sociétés d'agriculture d'avoir à prendre part à ce concours, et à l'annoncer dans leur circonscription. « Je vous prie, disait la lettre aux intendants, de l'annoncer à tous les membres et associés de votre société. L'objet est bien digne de leurs recherches et de leurs soins, puisque les maladies épidémiques des bestiaux sont le fléau des campagnes, et que malheureusement on a découvert jusqu'à présent peu de remèdes spécifiques pour les guérir. J'apprendrai avec plaisir que la société a pris cette matière en considération » (1). C'est sur les indications des sociétés d'agriculture, qu'après les épizooties bovines de 1745 à 1780, l'administration prit des mesures d'isolement, de préservation, d'abattage d'animaux malades, et promit une série de récompenses aux propriétaires qui réaliseraient dans leurs troupeaux cet assainissement.

Les épizooties, qui eurent de bien fâcheuses conséquences, eurent aussi un heureux résultat : celui de faire naître l'art vétérinaire, qui ne date réellement que de cette époque, et surtout des travaux de Bourgelat. C'est lui qui le premier avait eu cette idée « que la médecine des animaux était différente de la médecine des hommes ». C'est lui aussi qui fonda, avec la protection du

1. *Archives Nationales* H. 1501.

contrôleur général Bertin, la première école vétérinaire à Lyon, en 1762. Cette fondation, d'ailleurs, ne fut pas un fait isolé, et bientôt un grand nombre de ces écoles s'ouvrirent.

Turgot fut parmi les enthousiastes de l'art nouveau. Il favorisa la création d'une école vétérinaire à Limoges, école dont les cours furent ouverts en 1765, et dont la direction des études fut confiée à un élève de Bourgelat, le Blois.

Des écoles semblables furent créées à Paris, auprès de la société d'agriculture, c'est l'Ecole Royale Vétérinaire, à Soissons et à Tours (1).

La plupart de ces écoles avaient le grand avantage d'ouvrir l'enseignement vétérinaire à tous, par la gratuité des études.

On n'y payait qu'une très modique pension pour les frais de nourriture et d'entretien. Enfin, pour encourager les élèves à fréquenter ces écoles, on les exempta dans certaines provinces de charges ; par exemple, Turgot, en Limousin, déclara que l'école dispenserait de la milice.

Souvent même, l'exiguité des ressources ne permettant pas la création d'une école vétérinaire auprès de toutes les sociétés, celles qui en étaient dépourvues, envoyaient à leurs frais des élèves suivre les cours à une autre école et principalement à celle de Lyon.

Les écoles vétérinaires ne furent pas une réforme vaine ; même là où elles ne durèrent pas longtemps, elles furent l'origine d'un courant d'études, et d'un courant d'esprit

1. *Archives Nationales* H. 4501.

qui devait donner de si beaux résultats dans l'avenir. C'est à elles qu'on doit les nombreux travaux sur les maladies locales, ou particulières à certaines espèces, et dont les renseignements ont été précieux à l'élevage. On étudia ainsi le claveau ou clavelée (1), l'hydropisie des bêtes à laine (2), les maladies constatées souvent sur la langue des bestiaux, les maladies si envahissantes et si destructives des vers à soie (3).

Enfin les sociétés d'agriculture s'occupèrent d'hygiène plus générale encore, de ce que nous appellerions aujourd'hui de l'hygiène sociale, et l'on peut relever aux *Archives* des questionnaires adressés par le contrôleur général aux sociétés d'agriculture, et touchant la nature de l'eau-de-vie et la répression des fraudes (4).

En somme, les sociétés d'agriculture ne se sont pas bornées à essayer des réformes extérieures, et à tenter de rétablir en France une prospérité agricole fortuite et passagère. Elles ont voulu aller plus loin, et porter plus profondément le remède à la cause du mal. C'est le paysan qu'elles ont cherché à améliorer et à éclairer, afin ensuite qu'il apporte ses lumières dans la culture, d'une façon consciente et voulue. Elles ont, à côté de ce travail éducatif, fait aussi une œuvre humanitaire, en essayant de

1. *Journal du traitement* fait par le D^r Beauvais, élève de l'école royale vétérinaire, de la maladie appelée claveau. *Archives Nationales* H. 1501.

2. *Archives Nationales* H. 1503.

3. Voir chapitre précédent, § 2, p. 143.

4. Circulaire adressée à toutes les sociétés des pays de vignobles H. 1510² (*Archives Nationales*). Voir aussi un *Mémoire sur les bois-sens vigneuses*. Lyon, 1787. *Archives Nationales* H. 1510².

rendre plus douce la précaire et malade existence de toute une partie de la classe rurale. Enfin, c'est scientifiquement qu'elles ont cherché le remède aux maux des troupeaux, et qu'elles ont voulu bannir la vieille routine des sortilèges et des sorciers de village.

CHAPITRE V

QUESTIONS FISCALES ET ADMINISTRATIVES

S'il nous fallait énumérer tous les travaux des sociétés, il faudrait parler non seulement de toutes les branches de l'agriculture, qui furent l'objet même de leurs travaux, mais encore de toutes les questions d'économie rurale, qu'elles traitaient ouvertement ou subrepticement.

En effet, elles s'occupèrent de toutes les questions fiscales, et aussi de réformes d'ordre administratif ; elles reçurent souvent les plaintes des paysans et des cultivateurs contre les abus ; essayèrent de régler la question si ardue de la circulation des grains ; s'occupèrent des moyens de communication ; se firent les intermédiaires des populations, décimées par la disette ou tout autre fléau, auprès des pouvoirs publics, pour en obtenir des secours. Bref, elles mirent tout en valeur pour remédier aux maux de l'agriculture, et allèrent jusqu'à proposer de nouveaux bras aux campagnes dépeuplées, en incitant les paysans aisés à adopter les enfants trouvés.

§ 1^{er}. — *Questions fiscales.*

Ces questions intéressaient la classe rurale plus que toute autre, car elle était grevée, nous l'avons vu, d'une

• infinité de redevances et d'obligations qui entravaient la liberté de son travail, ainsi que de mille abus qui s'étaient glissés dans tous les rouages de l'administration.

Les sociétés d'agriculture se proposèrent un double but : d'abord, essayer de décharger la totalité de la classe rurale de certaines redevances ou obligations trop onéreuses ; ensuite, de faire accorder de véritables primes à ceux des cultivateurs les plus zélés pour le service de l'agriculture.

C'est pour remplir le premier de ces buts que nombre de mémoires furent présentés, malgré les interdictions du pouvoir, sur le système défectueux des impôts, et la nécessité d'en changer la base ou le mode de perception. Les abus des collecteurs, les injustices de la répartition, le découragement du paysan devant cet état de choses, tout cela est décrit en termes éloquents, et fait déjà pressentir les revendications des cahiers de 1789 (1).

On sait que, dans certaines régions, la taille arbitraire avait été remplacée par la taille tarifée, basée soit sur un arpentement, soit même sur un véritable cadastre. Malheureusement, cette taille n'avait pas été toujours bien appliquée, et de nombreux abus en étaient résultés : un mémoire en explique même très nettement les inconvénients (2).

« Il existe, dit l'auteur du mémoire, deux vices essentiels dans l'exécution de ce système : le premier est l'es-

1. Récriminations du sieur Arnaud contre les impôts qui écrasent le pauvre agriculteur. *Archives Nationales* H. 1624.

2. Mémoire de M. Treilhard au bureau d'agriculture de Brive. *Arch. Nat.* H. 1503.

timation exorbitante des revenus des fonds. Il démontre par des baux à ferme des dîmes, en prélevant sur les fonds, la semence, la dîme, la rente seigneuriale, que l'imposition absorbe souvent la moitié du produit, sans même qu'il soit fait aucune déduction pour les frais de culture ; en sorte que ce qui reste de ces mêmes fruits se trouve insuffisant pour nourrir le cultivateur une partie de l'année.

« Le second vice consiste en ce que bien loin de laisser le travail du cultivateur libre de tout impôt, on l'assujettit, au contraire, aux deux tiers de celui qui porte sur les fonds qu'il travaille.

« De là doit s'en suivre, par une dégradation naturelle, l'épuisement des cultivateurs, leur découragement, et enfin leur désertion de leur pays natal. Ce généreux ami de la portion du genre humain la plus foulée et cependant la plus nécessaire, pour laquelle il réclame un juste soulagement, termine son mémoire par la proposition qu'il fait aux Messieurs du bureau « d'offrir au gouvernement de faire faire, sous leurs yeux et sous leur direction, un mesurage général des fonds d'une paroisse quelconque, avec une exacte estimation des revenus qu'ils peuvent produire annuellement, ainsi que des frais indispensables pour la reproduction de ces revenus, des charges qui y sont naturellement attachées et une énumération des habitants à nourrir ».

Pour répondre au deuxième but qu'elles se proposaient, les sociétés d'agriculture cherchèrent les moyens d'encourager la population des campagnes, soit en l'affranchissant de certains impôts, soit en lui donnant directe-

ment des primes en argent ou des récompenses honorifiques.

C'était surtout de la dîme que l'on cherchait à l'affranchir, bien que les plaintes à son sujet fussent rares.

La raison en est que la dîme étant un impôt en nature payé à l'Eglise, il était plus aisé d'obtenir du gouvernement ce dégrèvement que celui d'un impôt tombant dans les caisses royales. Pour cela, on s'appuyait sur cette vérité que le clergé était la classe du royaume qui profitant le plus de l'agriculture, devait faire le plus de sacrifices pour elle.

On demande l'affranchissement de la dîme pour tous ceux qui feront des défrichements, qui créeront des prairies artificielles, qui dessècheront les marais (1).

On demande encore au clergé d'autres encouragements.

On propose par exemple, que chaque fois que le roi nommerait à un évêché ou à tout autre bénéfice consistorial, le nouveau bénéficiaire soit assujetti à verser dans la caisse du département de l'agriculture le tiers ou le quart des annates qu'il paierait au pape et qui ne sont pas proportionnées au revenu actuel.

Lorsque le roi disposerait d'une abbaye, on prélèverait pareillement et pour la même caisse le quart du revenu d'une année (2).

Enfin, les sociétés d'agriculture s'entremettent pour demander aux évêques, au nom des cultivateurs, la sup-

1. *Archives Nationales* H. 1501.

2. *Archives Nationales* H. 1510².

pression des trop nombreuses fêtes qui entravent le travail des terres.

En 1765 une lettre est écrite par chaque société d'agriculture à l'évêque de son ressort : il en est ainsi des sociétés d'Auch, Montauban, Caen, Valenciennes, Clermont, Provence, Paris, Limoges, Lyon, Tours, Bretagne, Rouen, La Rochelle, Alençon, Soissons, Bourges (1).

Cette réforme était demandée par tout le monde et les sociétés en remercièrent le contrôleur général qui en avait pris l'initiative.

La Société d'Alençon par exemple, écrit au ministre de l'agriculture sa satisfaction de cette démarche :

« La Société d'Alençon a vu avec bien de la satisfaction la démarche que vous avez faite vis-à-vis de l'assemblée du clergé pour parvenir à diminuer le nombre des fêtes si préjudiciables à l'agriculture. Il est tel dans le diocèse de Sées que, depuis le 20 décembre jusqu'au 7 janvier, ce qui forme 18 jours, souvent il n'y a que 7 jours de travail. Nous allons faire une tentative auprès des différents évêques de la généralité pour en obtenir un secours dont l'agriculture a tant besoin ».

L'assemblée du clergé reçut à ce sujet un grand nombre de mémoires (La Rochelle, Paris, etc...) invoquant les autorités ecclésiastiques en faveur de cette thèse.

Quelques exemptions de tailles furent aussi demandées et en particulier le rétablissement des privilèges accordés

1. *Archives Nationales* H. 4510³.

sur ce point en 1666 aux chefs de famille taillables ayant dix ou douze enfants (1).

Enfin signalons un mémoire intéressant au sujet de l'exemption de la collecte des tailles en faveur des valets des laboureurs (2).

« Pour accélérer le recouvrement des impositions, il est d'usage d'envoyer fréquemment au collecteur un homme de garnison, qui se transporte avec lui chez tous les contribuables ; ensuite le collecteur est obligé d'aller porter lui-même les deniers qu'il a reçus au bureau de la recette des tailles, quelquefois fort éloigné de son domicile de 8 à 10 lieues. Or un domestique doit tout son temps à son maître », et ne peut en distraire une partie pour cet objet.

§ 2. — *Questions administratives.*

Nous avons déjà dit qu'il était interdit aux sociétés d'agriculture des'occuper de tout ce qui touche à l'administration. Il fut même créé à ce sujet un comité d'agriculture dont ces questions formaient l'objet d'étude. Néanmoins ces questions touchaient de trop près la vie des cultivateurs et leurs intérêts primordiaux pour qu'elles aient pu s'en désintéresser.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'étudier les réformes des corvées et les plaintes soulevées par la milice. Quelques améliorations furent introduites dans ces insti-

1. *Archives Nationales* H. 1627.

2. *Archives Nationales* H. 1502 (4).

tutions et parfois les sociétés d'agriculture n'y furent pas étrangères. Mais ces objets sortaient des limites de leur compétence et leur rôle dans ces réformes qui exigeaient l'intervention administrative ne pouvait être qu'un rôle très secondaire.

Toutefois, elles s'occupèrent de certaines questions qui ne paraissaient pas capitales comme l'unification des poids et mesures et d'autres, dont il était impossible de se désintéresser, comme la liberté du commerce des grains.

La question des poids et mesures fut l'objet de discussions dans presque toutes les sociétés. Les inconvénients sans nombre qui résultaient de la différence des poids et mesures du royaume frappaient tout le monde et dans l'ensemble on réclamait leur unification. Pourtant, les mesures locales avaient quelques défenseurs acharnés qui tenaient à leur maintien. Il est permis de supposer que ce mouvement d'idées n'a pas été sans influence sur la tentative d'unification faite en 1766, par une déclaration enjoignant aux villes d'avoir la livre et la toise de Paris à titre d'étalons. Mais c'était une indication, non une obligation.

Les idées exprimées par les mémoires sur cette matière sont aujourd'hui courantes. Elles furent au fond des revendications de 1789 (1).

La liberté du commerce de grains fut à l'ordre du jour après 1760.

On sait les graves discussions auxquelles elle donna

1. Bureau de Brive. *Archives Nationales* H. 1503 et *Archives Nationales*. Réduction des poids et mesures de France à une mesure commune. H. 1644.

lieu. Dupont de Nemours venait de faire paraître son livre sur la question, et il fit grand bruit.

La Société de Paris organisa une vaste consultation à ce sujet. Elle demanda l'avis de toutes les autres sociétés. Fait curieux, et qui mérite d'être noté, beaucoup de sociétés émirent un avis favorable et c'est d'autant plus extraordinaire, qu'encore à cette époque, toutes les campagnes étaient hantées par la peur des disettes (1).

Mais les idées économiques des physiocrates s'étaient vite répandues et avaient fait de nombreux adeptes dans la bourgeoisie de province, parmi laquelle se recrutèrent surtout les membres des sociétés d'agriculture.

C'est à la suite de cette vaste consultation que furent adoptés les édits de 1764 permettant la libre exportation des grains.

On peut indiquer encore que la Société de Lyon obtint du contrôleur général la publicité du prix des grains vendus à la Halle (2).

Dans la plupart des grandes villes, d'ailleurs, où existait un marché important, il était publié des mercuriales régulières.

Enfin, les sociétés d'agriculture surent si bien inspirer la confiance qu'elles servirent fréquemment d'intermédiaire entre les manants et le pouvoir, contre certains abus.

On se plaint par exemple, du droit de chasse qui serait dans certains pays une véritable ruine pour les moissons.

Le même mémoire demande encore que les baux des

1. *Archives Nationales* H. 1510¹.

2. *Archives Nationales* H. 1510². Mémoire du 30 octobre 1787.

fermiers aient une durée de 72 ans ou au moins de 54 ans (1).

Un autre se plaint des rigueurs du seigneur voisin, qui malgré la disette des fourrages poursuit ceux qui coupent l'herbe dans ses bois (2).

On se plaint même de la rigueur des officiers du roi qui empêchent les bestiaux de pacager dans les bois du roi (3).

Enfin des abus purement locaux et exceptionnels se présentent qui jettent parfois un jour inattendu sur les mœurs de de l'époque.

Témoin cette sorte d'entente entre les fermiers, véritable syndicat exclusiviste, formé dans les baillages de Péronne, Montdidier et Saint-Quentin.

Dans ces régions, les fermiers se liguent contre les propriétaires qui ne peuvent augmenter leurs fermages en proportion de la plus-value des terres. Tous ceux qui, après le renvoi d'un fermier, afferment des terres antérieurement cultivées sont appelés dépointeurs. Ils sont honnis et poursuivis avec la dernière énergie par les fermiers ligüés. De très nombreux crimes en étaient la suite. On trouve, avec des récriminations contre cet état de choses, un tableau des crimes et délits commis contre les dépointeurs dans le baillage de Péronne. Il n'y en a pas moins de cinquante en 10 ans, du 1^{er} juillet 1775 au 7 août 1785 (4) et parmi lesquels de nombreux assassinnats à coups de fusil ou à coup de bêche.

1. *Archives Nationales*. Lançon H. 1625.

2. *Archives Nationales* H. 1624.

3. *Archives Nationales* H. 1624.

4. *Archives Nationales*. Mémoire anonyme 1785 H. 1627.

§ 3. — *Les voies de communication.*

Les sociétés d'agriculture devaient naturellement être amenées à s'occuper des voies de communication qui étaient incontestablement un des grands besoins de l'époque.

Mais, là encore, elles ne pouvaient faire qu'œuvre théorique. La réalisation de leurs projets aurait dépassé leurs ressources.

Pourtant, chaque fois qu'elles en eurent l'occasion, elles ne manquèrent pas d'indiquer avec une grande précision, les réformes à faire, le travail à accomplir et les résultats probables.

Le bureau d'Angoulême démontre la nécessité d'établir une grand'route passant par Confolens qui est un entrepôt de denrées alimentaires (1).

La Société de Limoges s'est à plusieurs reprises occupée de la création d'un canal latéral à la Dordogne, ainsi que de la navigabilité de la Vézère.

La Société de Soissons enfin, fit en 1761 un mémoire intéressant au sujet des obstacles qui « gênent la circulation de la rivière d'Aisne ».

« Dans tous les gouvernements, dit-il, il y a une classe d'hommes qu'on appelle gens à projets, contre lesquels on a besoin d'être en garde.... Ces gens-là arrêtent la bonne volonté du gouvernement. Il y a pourtant des travaux de première nécessité à accomplir.

« Soissons exporte par la rivière, année commune

1. *Archives Nationales*, H. 1624.

35.000 muids de froment, 7.000 muids d'avoine et 15.000 sacs de farine qui équivalent à 2.500 muids de blé, ce qui fait un total de 44.500 muids sans compter ce qui s'exporte en pailles, foin, bois, charbons, haricots, noix etc. Cette exportation se fait à raison de 8 muids de blé pour Paris.

« Dans les basses eaux 4 livres d'augmentation de frais par muid. On charge moins, et à peu près la moitié de l'exportation totale se fait en basses eaux. Quand il ne peut y avoir de navigation la perte est très grande. Les acheteurs s'éloignent. Les denrées invendues éprouvent une baisse considérable, qui influe sur les blés à exporter et sur les blés destinés à la consommation locale ; ce qui dans certaines années a fait une différence de 10 livres par muid. Ce ne serait pas exagéré d'évaluer, année commune, la perte du commerce par le manque d'eau, à 120.000 livres.

« Cette perte retombe sur le cultivateur, car s'il refusait de la supporter, il ne pourrait vendre en concurrence des autres provinces voisines, qui ont ces frais en moins. Ce cultivateur éprouve encore la perte résultant du retard des ventes ; ce retard qui provient de ce qu'on se détermine à perdre le plus tard possible, ce qui occasionne des achats à crédit.

« Le remède est de nettoyer la rivière.

« Dans les basses eaux il est possible de labourer et herser le fond de la rivière. Un meunier de *Vailly* l'a ainsi débarrassée » (1).

1. *Archives Nationales* H. 1510².

Enfin nous signalions en débutant l'ingénieux moyen d'augmenter la population des campagnes en y envoyant les enfants trouvés. Cette question a fait l'objet de trop de discussions pendant le cours du XVIII^e siècle pour qu'il soit possible de la passer sous silence.

On sait qu'il avait été formé à la Rochette, près de Paris, une école où l'on instruisait 24 élèves choisis parmi les enfants trouvés à l'hôpital ; on leur apprenait surtout les pratiques de l'agriculture. Dans beaucoup de provinces, on cherchait aussi à placer les enfants trouvés chez les laboureurs qui voulaient s'en charger et les élever. Des lettres circulaires furent envoyées aux intendants et aux sociétés d'agriculture par le contrôleur général et beaucoup d'entre elles accordèrent des gratifications allant parfois jusqu'à 40 livres, aux agriculteurs devenus pères adoptifs des enfants trouvés.

§ 4. — *Quelques exemples de leurs travaux.*

On voit par ces sommaires indications que les sociétés d'agriculture ont touché à tous les sujets, théoriques et pratiques, économiques et administratifs. Il serait impossible dans les limites de notre étude d'énumérer tous leurs travaux.

Pour donner une idée de leur variété et de leur nombre, il nous suffira de citer au hasard quelques titres des objets mis au concours et quelques exemples de leurs travaux. Nous y verrons une curiosité de tout, bien digne d'un siècle où l'esprit scientifique s'était si prodigieusement développé !

Voici les divers sujets mis au concours par la Société de Limoges :

« De la meilleure manière d'estimer exactement les revenus des fonds dans les différents genres de culture.

« L'histoire du charançon.

« La meilleure machine applicable à la pratique pour « battre les grains.

« De la vraie définition et de la formation des riches-
« ses, du revenu et des capitaux.

« La comparaison des avantages et des désavantages des différentes manières d'atteler les bœufs, soit par rapport à l'emploi de leurs forces, soit par rapport à la conservation de l'animal.

« Le développement des reflets de l'impôt et la manière dont il se partage entre les vendeurs et les acheteurs de la première et de la dernière main, jusqu'au dernier consommateur.

« La comparaison de l'emploi des chevaux et des bœufs pour la culture.

« L'effet du déplacement des dépenses sur la reproduction.

« L'effet des échelas dans la culture des vignes.

« Comment se fait et se doit faire le partage de l'argent entre les nations ».

Voici encore les divers points étudiés par le bureau de Laon pendant trois années de 1761 à 1764 :

1^o La houille, considérée comme engrais (plusieurs mémoires) ;

2^o Biens communaux (augmentation ou suppression) ;

3^o Semoirs ;

- 4^o Prairies artificielles ;
- 5^o Education, mœurs et population ;
- 6^o Blé de Smyrne ;
- 7^o Maladies des bœufs et vaches ;
- 8^o Bois et plantations ;
- 9^o Maladie des grains ou ergôt ;
- 10^o Bêtes à laine ;
- 11^o Moulin à eau et desséchement ;
- 12^o Plaintes et soulagements des gens de la campagne (1).

Enfin nous citerons le travail d'une des sociétés les plus actives du royaume, la société de Lyon pendant l'année 1787.

Voici les Mémoires qui ont été déposés pendant cette année :

Les bœufs doivent-ils être préférés aux chevaux pour la culture des terres ? Le rouissage du chanvre.

Observations d'un des membres : 1^o sur la nécessité de publier à Lyon par la voie des petites affiches le prix des grains à Lyon, à chaque marché, comme cela se pratique dans toutes les grandes villes du royaume ;

2^o Sur la moulure des grâines, la connaissance des produits en farines et en pain et la proportion qui doit être entre le prix du blé et celui du pain ;

3^o Sur la nécessité d'établir une école de boulangerie à Lyon pour perfectionner la fabrication du pain et en connaître la vraie valeur, et établir un tarif qui fasse cesser les plaintes des boulangers (L'auteur estime à

1. Résumé et état envoyé au contrôleur général le 12 septembre 1764. *Archives Nationales* H. 1502 (49).

un million par an le soulagement qui résulterait pour le peuple de la création de cette école).

4^e M. Du Vernay explique l'avantage d'engrais pour améliorer les terres (Engrais tirés des fosses d'aisances) et donne un mémoire sur ses essais sur le chanvre, la vigne et les prairies.

5^e Succès de la culture de la betterave champêtre ou racine de disette, de la pomme de terre, du colza, etc.

Presque toujours les prix délivrés par les sociétés d'agriculture consistent dans des sommes d'argent. Elles sont plus ou moins considérables suivant les ressources de la société et l'importance qu'elle attache aux questions mises au concours. On trouve des prix d'un louis, alors que d'autres s'élèvent jusqu'à 1.200 livres.

Les sociétés quand elles ne distribuent pas elles-mêmes de ces encouragements en argent, s'entremettent souvent pour en faire obtenir du gouvernement à ceux qui ont écrit quelque chose de remarquable sur l'agriculture ou qui ont excellemment réussi dans quelque culture. On connaît les récompenses distribuées aux poèmes qu'on baptisait du nom pompeux de géorgiques.

Enfin, lorsque les récompenses n'étaient pas en argent, elles étaient purement honorifiques. Tel ce prix délivré par la Société de Soissons en 1763, qui donnait à son titulaire l'orgueilleuse jouissance de se promener avec les emblèmes décrits ci-dessous :

« Ce prix consistera en une plaque de fer blanc ovale et convexe, couverte d'une pièce d'étoffe de soie verte et moirée, encadrée d'un petit cercle d'argent et chargée d'une gerbe d'or couronnée, jetée en moule, le tout dans

le milieu d'une rose ou cocarde de ruban vert glacé de jaune qu'on portera au bras droit.

Les concurrents devront être des laboureurs ou cultivateurs du district de Laon, hommes ou femmes » (1).

Les sociétés distribuèrent même des récompenses plus honorifiques encore (telles que de nommer les paysans zélés, experts, etc.), et, comme on le voit, ne négligèrent aucun point pour encourager les cultivateurs à perfectionner et à étendre leurs cultures comme elles en avaient la mission.

CONCLUSION

Si l'on veut apprécier l'œuvre positive des sociétés d'agriculture, il est difficile de ne pas conclure à un échec. Les sociétés, fondées en 1757-1763, ont vécu à peine quelques années. Quelques-uns des bureaux créés se sont à peine maintenus quelques mois. L'agriculture en 1788 était encore dans un lamentable état ; l'outillage primitif et insuffisant faisait l'objet de bien des plaintes ; le paysan était lamentablement misérable et dénué de tout.

A quoi donc avaient servi ces créations de l'esprit physiocratique ?

A rien de positif, car elles n'obtinrent elles-mêmes presque aucun résultat. Mais un effort n'est jamais perdu et le travail de toute une génération ne peut être stérile.

Les sociétés d'agriculture ont collaboré à la grande œuvre d'émancipation qu'a accompli le XVIII^e siècle. Elles ont vulgarisé des idées nouvelles de progrès et de liberté. Elles ont répandu dans les campagnes, et sous le couvert de l'agriculture, des désirs de liberté et d'égalité, qui trouveront leur réalisation dans la Révolution française.

Enfin, elles ont, nous l'avons vu, lutté contre l'épaisse routine, qui paralysait les campagnes, en essayant de

donner au paysan des procédés nouveaux de culture et le moyen de les appliquer.

Les sociétés d'agriculture se sont occupées de toutes les questions les plus diverses et les plus brûlantes. Elles ont étudié par avance la réforme fiscale, ont désiré l'unification des poids et mesures, ont à demi réalisé la liberté du commerce des grains, elles se sont élevées contre les abus seigneuriaux et les vieilles coutumes féodales.

Enfin, elles ont essayé d'éclairer le paysan dont l'ignorance engendrait la misère, l'ont honoré comme le nourricier de la France et lui ont fait prendre conscience de son importance, de sa dignité et de sa force.

Quand une institution a réuni tant d'idées, vulgarisé tant de principes, peut-on déclarer qu'elle a été inutile, même si elle n'a laissé aucun résultat tangible ?

Les sociétés d'agriculture portaient en elles-mêmes, par leur seule origine, les causes de leur déchéance. Elles étaient issues d'un système trop absolu, que la pratique allait faire reconnaître faux ; elles avaient conçu le rôle de l'agriculture trop étroitement et n'avaient guère laissé de place à l'industrie. Elles disparurent avec les idées qui les avaient fait naître.

Enfin et surtout, le mouvement s'était fait trop brusquement, n'avait pas été suffisamment préparé. Les fonds manquaient pour faire des réformes pratiques.

Mais malgré tout, elles sont une phase intéressante de la réalisation d'un point essentiel de la physiocratie, et elles ont eu dans l'histoire de la pensée pré-révolutionnaire une importance que l'on ne peut soupçonner

qu'après avoir examiné leurs travaux, tous sérieux, tous organisés en vue d'un même but : le développement de la richesse agricole ; tous tournés contre un même mal : la misère et la faim.

VU :

Le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

VU :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Histoire des sociétés d'agriculture.

CHAPITRE PREMIER. — Les sociétés d'agriculture et le mouvement des idées au xviii ^e siècle.	3
CHAPITRE II. — La création des sociétés d'agriculture.	11
CHAPITRE III. — Organisation intérieure des sociétés d'agriculture	38
CHAPITRE IV. — Décadence des sociétés d'agriculture.	65

DEUXIÈME PARTIE

L'œuvre des sociétés d'agriculture.

CHAPITRE PREMIER. — Etat de l'agriculture.	85
CHAPITRE II. — Améliorations agricoles	105
CHAPITRE III. — Cultures nouvelles et élevage	135
CHAPITRE IV. — Enseignement et hygiène	153
CHAPITRE V. — Questions fiscales et administratives	169
CONCLUSIONS	185

